

LIVRE BLANC

« Le bassin méditerranéen face à ses grands défis »



M LES **RENCONTRES**
ÉDITERRANÉENNES
MED 23
Marseille 17 - 24 septembre

Remis au Diocèse de Marseille
à l'occasion des Rencontres méditerranéennes.

20 juin 2023

ILS SOUTIENNENT LES RENCONTRES MÉDITERRANÉENNES

MERCI à tous les mécènes et partenaires sans qui nous n'aurions pas pu vivre
cet événement qui marquera l'histoire.

Avec, entre autres



VILLE DE
MARSEILLE



Préface

Du 17 au 24 septembre 2023, les *Rencontres Méditerranéennes* réuniront dans un cadre interculturel et interreligieux, 70 évêques et de 70 jeunes sans distinction de confession, et venant tous des cinq rives de la Méditerranée :

- Afrique du Nord
- Europe latine
- Balkans
- Mer Noire
- Levant

Ensemble, ils chercheront à mieux se comprendre, à faire parler les « mémoires blessées » et travailleront sur les défis majeurs qui affectent le bassin méditerranéen :

- Liberté religieuse et liberté de conscience
- L'éducation
- L'écologie et « le cri de la mer »
- Précarité / Travail / Accueil des migrants
- Les conflits

L'objectif de ces Rencontres est de favoriser la paix et à renforcer la cohésion entre les peuples en formulant des propositions et en créant un nouveau réseau d'initiatives tout autour de la Méditerranée à partir de la nouvelle dynamique impulsée à Marseille.

Afin de préparer ces échanges entre des évêques et des jeunes, Synopia a élaboré un Livre Blanc rassemblant des analyses d'experts reconnus sur les différents enjeux méditerranéens.

Introduction

Temps agité pour la Méditerranée. L'actualité récente nous incite à observer et analyser les tensions et leurs conséquences à l'Est, que ce soit dans notre environnement proche (Ukraine) ou plus lointain (Taïwan et plus généralement l'Asie-Pacifique). Pour autant, tout expert en géostratégie qui développe un regard maritime sur le cours de l'Histoire sait bien que « tout est lié » et que les espaces maritimes (et leur bassin) ne forment qu'une seule et même aire, nécessitant une analyse cardinale des événements. Tout en scrutant l'Est, il peut donc être utile de conserver un regard vers le Sud. La Méditerranée est sans doute un de ces espaces auxquels il est important d'avoir une attention alors que les tensions mondiales s'accroissent. Étranger proche et pourtant difficile à cerner, l'objectif de ce bref texte est d'apporter des clés de lecture sur cet espace complexe.

Proche géographiquement puisque tout le littoral Nord est européen, proche intellectuellement par l'effet d'internet, proche économiquement par l'importance qu'il représente pour nos économies, enfin proche humainement par les échanges entre les peuples des deux rives. Complexe, car l'espace méditerranéen est un concentré d'intérêts croisés et contradictoires. Parler de Méditerranée, c'est d'ailleurs évoquer deux réalités complémentaires mais dissemblables. C'est tout d'abord une petite mer presque fermée représentant moins de 1% des étendues maritimes du globe qui s'étire de Gibraltar au littoral proche-oriental. Mais c'est aussi l'ensemble des territoires qui la borde, véritable mosaïque de pays, de peuples, de langues, de religions. L'espace maritime apparaît alors comme ce qui relie ces composantes et en fait l'unité géographique : Méditerranée, « mer entre les terres » pour revenir à la source étymologique.

A la confluence de trois continents, l'Afrique, l'Asie et l'Europe, des trois religions monothéistes, de pays riches et de pays pauvres, cette mosaïque humaine, politique, culturelle, religieuse, économique, n'a jamais été politiquement unifiée, (à l'exception d'une courte période sous l'empire romain). Au contraire, l'histoire de la région montre une succession ininterrompue de rivalités de toutes natures qui ont opposé la partie orientale à l'occidentale, le Nord au Sud, sans parler d'innombrables conflits localisés. De nos jours, la région voit s'accumuler des tensions multiples. La fin de la guerre froide, loin d'avoir entraîné une période de paix, a été marquée par une succession de crises et de tensions : guerres civiles, déstabilisations, montée de l'islamisme radical, distorsions économiques grandissantes entre le Nord et le Sud, rivalités pour les richesses économiques et énergétiques, etc. Au-delà de l'explosion des flux migratoires difficilement contrôlables et déstabilisants pour les deux rives, les conséquences de ces tensions sont une incompréhension grandissante entre le Nord et le Sud. À cela s'ajoute l'influence croissante de puissances en quête de domination régionale ou globale comme la Turquie, la Russie ou la Chine.

A ces tensions de nature politique, il faut désormais additionner les enjeux environnementaux, particulièrement sensibles dans cet espace maritime quasiment fermé où les activités humaines, sous la pression d'une démographie dynamique, multiplient les sources de pollution et de prédation des ressources. Le constat global est pour le moins préoccupant et les points qui semblent importants pour comprendre les dynamiques en jeu aujourd'hui en Méditerranée peuvent être regroupées autour de trois grands thèmes :

- des enjeux géopolitiques qui prennent des aspects multiples comme des mouvements d'accaparement des espaces maritimes, une immigration incontrôlée et l'influence grandissante de la Russie et de la Chine.
- des enjeux géostratégiques qui se manifestent par un réarmement naval généralisé qui redéfinit le poids militaire des puissances riveraines et préfigure les rivalités futures, la volonté de domination de certaines puissances, la stratégie navale renouvelée des États riverains, et désormais une course grandissante pour l'accaparement des richesses marines.
- des enjeux maritimes et environnementaux – les plus récents mais non les moindres – liés à une exploitation intensive de la mer qui nécessitent une protection accrue du milieu naturel et l'élaboration de processus de protection tant par la concertation que par la coercition.

Sommaire

INTRODUCTION

ANALYSE DES CONFLITS

Analyse des conflits dans le bassin méditerranéen

par le général (2S) Bertrand Ract Madoux

La crise multidimensionnelle du Sahel

par Beatriz de León Cobo

GÉOSTRATÉGIE

Le bassin méditerranéen : enjeux et défis

par le général (2S) Christophe Gomart

La Méditerranée : entre géopolitique et religions, le bassin de tous les possibles

par Patrick Zimmermann

Le rôle de l'Union européenne dans le développement de l'espace méditerranéen

par Hugo Billard

État des lieux de l'islam politique en Méditerranée

par Roland Lombardi

L'Iran, une menace pour la stabilité en méditerranée orientale ?

par Emmanuel Razavi

La Chine dans le commerce méditerranéen

par Hugo Billard

Turquie : quel défi pour l'Europe et la Méditerranée ?

par Roland Lombardi

Israël, un pays à la croisée des chemins

par Alexandre Malafaye

SÉCURITÉ

La Méditerranée pour l'Europe : ligne de vie ou nœud coulant ?

par la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES)

NUMÉRIQUE

Le numérique en Méditerranée, entre opportunités et menaces

par Edouard Detaille

ÉNERGIES

La question des hydrocarbures

par Claude Mandil

L'énergie peut-elle être un facteur de paix en Méditerranée

par Jérôme Ferrier

L'énergie, un levier puissant d'intégration régionale pour le bassin méditerranéen

par Michel Derdevet

Les énergies renouvelables et leurs enjeux à l'échelle de la Méditerranée

par Thierry Boivinet

Les enjeux de l'énergie

par Xavier Marchal

ENVIRONNEMENT

La protection de l'environnement en Méditerranée

Par la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES)

EAU

Les enjeux liés à l'eau en Méditerranée

par Diane d'Arras

Les eaux et la Méditerranée

par Loïc Fauchon

Eau : enjeux stratégiques

par Emmanuel Lenain

CONTRAT SOCIAL ET IA

Repenser le contrat social

par Bruno Deffains

MIGRATIONS

Marseille, port d'accueil des migrations du XX^{ème} et du XXI^{ème} siècle : esquisse d'un parallèle entre les trajectoires migratoires méditerranéennes en 1923 et 2023

par Annick Asso

Enjeux migratoires en Méditerranée

Par la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES)

Crises migratoires en Méditerranée : Comment traiter et durablement prévenir les causes d'un désastre géopolitique et humain entre l'Afrique et l'Europe ?

Par Jean-Michel Nogueroles

MINORITÉS

Les chrétiens d'Orient et la quête de la citoyenneté

Par Antoine Fleyfel

Méditerranée : l'unité dans la diversité

Par Francesca Tortorella

SITUATION DES FEMMES

Femmes de Méditerranée : la longue marche pour l'égalité

Par Geneviève Goëtzinger

L'enjeu des droits des femmes dans le bassin méditerranéen

Par Valentine Zuber

Table des matières

Remerciements

ANALYSE DES CONFLITS

Analyse des conflits dans le bassin méditerranéen

Par **Bertrand Ract Madoux**,

Général d'armée (2S), membre de Synopia

La zone de la Méditerranée, qui est le creuset de notre civilisation, est aussi, depuis la nuit des temps, le théâtre de tensions plus ou moins durables ayant souvent dégénéré en conflits.

Pourtant, certains facteurs communs à tous les peuples riverains de cette grande mer intérieure ont de fait contribué à en limiter la portée et la gravité, à défaut d'en permettre un règlement rapide et définitif. Ce constat, que nous allons chercher à comprendre, pourrait peut-être aider les Nations méditerranéennes à s'accorder sur la recherche d'une meilleure compréhension mutuelle, permettant un équilibre nouveau, facteur de développement et de paix.

Si l'on cherche à analyser la période moderne et que l'on accepte de ne pas remonter systématiquement dans le temps pour expliquer les origines des tensions et conflits, il faut néanmoins admettre que l'interminable antagonisme entre les trois religions du Livre, dont le symbole reste Jérusalem, constitue un feu qui couve, à surveiller avec la plus grande attention.

L'Europe, de culture chrétienne, qui fut le théâtre d'affrontements majeurs dans le passé, lesquels ont par deux fois entraîné le monde entier dans la guerre, connaît une période de paix depuis des décennies, confirmée par la chute du communisme à l'Est mais troublée par la longue crise en ex-Yougoslavie et plus récemment par la tentative d'invasion de l'Ukraine par la Russie. Néanmoins, les pays européens sont encore trop souvent engagés, par l'intermédiaire de leurs forces militaires ou de sécurité, dans des crises ou des conflits extérieurs liés au monde arabo-musulman. Ils sont pour la même raison régulièrement confrontés à la menace terroriste.

Le monde arabo-musulman traverse en effet une crise profonde et durable marquée par le phénomène mortifère du terrorisme djihadiste, par les affrontements entre Sunnites et Chiites, mais également par des rivalités plus classiques entre certains pays, voire intraétatiques. Si la « libération de Jérusalem » reste une finalité pour de nombreux musulmans, elle alimente surtout une dangereuse menace terroriste extrémiste qui gangrène tout l'espace méditerranéen.

Israël et la Palestine demeurent en effet au cœur de nombreuses tensions dont l'inspiration religieuse n'est qu'une composante. En effet, les conséquences des conflits successifs qui ont déchiré ces territoires sont aujourd'hui des plus concrètes : exode de réfugiés palestiniens, existence de « zones occupées », implantation perçue comme sauvage de colonies juives, guerre pour l'eau, harcèlement par les extrémistes et représailles israéliennes, etc. La société israélienne autant que la communauté palestinienne sont de fait fortement divisées et doivent subir l'une comme l'autre la pression des extrêmes.

La Turquie et le Proche-Orient voisin sont impactés par les suites de la guerre en Iraq et en Syrie contre l'État islamique, mais aussi par la situation en Ukraine. Le retour en force de la Russie dans cette région est une réalité inquiétante. La Turquie aspire à jouer un rôle accru dans sa zone d'intérêt mais soutient toute initiative contre ses adversaires traditionnels que sont les Kurdes, les Arméniens... et les Grecs. Cela affecte son image au sein de l'Europe.

Les pays du Maghreb ont traversé la période du « printemps arabe » de manière inégale. La Libye a subi une guerre et n'a pas encore retrouvé la stabilité nécessaire au retour de la paix et du développement. L'Égypte, la Tunisie et d'une certaine manière l'Algérie et le Maroc cherchent à concilier ouverture démocratique, développement économique et contrôle de la menace islamiste. Certains antagonismes entre voisins restent crisogènes.

Mais un autre grand phénomène touche notre espace méditerranéen qui est celui de l'immigration massive en provenance des zones de guerre et de l'Afrique, vers l'Europe. L'ampleur prise par ce phénomène génère beaucoup de misère humaine pour les migrants mais aussi une vraie inquiétude au sein des populations européennes concernées. Les réactions de l'Union européenne et des États sont d'abord politiques mais ne sont pas homogènes, avec des intérêts divergents et des tensions croissantes. Le message généreux des églises appelant à traiter avec humanité cette dramatique question se heurte souvent aux difficultés insurmontables que représentent l'accueil et l'intégration des migrants par les populations et les gouvernements.

Sans doute faudra-t-il chercher des solutions dans une meilleure coopération entre les pays du « Sud » et les pays européens, dans une lutte plus efficace contre les filières d'immigration clandestine et – cela tombe sous le sens – en cherchant à supprimer les causes même de cette immigration massive, que sont la pauvreté, la désertification et la guerre.

En conclusion, il faudrait se demander si la culture commune à tout l'espace méditerranéen, héritage des valeurs partagées par les trois religions et de la cohabitation étroite des différentes communautés au fil des siècles, n'a pas constitué un véritable atout qui a pesé dans le passé – parfois pour le meilleur et souvent pour éviter le pire – et qui pourrait éclairer l'avenir, aider à renforcer la fraternité et la solidarité, et soutenir toutes les initiatives en faveur de la paix. Il est donc important pour les responsables politiques de toute la zone de la Méditerranée de ne pas négliger cet héritage commun et d'intégrer les valeurs qu'il porte dans tous leurs raisonnements, qu'ils soient politiques, sociologiques ou humanitaires.

La crise multidimensionnelle du Sahel

Par **Beatriz de León Cobo**

Doctorant (Sorbonne). RUSI Fellow. Conseillère en matière de conflits et de sécurité au Sahel (First Call Partners). Coordinatrice du Forum de dialogue Sahel-Europe (Universidad Francisco de Vitoria), membre de Synopia.

Depuis la révolution touarègue au Mali en 2012, suivie d'une fragilisation politique et de l'émergence de groupes djihadistes dans le nord du pays, la crise multidimensionnelle n'a cessé de s'étendre et de s'aggraver vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Cette crise, qui englobe des aspects humanitaires, climatiques, sécuritaires, politiques et sociaux, a de nombreuses causes et conséquences pour la région du Sahel, qui constitue la frontière avancée de la Méditerranée.

En 2022, la région du Sahel central a connu une augmentation significative des déplacements forcés, atteignant des niveaux sans précédent. Selon le HCR, plus de 2,9 millions de personnes ont été déplacées en tant que réfugiés ou personnes déplacées à l'intérieur du Burkina Faso, du Mali et du Niger. En outre, les Burkinabés ont eu tendance à demander l'asile au Sud et au Nord, y compris dans des régions d'Afrique du Nord et d'Europe. Cette escalade de la violence et des conflits a également eu des répercussions dans les pays côtiers tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo, où plusieurs milliers de nouveaux arrivants ont été recensés.

En commençant par la dimension sécuritaire, les groupes Al-Qaïda et État islamique se sont établis dans le nord du Sahel au début des années 2010. Utilisant une stratégie globale, ils ont consolidé leur pouvoir dans certaines parties du Mali, du Niger et du Burkina Faso en exploitant les conflits communautaires existants et les griefs sociaux pour recruter des civils. Ces groupes proposent un projet de vie alternatif aux populations marginalisées, en utilisant une version radicale du salafisme. En échange d'une conversion ou d'une participation à leur vision idéologico-politique, ils fournissent des services sociaux de base tels que la sécurité, la justice et l'emploi. Malgré les nombreuses opérations militaires et de développement menées avec le soutien de la communauté internationale, les groupes djihadistes ont étendu et consolidé leur pouvoir. Leurs techniques d'expansion consistent à tirer parti des réseaux criminels existants, à lancer des attaques déstabilisatrices contre des gouvernements et des missions internationales, à établir des points de contrôle pour perturber les routes commerciales et à consolider leur territoire par la terreur et la propagande. Bien que les missions nationales et internationales, y compris la mission française à Barkhane, aient réussi à éliminer les chefs djihadistes et à prendre le contrôle de certains territoires, ces groupes se réorganisent souvent et reprennent le terrain perdu.

Ces dernières années, les stratégies nationales de lutte contre le terrorisme ont évolué. Au départ, les milices locales et les groupes d'autodéfense ont été utilisés, mais aujourd'hui, l'utilisation de drones soutenus par les forces occidentales a pris de l'importance. Au cours des deux dernières années, des pays du Sahel comme le Mali et le Burkina Faso ont modifié leurs stratégies. Après avoir compté pendant des années sur le soutien de l'Occident pour lutter contre le terrorisme, ils ont opéré des changements tels que la formation de partenariats stratégiques avec des sociétés militaires privées comme Wagner (russe) et la recherche d'une assistance auprès d'autres puissances régionales comme la Turquie et l'Iran pour répondre à leurs besoins en matière de sécurité. En outre, ils mènent des opérations terrestres plus agressives, entraînant parfois des dommages collatéraux, afin d'exercer une pression sur les groupes djihadistes. En plus de leurs forces armées et de leurs alliés, certains gouvernements de la région, dont le Burkina Faso, recrutent des volontaires civils pour soutenir leurs efforts de lutte contre le terrorisme. Malheureusement, cette stratégie, ainsi que l'utilisation de milices d'autodéfense, a conduit à des massacres de civils, car le besoin de protection contre les groupes djihadistes se mêle aux conflits intercommunautaires préexistants. Des événements récents, tels que le massacre de Nouna en décembre 2022, au Burkina Faso, rappellent brutalement la gravité de la situation.

Bien que le Sahel ait toujours compté un grand nombre de civils armés, principalement en raison des révolutions touaregs historiques, ces dernières années ont été marquées par une militarisation importante de la société. Les civils se retrouvent dans une situation difficile où ils doivent choisir entre soutenir les milices locales, le gouvernement, les groupes djihadistes ou les bandits. Quel que soit leur choix, ils deviennent la cible d'autres groupes. C'est particulièrement vrai pour les populations nomades qui sont souvent obligées de s'armer parce qu'elles sont la cible de vols de bétail, de stigmatisation et de griefs communautaires. À la suite des incidents violents perpétrés par ces groupes, des civils continuent de perdre la vie, ce qui entraîne des déplacements forcés ou un sentiment de colère, de vengeance et un besoin désespéré de sécurité, qui poussent certains individus à rejoindre ces groupes. L'escalade des tactiques de représailles rend la démobilisation des jeunes au Sahel de plus en plus difficile d'année en année. Dans certaines régions où les écoles sont restées fermées pendant plus de cinq ans, une génération entière d'enfants a grandi dans un climat de guerre.

Cette situation sécuritaire désastreuse s'accompagne d'une forte instabilité politique. Au cours des trois dernières années, l'Afrique de l'Ouest a connu de nombreux coups d'État militaires (Mali (août 2020 et mai 2021), Guinée (septembre 2021) et Burkina Faso (janvier et septembre 2022) et des tentatives de coups d'État (Guinée-Bissau, Niger). Dans de nombreux cas, les militaires exigent une meilleure gestion des crises et une meilleure gouvernance pour faire face à la crise sécuritaire. Rien qu'au cours de l'année écoulée, les pays dotés de juntas militaires se sont alignés en s'opposant aux organisations régionales et internationales et aux autres pays de la région qu'ils considèrent comme s'ingérant dans leurs affaires. Cette opposition se manifeste par diverses demandes d'élections et l'imposition de sanctions en cas de non-respect des échéances électorales. Les tensions entre les pays créent des obstacles importants pour toute structure militaire ou politique visant à faire face aux menaces transfrontalières, telles que la propagation du djihadisme, du banditisme et du crime organisé. Les tensions diplomatiques avec les pays occidentaux ont également réduit l'accès de la communauté internationale, les juntas militaires fermant des médias occidentaux comme Nations-Unies24 et RFI, et déclarant *persona non grata* les chercheurs et journalistes internationaux, et même les membres de missions internationales comme l'ONU.

En conclusion, la région du Sahel est confrontée à une crise multiforme caractérisée par des problèmes de sécurité, une instabilité politique et des bouleversements sociétaux. La présence de groupes djihadistes, couplée à la prolifération de milices armées, a conduit à la militarisation de la société, laissant les civils piégés dans une situation périlleuse où ils sont pris pour cible par diverses factions. Les conséquences sont dévastatrices, avec des pertes en vies humaines, des déplacements forcés et un sentiment croissant de colère et de désespoir au sein de la population touchée. En outre, l'instabilité politique a encore aggravé la crise, les coups d'État et les tentatives de coup d'État militaire devenant trop fréquents.

Les défis du Sahel dépassent ses frontières et ont un impact sur l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest. La complexité de la crise nécessite une approche globale et coordonnée qui aborde les dimensions sécuritaires, politiques et sociales du problème. La coopération régionale et internationale est essentielle pour faire face aux menaces transfrontalières telles que le terrorisme, le banditisme et le crime organisé. En outre, l'accent mis sur la gouvernance, la mise en place de processus politiques inclusifs et la lutte contre les disparités socio-économiques peuvent contribuer à la stabilité à long terme. Les programmes d'éducation et de réhabilitation sont essentiels pour responsabiliser la jeune génération et briser le cycle de la violence et du conflit.

La communauté internationale doit rester engagée et soutenir les efforts des pays du Sahel, en fournissant à la foi' de l'aide humanitaire et des ressources pour le développement durable' En s'attaquant aux causes profondes de la crise et en favorisant la stabilité, il est possible d'ouvrir la voie à un avenir pacifique au Sahel, où la sécurité et la prospérité pourront prévaloir.

GÉOSTRATÉGIE

Le bassin méditerranéen : enjeux et défis

Par **Christophe Gomart**,

Général d'armée (2S), membre de Synopia.

Espace maritime incluant l'Adriatique et l'Égée, le bassin méditerranéen est un espace reliant 21 États et plus de 500 millions d'habitants au carrefour de trois continents, Europe, Afrique et Asie. Au Nord, se trouvent les pays de l'Union européenne, au Sud et à l'Est se situent des pays du monde arabo-musulman. Au-delà d'être le berceau de grandes civilisations, et le berceau des trois religions monothéistes révélées, l'Histoire nous a appris que ce bassin propice aux échanges était aussi un espace d'affrontement. L'actualité nous le rappelle régulièrement.

La Méditerranée, qui pourrait être un lien entre les différents pays qui la bordent, est plutôt le foyer de crises qui tendent à se multiplier : guerre civile en Libye, tensions entre l'Algérie et le Maroc, conflits en Méditerranée orientale auxquelles viennent s'ajouter les découvertes de gisements énergétiques importants, instabilité en Tunisie, crise institutionnelle au Liban, regain de tensions au Kosovo, crise migratoire entre la rive sud et la rive nord, etc. On note surtout le retour des stratégies de puissance. La Turquie se réarme avec un président nouvellement réélu dont la volonté de reconstituer l'empire ottoman paraît l'une de ses ambitions au regard de ses provocations vis-à-vis de la Grèce, de sa présence en Libye, etc.

L'Égypte du président Sissi, qui a fait de la lutte antiterroriste un axe majeur de sa politique, cherche à jouer un véritable rôle politique dans la région. Le pays est néanmoins très impacté par la guerre en Ukraine pour ses importations de blé russe et ukrainien. La Russie quant à elle reste extrêmement présente en Méditerranée en particulier en Syrie en dépit de sa guerre contre l'Ukraine. Par ailleurs, l'influence des islamistes est de plus en plus prégnante comme la présence du risque djihadiste. Enfin, il ne faut pas non plus oublier le développement du trafic de stupéfiants.

Alors quels sont aujourd'hui les enjeux et défis de « *mare nostrum* », notre mer ? Enjeux et défis géopolitique, migratoire, climatique, énergétique, etc.

L'enjeu majeur est géopolitique compte-tenu des tensions existantes ou sous-jacentes de cet espace. N'oublions pas que 25 % du trafic maritime mondial y transite sans oublier les téraoctets de données passant par les câbles sous-marins. Les rives de la Méditerranée sont aussi un lieu de villégiature et de tourisme majeur.

L'objectif de tous est évidemment de maintenir la stabilité de cet espace et donc la paix. Cela nécessite une compréhension et un dialogue apaisé entre États dont les objectifs peuvent être orthogonaux et les stratégies opposées. Pour y arriver, il semble impératif de disposer d'une capacité militaire suffisante pour montrer sa puissance et sa détermination à protéger ses intérêts face à des fauteurs de trouble et à des extrémistes. Qui veut la paix doit en effet préparer la guerre. Le défi pour tous est de maintenir cet équilibre favorable au développement et à la concorde alors que les risques militaires sont nombreux. En particulier à l'Est, depuis la défaite de l'État islamique, la coalition internationale dirigée par les Américains continue de mener des opérations dans le nord-est de la Syrie en liaison avec les Kurdes des forces démocratiques syriennes. Les tensions restent très vives en Israël. Mais aussi en Libye où la situation demeure très volatile entre le gouvernement de Tripoli et les forces du maréchal Haftar.

Le deuxième enjeu est migratoire. Le phénomène migratoire du Sud et de l'Est vers les rives nord de la Méditerranée plus prospères a pris une ampleur inégalée ces dernières années. Les conflits en Afrique en sont la raison principale, un chômage endémique en est une autre. Des dizaines de milliers de migrants traversent ainsi la Méditerranée au péril de leur vie pour fuir la pauvreté, la menace terroriste ou les instabilités politiques souvent synonymes de répression, avec l'espoir d'une vie meilleure.

Les printemps arabes, la guerre civile en Syrie, ont entraîné dès 2011 un exode majeur vers les côtes de l'Union européenne. La guerre en Libye avec la mort de Mouammar Kadhafi a déstabilisé durablement le Sahel. Si l'intervention française lors de l'opération Serval puis de l'opération Barkhane a stabilisé pendant une petite dizaine d'années cette région, elle n'a pas empêché les mouvements djihadistes d'entretenir une instabilité entraînant de facto une migration vers le Nord et la Libye.

La situation n'a fait qu'empirer depuis. La récente guerre civile au Soudan n'arrange pas les choses. Selon le directeur de l'agence européenne Frontex, les migrations irrégulières sont en hausse de 300 % en Méditerranée centrale. Les réseaux de passeurs, à partir des côtes libyennes ou tunisiennes, sont à l'œuvre. Ils ont fait évoluer leur modèle commercial désormais beaucoup plus agressif. Les prix demandés aux migrants pour la traversée sont plus bas à cause d'une forte concurrence entre réseaux de passeurs. Parmi ces derniers, certains n'hésiteraient pas à couler des embarcations de réseaux concurrents.

S'agissant des migrants, n'oublions pas que l'Union européenne verse des subventions (1 milliard d'euros) à la Turquie pour le maintien de dizaines de milliers de migrants dans ce pays. La migration clandestine est un défi majeur pour les pays riverains de la mer Méditerranée. Le contrôle des frontières (Frontex, Schengen, accords de Dublin, etc.) n'a pas empêché jusqu'à présent de réduire le flux de migrants. Il existe un véritable appel d'air compte-tenu du vieillissement de la population européenne et de la vitalité démographique des pays de la rive sud (l'âge moyen est de 40 ans en Europe, de 25 au Maghreb et de 19 en Afrique subsaharienne).

Une meilleure coopération régionale et internationale est sans aucun doute nécessaire en particulier avec les gouvernements des pays d'où partent ces migrants. Et, un dialogue avec les ONG qui les secourent est impératif. Enfin, la lutte contre les réseaux de passeurs et les trafics illicites doit être renforcée.

L'équilibre est fragile dans le bassin méditerranéen compte-tenu des nombreuses différences économiques, démographiques, politiques, culturelles, religieuses mais aussi historiques entre les pays qui le bordent. Ces différences sont surtout très fortes entre le Sud et le Nord comme entre l'Est et le Nord. De telles différences génèrent de vraies difficultés de compréhension dont la complexité est aussi liée au poids des mémoires et des ressentiments.

La guerre en Ukraine vient encore compliquer la donne d'un point de vue énergétique. Les pays européens doivent désormais se tourner beaucoup plus que par le passé vers les réserves d'hydrocarbures des pays du sud méditerranéen dont les rentes enrichissent une oligarchie. Mais ces derniers sont fragilisés par une dépendance accrue pour leur alimentation en blé. Une confrontation est donc tout à fait possible.

Bien sûr, d'autres enjeux ou défis existent mais ces deux enjeux géopolitique et migratoire sont essentiels à comprendre et à résoudre si l'on veut s'attaquer au défi climatique ou au défi énergétique. L'un des préalables est sans doute le développement économique des pays de la rive sud qui éviterait une fuite des cerveaux vers le Nord ou vers les États-Unis.

Il apparaît indispensable que les deux rives nord et sud de la Méditerranée cessent de diverger. L'Europe ne fascine plus, son modèle est de moins en moins attractif, il est même rejeté. Les pays de la rive sud semblent de plus en plus attirés par des modèles alternatifs au modèle européen comme celui de la Turquie ou des pays du Golfe. Notons aussi que la Chine continue d'investir en Afrique du Nord et que certains États africains se sont tournés vers l'Empire du milieu, se laissant prendre au piège de la dette. Sans aucun doute, l'Europe doit prendre en compte ces nouvelles réalités et ne plus craindre les défis géopolitique, économique et démographique auxquels elle est confrontée pour les affronter avec réalisme et pragmatisme.

La Méditerranée : entre géopolitique et religions, le bassin de tous les possibles

Par *Patrick Zimmermann*,
Membre de *Synopia*.

Depuis la crise sanitaire de la COVID, la stabilité mondiale s'est trouvée fragilisée par de nombreux événements, tant politiques qu'économiques ou encore sociaux.

Plusieurs foyers de déstabilisation sont nés et ont engendré de véritables tendances destructrices de la paix mondiale et le bassin méditerranéen n'y échappe pas.

Bien entendu au premier chef, le conflit Russo-Ukrainien porte en lui de véritables germes d'inquiétude, tant sur le plan local et régional que mondial par le biais des alliances mais aussi des effets de bord qu'il peut entraîner.

Au niveau direct, chaque jour peut voir émerger un incident entre la Russie et l'OTAN voire la concrétisation de la gesticulation nucléaire du président Poutine, des attaques inacceptables dans le cyberspace comme l'élimination possible du Président Zelensky par les services russes avec son effet sur le moral de la nation ukrainienne.

Sur le plan des effets de bord, nous assistons depuis le fameux vote de l'assemblée générale de l'ONU à une véritable modification des équilibres mondiaux et régionaux. Le monde est en train de se ségréger en plusieurs blocs, et dont la rivalité en toute chose semble croître. La dérive des Continents n'est plus une réalité uniquement géographique. L'antagonisme qui naît entre l'Occident et les autres entités géostratégiques s'exprime dans la culture, l'économie, la politique et même au cœur des principes sociétaux qui régissent le fonctionnement au quotidien de l'être humain.

Dans contexte, un point très inquiétant semble être constitué par le crépuscule de l'ONU et avec lui la remise en cause de la notion même de communauté internationale bâtie sur les cendres des deux dernières guerres mondiales, tout comme sur la fin de la guerre froide.

Une reprise en main des affaires du monde par l'ONU semble pourtant indispensable. Quelques pistes existent dont une possible passe par la soumission de la politique au droit international. La plus emblématique des décisions onusiennes serait la consolidation du crime d'agression d'un État envers un autre. Un concept apparu après le procès de Nuremberg et resté depuis, angle mort des relations internationales.

Loin de nous par la distance mais très proche par ses conséquences immédiates se situe la crise Sino-Taïwanaise et la volonté de la Chine de devenir la première puissance mondiale e 2050 ; permettant ainsi à « l'usine du monde » d'imposer une véritable « *pax sina* ». Au cœur de l'espace stratégique indopacifique se tissent des alliances dont les buts militaires sont explicites en vue de contrer cet avènement. Au-delà des aspects militaires, les rivalités économiques constituent à la fois un espace de confrontation mais aussi de régulationtats Etats-Unis et la Chine ayant des intérêts sinon communs au moins interdépendants.

Sur le plan des technologies du numérique la Chine adopte une démarche totalement décomplexée de puissance tant par son effort de rattrapage technologique que sa volonté de briser le monopole occidental ou encore la création d'une armée de plusieurs dizaines de milliers de « cyber combattants ». La course à l'espace n'est pas en reste avec le lancement annuel de plus de 100 satellites depuis quelques années, lui permettant ainsi de détenir le record du nombre de missions spatiales. Par ailleurs, la situation interne chinoise demeure une source de préoccupation pouvant avoir une incidence directe sur sa politique extérieure. Enfin, son soutien plus ou moins direct à la Russie dans le conflit Ukrainien peut déborder sur de véritables incidents.

La Chine ayant perçu le multilatéralisme comme une menace, sa diplomatie s'est employée à pénétrer et à placer des acteurs majeurs au sein de nombreuses émanations des Nations-Unies. Par ailleurs, son influence grandissante sur les économies européennes par le biais du rachat de nombreux ports et maintenant son implication dans la géopolitique des câbles sous-marins présente de nombreux questionnements sur la consolidation de ses nouvelles routes de la soie. Toutefois le point majeur demeure le véritable pillage de l'Afrique en matières premières, dont les ressources halieutiques indispensables à la sécurité alimentaire des nations riveraines des océans, ou encore des métaux rares et dont la difficulté d'approvisionnement ira en augmentant. L'établissement de plusieurs bases militaires et à usage dual tout autour de l'Afrique (comme à l'ouvert du Moyen-Orient) sont des signaux faibles d'une volonté de protection de ses approvisionnements.

La volonté de puissance de la Chine s'accompagne toutefois d'une forme de dépendance aux technologies occidentales comme à l'économie mondiale qui forment ainsi un couple d'éléments régulateurs. Ces éléments sont toutefois susceptibles d'être acquis à court ou moyen terme. Ils doivent faire l'objet d'une surveillance étroite.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, le climat sécuritaire devient inquiétant. Plusieurs signaux faibles témoignent de la baisse de l'influence occidentale, tant européenne qu'américaine. Le renforcement des liens entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, le renouveau de la communication diplomatique entre l'Arabie Saoudite et la Syrie, le ralliement de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) par l'Arabie Saoudite mais aussi l'influence grandissante Russe dans la région en sont des illustrations tout comme la construction d'une base navale Chinoise à l'ouvert du Golfe d'Ormuz (Gwadar au Pakistan). Le dernier signal faible en date est le retrait des Émirats Arabes Unis de la coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis et dont la mission était la sécurité maritime dans les eaux du Golfe, de l'Océan Indien et de la mer Rouge.

Bien entendu, la géopolitique du Moyen-Orient engendre de nombreux effets en Méditerranée et suscite de nombreuses frictions voire de conflits en raison d'un enchevêtrement de plusieurs facteurs historiques, politiques, économiques, culturels et sociétaux.

Au-delà d'origines économiques, les zones de fissures entre le Moyen-Orient, l'Europe et l'Afrique du Nord ont tendance à s'élargir sous l'influence du nationalisme, de l'immigration clandestine, le terrorisme d'inspiration islamique et l'idéologie rampante des frères musulmans, notamment en Europe. Par ailleurs, un bref regard sur les dirigeants actuels des pays riverains de la Méditerranée illustre une véritable montée des Ego qui possède une influence catastrophique sur la stabilité régionale. Le plus illustratif est le Président Erdogan dont le pays s'enfoncé dans un déni de démocratie et dont le soutien au « frérisme » international, comme ses attermoissements entre Russie, Europe Etats-Unis dans le conflit Russo-Ukrainien, représentent réellement une source d'inquiétude.

Le déséquilibre planétaire que nous subissons engendre globalement deux ondes :

- Un bloc occidental adossé à l'État de droit avec une culture politique et sociétale empreinte de nouvelles tendances humanistes (respect des droits de l'homme, écologie, nouveaux standards (alimentation, genre, wokisme, etc.) et des règles contraignantes d'exportation (armements, technologies, etc.)).
- Un second bloc au sein duquel la gouvernance se veut plus autoritaire (Chine, Russie, Turquie Égypte, etc.) et dans lequel la réalité des affaires et des rapports de force ont pris une importance considérable qui leur confère une influence croissante auprès de pays précédemment alignés sur le bloc occidental (Moyen-Orient, Afrique anglophone et francophone, mais aussi Asie du sud-est et Asie centrale) et pour lesquels le modèle occidental n'est plus attirant.

La chrétienté joue un rôle essentiel dans le monde depuis 2000 ans. C'est sans doute une piste majeure d'influence pour consolider une stabilité régionale. En effet, devant l'impuissance du politique, de la communauté internationale et de la montée en puissance de l'individualisme comme de la violence sociétale tant au sein des nations que dans le monde de la diplomatie, les différentes formes de dialogue interculturel et interreligieux peuvent être des facteurs d'apaisement en matière de relations internationales. La foi ne possède ni frontière ni barrières.

A titre d'exemple, le Dialogue 5+5¹ instauré en 1990 et qui regroupe les Nations de la Méditerranée occidentale pourrait être une sorte de laboratoire d'un dialogue interculturel et interreligieux qui pourrait rassembler des représentants des peuples de cette « *mare nostrum* » et engendrer une dynamique de dialogue comme élément constitutif d'une diplomatie de paix universelle.

¹ Le Dialogue 5+5 sert en tant que forum sous régional pour les dix pays de la Méditerranée occidentale qui y prennent part depuis sa création, cinq se trouvent au nord de la mer Méditerranée (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal) et cinq sont localisés au sud de celle-ci (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie). Il constitue une des premières initiatives fructueuses entre des pays méditerranéens et un prélude des structures qui furent érigées lors du Processus de Barcelone à partir de 1995.

Le rôle de l'Union européenne dans le développement de l'espace méditerranéen

Par **Hugo Billard**

Professeur de géopolitique en prépa HEC (Saint-Michel-de-Picpus, Paris). Conseiller de la revue *Études*. Animateur de "Planisphère" (Radio Notre-Dame/RCF).

En 1995, à Barcelone, sont réunis tous les États riverains de la Méditerranée. Sous l'égide de la jeune Union européenne, il s'agissait d'y créer une zone de libre-échange, une « zone de prospérité partagée ». La Banque Européenne d'Investissement, la banque publique de l'Union européenne, a investi plus de 78 milliards d'euros dans les territoires des États méditerranéens non-membres de l'UE (Balkans, Afrique du nord, Proche-Orient).

C'est surtout dans les territoires de ses États membres que l'action de l'Union européenne se fait le plus sentir. La Communauté Économique Européenne, devenue en 1992 Union européenne, avait aidé nombre d'États devenus membres à développer et moderniser leurs territoires : si la France et l'Italie en sont membres fondateurs en 1957, la Grèce (1981), l'Espagne et le Portugal (1986), Chypre, Malte et la Slovénie (2004), la Croatie (2013) ont reçu des centaines de milliards d'euros via les plans d'aide aux régions agricoles (FEOGA), aux infrastructures de transport, d'enseignement, de santé, de culture, de production économique (FEDER), et par l'imposition de normes de sécurité dans l'alimentation, la santé, l'immobilier et les transports. Candidate depuis 1987, la Turquie a en partie réalisé entre 2005 et 2018 un processus d'adaptation de ses lois et de ses pratiques aux normes européennes.

Depuis le milieu des années 2010 les flux migratoires en Méditerranée se sont multipliés, en provenance du Moyen-Orient ou d'Afrique subsaharienne. Depuis 2011, la guerre civile libyenne a permis à un nombre important de groupes mafieux de faire circuler des migrants jusqu'aux côtes grecques et italiennes. La guerre civile syrienne a accentué ce processus via la Turquie. Entre 100 000 et 140 000 personnes, selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés, fuient chaque année vers l'Europe les combats et la misère de leurs pays d'origine. La mer Méditerranée est leur havre de survie, mais souvent aussi leur tombe. En 2013, le nombre de naufrages avait incité l'Italie à créer un groupe d'intervention, Mare Nostrum. Après l'urgence née de l'arrivée de plus d'un million de réfugiés en 2015, l'agence européenne qui aidait les États membres à coopérer dans la gestion des frontières extérieures (Frontex) devient l'Agence européenne de gardes-frontières et de garde-côtes. Depuis 2011, les guerres civiles en Libye et en Syrie sont le creuset de groupes mafieux qui organisent le passage clandestin de familles entières, parfois abandonnées en pleine mer. Le 3 octobre 2013, le naufrage d'une embarcation fait 366 morts au large de Lampedusa. Le pape François, en juillet, y avait critiqué la « mondialisation de l'indifférence » face au sort des plus pauvres. En avril 2015, au large de la Libye, deux naufrages entre près de 1100 victimes. En juin 2023, au large du Péloponnèse grec, l'*Adriana* coule : sur les 750 passagers, seuls 104 ont survécu.

Face à ces drames humains, l'Union européenne contribue aux secours en mer mais surtout à l'aide au développement. Un plan de 61.5 milliards d'euros, depuis 2019, aide à des projets précis de maintien des populations en Afrique du Nord, à la formation des garde-côtes des pays méditerranéens, et finance l'aide au retour pour les volontaires qui n'auraient pas obtenu le statut de réfugié.

Malgré les vicissitudes de ses États membres, l'Union européenne est aujourd'hui le seul acteur économique qui limite les conséquences des écarts Nord/Sud en Méditerranée.

État des lieux de l'islam politique en Méditerranée

Par **Roland Lombardi**

Directeur général du CEMO – Centre des Études du Moyen-Orient. Docteur en Histoire, géopolitologue, il est spécialiste du Moyen-Orient et des relations internationales. Il est chargé de cours au DEMO – Département des Études du Moyen-Orient – d'Aix Marseille Université et enseigne la géopolitique à la Business School de La Rochelle. Il est le rédacteur en chef du web media Le Dialogue. Membre de Synopia.

Les Frères musulmans sont une organisation politico-religieuse radicale, la plus ancienne, la plus importante, la plus riche, la mieux structurées et la plus influente. Malheureusement, les membres de cette mouvance sont encore présentés par certains « experts » occidentaux comme des islamistes « modérés ». Or, les vrais spécialistes de la question s'accordent à dire que « l'islamisme modéré » ça n'existe pas !

Les Frères musulmans ont la même matrice idéologique qu'Al-Qaïda et Daesh. Rappelons toujours que les cadres d'Al-Qaïda ont pour la plupart commencé leur engagement politique au sein de la confrérie. Ce sont donc juste les méthodes (violentes pour les salafistes jihadistes et « pacifiques » et empreintes de *taqiya* pour les Frères) qui diffèrent pour instaurer finalement la charia absolue et une théocratie islamique, voire un nouveau Califat.

Les Frères musulmans de plus en plus marginalisés dans le monde arabe

A la faveur des printemps arabes, il est de notoriété publique aujourd'hui que le Qatar et la Turquie d'Erdogan avaient tenté de placer leurs sbires fréristes (dont les partis constituaient les oppositions politiques les mieux organisées) au pouvoir dans les capitales des pays arabes touchés par ces révolutions. Après plus de dix ans, c'est un échec pour l'axe Doha/Ankara et plutôt une victoire de l'Entente contre-révolutionnaire et anti-islamiste (sans précédent historique), alliée à une Russie de retour dans la région depuis son intervention victorieuse en Syrie², et composée de l'Arabie « salmanite » de Mohammed ben Salman, des Émirats arabes unis de Mohammed ben Zayed et de l'Égypte de Sissi.

Ce dernier a d'ailleurs joué un rôle majeur voire moteur dans l'alliance Le Caire/Riyad/Abou Dhabi contre le terrorisme et le radicalisme religieux. Depuis 2013 et son arrivée au pouvoir, Sissi avait comme premier et principal objectif de combattre concrètement, là encore sans les ambiguïtés de ses prédécesseurs ou de certains pays arabes, l'islam politique des Frères musulmans dont l'Égypte était la grande base historique de la confrérie (elle y a été créée en 1923).

Dès lors, au-delà de la force brute, les trois leaders arabes, Sissi, MBS et MBZ, ont compris pertinemment que l'on ne combat une idée ou une idéologie qu'avec une autre idée. C'est pourquoi leur lutte contre l'islam radical, sans précédent dans la région, est multiformes et multidirectionnelles. Elle passe d'abord par une amélioration des conditions sociales, la lutte contre la corruption endémique et une modernisation de leurs économies et de leurs pays puis par la promotion d'une sorte de néonationalisme arabe, des réformes profondes dans leurs systèmes éducatifs et les enseignements religieux ainsi qu'une véritable volonté de révolutionner des mentalités³.

En 2019, lors des nouvelles et multiples manifestations dans la région, les islamistes ne sont pas parvenus de nouveau à s'imposer. Au Soudan, les émeutes ont même renversé le frère musulman Omar al-Bachir. En Algérie, les jeunes Algériens du « Hirak » ont farouchement rejeté de leurs cortèges les salafistes et les groupes proches de la confrérie... Durant cette période, même les mollahs iraniens n'ont pas réussi à placer à Bagdad l'un de leurs pions lors des élections organisées dans la foulée des troubles irakiens. Surtout, ce qui se passe aujourd'hui en Iran, avec la colère populaire qui ne faiblit pas contre le régime théocratique, est scruté par toutes les jeunesse arabes.... De même, les manifestations islamistes anti-

² Roland Lombardi, *Poutine d'Arabie* – VA Éditions, 2020.

³ Roland Lombardi, *Sissi, Le Bonaparte égyptien ?* – VA Éditions, 2023.

françaises dans le monde arabe en 2020, suite à la republication des caricatures de Charlie, et fomentées par les services secrets turcs, n'ont pas soulevé les foules et ont fait long feu.

On assiste même ces dernières années à une timide, mais réelle forme d'« athéisation » progressive des jeunes arabes. Les islamistes semblent ne plus avoir le vent en poupe. Les fiascos des Frères un temps aux affaires, ainsi que l'anéantissement territorial de Daesh sont passés par là. Or, l'idéologie de Daesh et Al-Qaïda n'est pas morte et peut encore frapper, on l'a vu, les États faibles comme en Afrique ou en Europe. Quant aux Frères musulmans, toujours protégés par Doha et Ankara, ils sont considérés à présent comme une organisation terroriste par de nombreux pays de la région (qui savent à qui ils ont affaire) – Égypte, Émirats, Arabie saoudite, Syrie, Bahreïn. En juillet 2020, même en Jordanie, la Cour de cassation du pays, qui est la plus haute autorité judiciaire, a rendu un arrêt ordonnant la dissolution du groupe des Frères musulmans dans le pays, pourtant majoritaires au parlement jordanien. Au Maroc, dix ans après l'arrivée du parti Justice et Développement (PJD) au pouvoir – l'unique parti « islamiste » autorisé –, les Frères marocains ont connu l'usure du pouvoir puis ont traversé une série de crises internes et de cuisantes défaites électorales. Étroitement contrôlés par les services spéciaux du roi (intouchable par les islamistes, car comme le roi hachémite, il est un descendant du Prophète), ils n'ont même pas pu s'opposer à la normalisation officielle du royaume avec l'État hébreu (Accords d'Abraham), ce qui les a d'ailleurs grandement discrédités auprès de leurs partisans. En Tunisie enfin, Kais Saïed et la société civile sont méthodiquement et finalement parvenus à écarter du pouvoir et du Parlement, Rached Ghannouchi et son parti islamiste Ennahdha.

Et l'Europe ?

Que des pays du monde arabe ou d'autres sur la planète, dernièrement le Paraguay ou les Comores, mais également avant eux, la Russie (le wahhabisme/salafisme et les Frères musulmans y sont interdits depuis les années 1990), interdisent cette organisation tentaculaire est une bonne chose puisque tout en la criminalisant, cela lui interdit d'agir sur leur territoire et la rend donc inopérante, en la marginalisant et la privant de nouveaux adeptes potentiels ainsi que de nouvelles cotisations.

Or, c'est là que le bât blesse puisque la confrérie est encore très riche. Grâce d'abord aux contributions et de dons de leur centaine de milliers voire de leurs millions d'adhérents, membres et sympathisants à travers la planète et également grâce au soutien politique et financier de certains pays que nous avons déjà cités.

Napoléon le disait pour les guerres conventionnelles, mais il en va de même pour les guerres idéologiques ou psychologiques. Pour les gagner, il faut trois choses : de l'or, de l'or et de l'or ! Plus d'argent, plus de conflit !

C'est un peu ce qu'a justement fait Mohammed ben Salman en coupant, de manière brutale et historique, les vivres à toutes les organisations salafistes extrémistes et douteuses dans la Région mais aussi au niveau international via les purges au sein de la Ligue islamique mondiale et surtout, en éliminant les grands féodaux du royaume qui jouaient leur propre partition dans ce domaine. Aujourd'hui, le prince héritier ne tolère que les mouvances les plus strictement « quiétistes » du wahhabisme à l'instar des madkhalistes.

Sans argent, les Frères musulmans ne pourraient plus entretenir cette guerre idéologique qu'ils livrent à l'Occident mais aussi au monde musulman. C'est donc en la criminalisant et surtout au portefeuille qu'il faut frapper⁴, viser la banque Al-Taqwa et les comptes en banque bien garnis des dirigeants fréristes dans différents paradis fiscaux. Et bien évidemment faire pressions sur leurs sponsors étatiques, afin qu'ils stoppent enfin leur soutien indéfectible.

⁴ « L'État frappe les Frères musulmans au portefeuille », *Le Figaro*, 16 mai 2023.

Toutefois, alors que, comme nous venons de le voir, cette organisation est aujourd'hui marginalisée voire interdite dans de nombreux pays arabes, un seul pays en Europe, l'Autriche, a eu le courage de décider, après les attentats de Vienne en 2020, d'inscrire cette confrérie politico-religieuse sur sa liste des organisations terroristes.

Ailleurs, en France, en Belgique et en Allemagne par exemple, les Frères et leurs associations ont encore pignon sur rue et développent une multitude d'associations communautaristes⁵.

En Europe, où bon nombre de cadres des Frères musulmans du monde arabe se sont depuis réfugiés (parfois avec le statut de réfugiés politique !), les Frères se servent de la faiblesse des démocraties occidentales pour se donner un second souffle.

C'est donc en ce sens que les Frères musulmans panislamistes sont assurément plus dangereux que les terroristes puisqu'ils répandent comme le dit justement Gilles Kepel, une sorte de « jihadisme d'atmosphère » dans le monde arabo-musulman et ailleurs.

Par ailleurs, même marginalisés et très affaiblis au sud de la Méditerranée, il ne faut surtout pas les sous-estimer. Car, retournés pour la plupart à la clandestinité, ils sont toujours en embuscade partout, en investissant les réseaux sociaux, tout en attendant leur heure et un nouveau round des printemps arabes qui pourrait très bien resurgir à cause du contexte actuel de crise économique internationale.

⁵ Florence Bergeaud-Blackler, *Le frérisme et ses réseaux, l'enquête*, Odile Jacob, 2023.

L'Iran, une menace pour la stabilité en méditerranée orientale ?

Par *Emmanuel Razavi*

Grand reporter spécialiste de l'Iran

Entre les ventes de drones à la Russie, le trafic d'armes au Proche-Orient et la course à l'enrichissement de l'uranium, le régime des Mollahs défie plus que jamais la communauté internationale. Dans ce contexte de tension, le risque d'embrasement entre Israël et le Hezbollah, bras armé de l'Iran au Liban et en Syrie, est à prendre très au sérieux, car il aurait un effet particulièrement déstabilisateur sur une partie du Moyen-Orient et de la Méditerranée orientale. Explications avec Emmanuel Razavi, Grand reporter spécialiste de l'Iran, qui a notamment réalisé plusieurs grands reportages pour Paris Match sur la question iranienne, et qui publie le 15 juin « Les coalitions de l'ombre » (éditions Sixièmes), roman tiré de faits réels, dans lequel il raconte les guerres secrètes menées par les Gardiens de la Révolution iraniens.

Depuis le mois de septembre, la contestation continue en Iran, malgré une répression sanglante qui a fait plus de 500 morts et des milliers de blessés. Si la révolte s'est transformée en mouvement de désobéissance civile, les Iraniens continuent ainsi de crier leur ras-le-bol.

Ces dernières années, la place de la religion a profondément évolué dans la société iranienne, tout comme le regard que porte la population sur le clergé. Cette mutation est due au fait que les religieux ont fait main basse sur l'ensemble des richesses, instaurant un État corrompu et d'une rare violence qui a précipité l'Iran au cœur d'une crise économique, sociale et environnementale sans précédent. La gestion calamiteuse, comme la corruption systématique des Gardiens de la Révolution - bras armé du régime - qui détiennent 60 à 80 % de l'économie, ont fini par conduire le système à un effondrement quasi-total. L'inflation sur les produits alimentaires atteint ainsi des pics records, induisant à la fois une hausse des prix et un pouvoir d'achat en forte diminution. Près de la moitié de la population vivrait en dessous du seuil de pauvreté quand des millions de familles ne peuvent même plus acheter de viande et ne parviennent pas à assurer de quoi manger deux fois par jour à leurs enfants. Quant au chômage, si les chiffres officiels le situent aux alentours de 25 %, il est dans les faits bien plus important, surtout chez les femmes qui en sont les premières victimes.

C'est d'ailleurs dans ce contexte dramatique qu'est survenu le mouvement de contestation suite à l'assassinat de Masha Amini par la police religieuse le 16 septembre dernier, en raison « d'un mauvais port du foulard islamique ».

Cependant, si les Iraniennes ont retourné le symbole du voile contre un régime qui en a fait son étendard, elles ne manifestent pas seulement pour une réforme du port de celui-ci ou pour obtenir des concessions spécifiques au droit des femmes. À l'instar des Iraniens qui, dans leur immense majorité, ne veulent plus vivre sous le dictat de la loi islamique, elles mènent une véritable révolution contre une théocratie patriarcale anachronique, réclamant un changement radical du système politique.

Une étude de mars 2022 de l'institut GAMAAN révèle que 68 % des Iraniens estiment que les prescriptions religieuses doivent être exclues de la législation d'État. Par ailleurs, 56 % ne souhaitent pas que leurs enfants reçoivent une éducation religieuse à l'école, 58 % d'entre eux déclarant ne pas croire au hijab, quand 72 % s'opposent à ce que le chef de l'État soit l'incarnation d'une autorité religieuse. Toujours selon cet institut, « les résultats montrent que 88 % de la population considère qu'« avoir un système politique démocratique est « assez bon » ou "très bon" ».

Le mouvement de contestation intervient donc dans un moment de l'histoire où les Iraniens font preuve d'une réelle défiance vis-à-vis de l'islam politique et veulent s'en libérer. Cependant, l'une des problématiques centrales pour l'avenir de l'Iran reste celle des Gardiens de la Révolution, entité paramilitaire considérée comme un véritable État dans l'État. Forte d'environ 130 000 à 150 000 hommes, elle répond aux ordres du Guide de la Révolution Ali Khamenei et dispose de ses propres forces spéciales, de sa marine et de son aviation. Investie dans la sécurisation des frontières, elle contrôle aussi une milice

de 5 millions d'individus, les Bassidjis. Elle possède par ailleurs des ressources financières considérables et n'envisage d'aucune manière de perdre les avantages qu'elle a acquis depuis 1979.

L'Iran et son proxy, le Hezbollah

Les Gardiens de la Révolution ne comptent dès lors pas lâcher le pouvoir. C'est dans ce contexte de tensions et de fragilités que le régime Iranien a passé des accords économiques avec la Chine, et est devenu un partenaire de premier plan de la Russie, à qui il livre notamment des drones de combat qui servent à tuer des populations civiles en Ukraine.

Contraint à multiplier les alliances pour ne pas s'effondrer et afficher son influence, il s'est également rapproché diplomatiquement de son ennemi héréditaire, l'Arabie saoudite, mais aussi des Émirats arabes unis et de l'Égypte.

Les Gardiens de la révolution activent quant à eux leur proxy du Hezbollah au Liban et en Syrie contre Israël, poussant quotidiennement la tension à son paroxysme, au risque de déclencher une guerre meurtrière.

Rappelons que le Hezbollah a été créé en 1982 au Liban par le Corps des Gardiens de la Révolution. En quelques années, celui-ci a multiplié les attentats contre les intérêts occidentaux dans le pays, enlevant des diplomates et des journalistes, et prenant pour cible les soldats de la force d'interposition. On se souvient de l'attentat du Drakkar contre les militaires du 1er régiment de chasseurs parachutistes qui fit 58 morts parmi les Français engagés au sein de la force de maintien de la paix, ainsi que 6 libanais.

Il ne faut pas s'y tromper : le Hezbollah agit sur ordre du régime iranien. En 2007, l'adjoint de son chef, le Cheikh Nasrallah, Naim Qassem déclarait d'ailleurs que « les attentats suicides, les attaques terroristes et même les tirs d'artillerie contre des civils israéliens doivent être approuvés par les Ayatollah à Téhéran », ce qui en dit long sur les liens du mouvement avec la République islamique.

La branche armée du Hezbollah recrute ainsi dès le plus jeune âge par le biais de son mouvement « scout » qui inculque aux enfants l'amour du martyr. Elle dispose d'un service de renseignement qui travaille en lien direct avec les services secrets iraniens (le M.O.I.S), et opère dans tout le Moyen-Orient, disposant aussi d'un groupe paramilitaire affilié : les Brigades de la résistance, essentiellement formées de voyous et de mercenaires.

L'Iran, un danger pour la Méditerranée orientale et pour le monde

L'État hébreu craint que l'Iran lance des attaques d'envergure contre lui depuis le Liban et la Syrie, pays avec lesquels il partage des frontières. Une partie de ses dirigeants estime aussi que la République islamique pourrait obtenir à moyen terme l'arme nucléaire, ce qui représente à leurs yeux un danger.

C'est ainsi que depuis six mois, une guerre secrète fait rage entre Israël et les Mollahs, l'État hébreu ayant bombardé par drones plusieurs sites militaires en Iran et en Syrie. Fin décembre, le chef du Mossad, David Barnea, estimait que l'Iran projetait de livrer davantage de matériel militaire à la Russie, en contrepartie d'un soutien de celle-ci : « Nous mettons en garde contre les intentions futures de l'Iran, que ce pays tente de garder secrètes, qui sont d'approfondir et d'étendre ses livraisons d'armes perfectionnées à la Russie. » La même semaine, dans un quartier du sud de Damas, Davoud Jafari, un haut responsable de la force aérospatiale du corps des Gardiens de la révolution, trouvait la mort dans un attentat à la bombe attribué par les services iraniens à Israël.

En février, le Teknion, l'Institut de technologie d'Israël, faisait l'objet d'une cyber attaque attribuée à des hackers iraniens. En avril, l'État hébreu était la cible de plusieurs attaques terroristes à sa frontière avec le Liban, attribuées au Hamas avec le soutien logistique du Hezbollah pro-iranien. Il y a deux mois enfin, Tshal abattait un drone iranien qui survolait son espace aérien. Ce qui a fait dire récemment au président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense israélien, Yuli Edelstein : "chaque incident terroriste ou attaque contre Israël, sur son territoire ou à l'extérieur, porte l'empreinte de l'Iran".

Alors que la tension est à son comble, l'État-major israélien a même élaboré le scénario d'une guerre ouverte avec l'Iran, rappelant que son système de défense aérienne pourrait être mis « à rude épreuve », et que le pays pourrait subir des pertes civiles importantes en raison de l'activation des milices chiites pro-iraniennes en Syrie, au Liban et dans la bande de Gaza.

Une telle situation aurait évidemment des conséquences désastreuses pour la stabilité d'une partie de la Méditerranée orientale et les intérêts occidentaux dans la région du Proche et du Moyen-Orient, dans un moment où la Chine et la Russie y poussent leurs pions.

Même si le pire n'est jamais certain, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine montre qu'il est impératif de s'y préparer, et que les diplomaties occidentales doivent s'inquiéter de ce qui pourrait advenir. Car les Mollahs l'ont jusqu'à présent prouvé : au nom de leur idéologie mortifère et pour se maintenir au pouvoir, ils sont capables du pire.

La Chine dans le commerce méditerranéen

Par **Hugo Billard**

Professeur de géopolitique en prépa HEC (Saint-Michel-de-Picpus, Paris). Conseiller de la revue *Études*. Animateur de "Planisphère" (Radio Notre-Dame/RCF).

En 2023, la Chine inquiète le reste du monde. Première puissance commerciale mondiale, seconde puissance économique, elle dépense depuis les années 1980 des centaines de milliards de dollars pour produire, attirer des entreprises, déposer des brevets, former des dizaines de millions de spécialistes dans tous les secteurs, investir dans les métropoles portuaires et les États riches en ressources, et créer des alliances avec nombre d'États sur tous les continents. Les liens entre les villes et les ports dans lesquels la Chine investit fortement porte un nom, la *Belt and Road Initiative*, et un surnom, clin d'œil de l'histoire, les *Routes de la Soie*. Ces routes terrestres, ferroviaires, maritimes et numériques sont des vecteurs d'influence économique mais aussi géopolitique. Les États-Unis la voient comme une rivale, l'Union européenne comme une concurrente.

Depuis le milieu des années 2010, les entreprises chinoises investissent beaucoup plus dans les pays occidentaux, et d'une manière très visible à leurs frontières, comme en Méditerranée. Les ports secondaires, moins surveillés par les grandes puissances que les plus importants, ont été leur priorité. En 2016, l'entreprise chinoise COSCO a racheté la gestion du Pirée, le port d'Athènes depuis 2 500 ans. Le Pirée est aujourd'hui un des premiers ports méditerranéens de conteneurs (15 000 par jour), et sa porte d'entrée en Europe. Elle est le hub des marchandises chinoises venues par la mer Rouge. Depuis la pandémie de Covid, les pays des Balkans ont vu les investissements chinois se multiplier au Monténégro et en Serbie, mais aussi en Italie et en Slovénie. Depuis 2012, les pays d'Europe centrale et orientale échangent avec la Chine dans une réunion annuelle dite 17 + 1, 16 + 1 après le retrait lituanien en 2021. Ce forum, semblable à d'autres créés en Amérique latine, en Afrique ou en Asie centrale, est un espace d'influence géopolitique pour la Chine, qui y exporte ses normes de fabrication, de sécurité et de santé, et les grands axes de sa politique étrangère (non-reconnaissance de Taïwan, non-ingérence dans la politique intérieure).

Depuis la fin des années 2010, les entreprises chinoises ont investi plus de 200 milliards de dollars en Afrique du Nord (transports), au Moyen-Orient (hydrocarbures), en Iran (prêts financiers), en Turquie d'où part une ligne de chemin de fer qui rallie le centre de la Chine en seulement deux semaines. Depuis 2020, comme dans les Balkans, Beijing prend la place laissée en partie vacante par les retraits des investisseurs européens. Mais même dans l'Union européenne, la Chine a pris des participations dans les entreprises qui gèrent le port de Rotterdam (1^{er} d'Europe) et d'Anvers (2^e), et se révèle un partenaire très rude contre le Royaume-Uni depuis le Brexit.

Comme la Chine soutient économiquement la Russie depuis son invasion de l'Ukraine en février 2022, la présence chinoise suscite dans les ports de Méditerranée une certaine méfiance. Dans le même temps, la production et l'innovation militaire de la Chine inquiètent ses partenaires. Et si la présence d'investissements en Méditerranée en faisait un terrain futur d'affrontement ? La présence chinoise y est essentiellement liée aux infrastructures portuaires et ferroviaires, le risque y est très faible, mais l'Union européenne a appelé, en 2022, à cesser la « naïveté » face aux appels de Beijing à une coopération pacifique dans les zones de conflits.

Turquie : quel défi pour l'Europe et la Méditerranée ?

Par **Roland Lombardi**

Directeur général du CEMO – Centre des Études du Moyen-Orient. Docteur en Histoire, géopolitologue, il est spécialiste du Moyen-Orient et des relations internationales. Il est chargé de cours au DEMO – Département des Études du Moyen-Orient – d'Aix Marseille Université et enseigne la géopolitique à la Business School de La Rochelle. Il est le rédacteur en chef du web media Le Dialogue. Membre de Synopia.

Le changement de stratégie de Recep Tayyip Erdoğan s'est avéré payant. Les questions identitaires, civilisationnelles, et le rejet du wokisme occidental ont constitué l'une des recettes gagnantes de la victoire du Président sortant à la dernière élection présidentielle turque. Les électeurs turcs semblent donc avoir préféré les questions identitaires aux enjeux économiques. Les succès diplomatiques du maître d'Ankara ont compté assurément beaucoup dans sa victoire. Mais quelle sera sa politique étrangère notamment en Europe et en Méditerranée lors de ce nouveau mandat ? C'est une question essentielle pour les Européens mais également pour tous les pays du pourtour méditerranéen.

Depuis plus de vingt ans, le Président turc a démontré un véritable talent de négociateur et de diplomate. Encore aujourd'hui avec la guerre en Ukraine, il est parvenu à s'imposer comme l'un des rares médiateurs efficaces entre la Russie et l'Occident. Or, ce dynamisme de la diplomatie turque ne doit pas nous faire oublier les provocations et la menace que représentent toujours la Turquie d'Erdoğan pour l'Europe et la Méditerranée.

En effet, les géopolitologues et les stratèges les plus sérieux ne manquent toujours pas de rappeler que la Turquie demeure, et ce malgré la nouvelle « menace russe », le principal risque d'un conflit de haute intensité en Méditerranée.

De même, à propos des crises migratoires et de l'islamisme, qui menacent sur leurs propres territoires les cohésions et la paix civiles des sociétés européennes, la Turquie a un rôle loin d'être négligeable comme on l'a vu ces dernières années.

Aujourd'hui, Bruxelles et l'OTAN réhabilitent et laissent, volontairement ou pas, le plus beau rôle à la Turquie d'Erdoğan dans la guerre en Ukraine, pour en faire le dernier et le seul interlocuteur respecté de Moscou (cf. le rôle déterminant d'Ankara sur l'approvisionnement du blé, les échanges de prisonniers et la libération des « mercenaires » occidentaux de l'armée ukrainienne détenus par les Russes).

Sachant que les leaders européens n'osent toujours pas, pour des raisons souvent idéologiques, décider des mesures fermes sur les questions migratoires, le Président turc, agite toujours, afin d'obtenir toutes les concessions possibles de leur part ou leur paralysie⁶, la menace d'ouvrir les vannes migratoires afin que les millions de réfugiés présents sur son sol déferlent en Europe comme en 2015.

N'oublions pas également que, bien que pragmatique (on l'a vu lors des dernières élections), le nouveau Sultan est issu du mouvement des Frères musulmans turcs (AKP). Avec sa politique panislamiste et néo-ottomane, il demeure encore et surtout, avec son allié le Qatar, le dernier soutien de l'islam politique et radical des Frères musulmans en Europe, au Maghreb, au Moyen-Orient et même du djihadisme (milices jihadistes syriennes, libyennes et dans le Caucase sous le patronage turc), contre tous les intérêts stratégiques, sécuritaires des Européens et de leurs alliés régionaux à Gaza (soutien principal du Hamas), en Libye, en Syrie, en Tunisie, en Afrique, dans la Caucase, les Balkans, etc.

C'est la raison pour laquelle Erdoğan est considéré comme le dernier grand Calife par tous les islamistes du globe. Les responsables européens semblent également avoir oublié l'occupation illégale turque du nord de Chypre depuis 1974. Comme les provocations, les menaces et les agressions d'Ankara (avec son allié azéri), sur l'existence même de l'Arménie, le premier État chrétien de l'histoire, et ces dernières années, sur les gisements gaziers en Méditerranée orientale (revendiqués par la Turquie pour des raisons

⁶ Roland Lombardi, *Sommes-nous arrivés à la fin de l'histoire ?*, VA Éditions, 2021.

historiques) mais également contre Chypre, la Grèce et même les bâtiments de la marine nationale française en Méditerranée orientale et aux larges des côtes libyennes⁷.

Dans le nord de la Syrie et de l'Irak, l'armée turque frappe régulièrement les Kurdes, sur lesquels les Occidentaux s'étaient appuyés pour combattre l'État islamique.

Le Président turc est un personnage retors et un habile chef d'État qui sait très bien défendre les intérêts de la Turquie. Qui peut lui en vouloir ? Or, la Turquie, membre important de l'OTAN depuis 1951 – c'est la seconde armée en effectif après les États-Unis – et qui aspire (beaucoup moins aujourd'hui) à adhérer à l'Union européenne, joue depuis plusieurs années contre les intérêts de ses alliés occidentaux⁸ et ce, avec une virtuosité et un sens politique, que l'on ne peut que lui reconnaître.

Rappelons qu'au pic de sa politique agressive entre 2019 et 2021, aucune sanction sérieuse n'avait été votée par l'Union européenne contre Ankara pourtant demandé par Athènes et Paris. Alors que déjà à l'époque, la Turquie était en grande difficulté économique et politique sur le plan domestique, Bruxelles avait assurément les moyens coercitifs financiers de calmer les ardeurs de la Turquie et l'aurait sûrement fait reculer. Mais elle s'y est toujours refusée, sous la pression de Berlin, à cause encore une fois du chantage aux réfugiés et des risques de troubles dans l'importante communauté turque présente en Allemagne.

Ainsi, alors que l'Union européenne a de son côté, on l'a dit, toujours refusé de pénaliser Ankara lorsque celle-ci menaçait la Grèce et la France, ce ne sont que les sanctions sévères votées par l'administration de Trump avant son départ des affaires qui calmèrent un temps les velléités turques et poussèrent la Turquie à engager une « réconciliation » avec ses adversaires géopolitiques que sont Israël, l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite⁹.

Le retour du danger ottoman ?

Si l'on considère l'OTAN comme une organisation militaire encore dirigée contre la Russie, comme on le voit aujourd'hui dans le conflit en Ukraine, la Turquie y a toute sa place, une place centrale même. En effet, la Turquie est un élément incontournable dans l'Alliance pour « tenir » les détroits stratégiques de la mer Noire et surtout le flanc sud de l'URSS puis de la Russie. Mais Erdoğan, très rusé et incroyablement doué pour jouer les équilibristes (il a émis l'idée d'une adhésion aux BRICS !), diversifie ses partenariats. Très expérimenté, fin négociateur, il sait parfaitement manier le bluff¹⁰ ou le chantage et utiliser le temps et les rapports de force à son profit pour atteindre ses objectifs.

Aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine par exemple, à l'inverse des responsables européens qui suivent la ligne de Washington, il a su, lui, résister aux pressions américaines pour ne pas voter les sanctions contre Moscou (la Turquie est, en autres, très dépendante du gaz russe). Au contraire, il réussit habilement, tout en voulant garder le rôle d'unique médiateur avec les Russes, de reprendre toute sa place dans une OTAN focalisée sur le danger russe et ainsi revenir en odeur de sainteté auprès de l'administration démocrate américaine, afin que les sanctions américaines soient levées.

⁷ En juin 2020, le ministère français des Armées avait révélé que *Le Courbet*, un navire français déployé au large de la Libye pour identifier un cargo suspecté d'être impliqué dans un trafic d'armes, avait fait l'objet de trois « illuminations radar », équivalant à un marquage de cible, de la part d'une frégate turque. *Le Figaro*, le 17 juin 2020.

⁸ Encore en octobre 2020, à la suite de la republication des caricatures de *Charlie Hebdo*, les tensions entre la France et la Turquie étaient furent exacerbées, cette dernière et ses services spéciaux étant à la pointe des déclarations et des manifestations françaises anti-françaises dans le monde arabo-musulman.

⁹ Depuis 2011 et les printemps arabes, l'Axe formé de la Turquie et du Qatar s'opposait de manière virulente à l'Entente, contre-révolutionnaire et anti-islamistes, Égypte-Arabie saoudite-Émirats arabes unis, en finançant et soutenant tous les partis de la mouvance des Frères musulmans qui aspiraient à prendre le pouvoir dans les capitales arabes à la faveur des révolutions. Plus de 10 ans plus tard, cette stratégie s'avère être un échec.

¹⁰ Roland Lombardi, « Erdogan bluffe et joue la montre », *Conflits*, 17 octobre 2020.

L'adhésion prévue de la Suède et de la Finlande à l'organisation atlantiste, un temps sous le veto d'Ankara, a dû assurément servir dans les coulisses de levier de négociation crucial en faveur du président turc.

Recep Tayyip Erdoğan a poursuivi durant ces dernières années une dérive islamo-nationaliste à la fois impériale néo-ottomane et panturquiste en chassant sur les terres de l'extrême-droite proche du mouvement des *Loups gris*. L'alliance avec le MHP, ultra nationaliste et fascisant, lui a permis de rester au pouvoir après le coup d'État manqué de 2016 et lui a assuré la victoire en mai dernier. Ce nouveau mandat lui confère une confortable assise politique et parlementaire qui lui garantira probablement une relative stabilité sur le plan intérieur.

Mais quelles seront les conséquences sur sa politique étrangère notamment vis-à-vis de l'Europe et en Méditerranée ?

Au regard de ses difficultés financières et économiques internes persistantes, le Président turc parviendra-t-il à déployer de nouveau son influence autour de la Méditerranée ? Quelle place prendra la Turquie d'Erdoğan dans le grand basculement, au profit de la Chine, du centre de gravité de la géopolitique mondiale en cours et accéléré par la guerre en Ukraine ?

Quoi qu'il en soit, la clé se trouve encore peut-être à Washington et avec les relations avec les Etats-Unis jusqu'à un éventuel changement d'administration en 2024. Si les sanctions américaines venaient à être levées, il est certain que cela donnera un second souffle à ses ambitions stratégiques dans la zone et ailleurs. Par exemple, si le néo-sultan décidait, à l'instar de la Russie en Ukraine, une aventure militaire à Chypres (scénario cauchemardesque déjà évoqué dans certains états-majors occidentaux), qui est membre de l'UE mais non de l'OTAN, comment réagiront les chancelleries occidentales ?

Ainsi, si les Américains et surtout les Européens ne souhaitent pas un prochain conflit de haute intensité en Méditerranée et dans lequel serait impliqué directement le Vieux continent, il est urgent de revoir en profondeur la manière d'appréhender nos relations avec un président turc, madré et qui ne respecte finalement que les rapports de force.

Israël, un pays à la croisée des chemins.

Par **Alexandre Malafaye**

Président de Synopia

Israël est une démocratie parlementaire monocamérale avec scrutin à la proportionnelle intégrale et se définit comme « l'État-nation du peuple juif » (formulation de la loi du 19 juillet 2018). Ce n'est pas une république et il n'y a pas de constitution. C'est un pays qui reconnaît les différentes communautés qui le composent.

Créé en 1948 et reconnu par l'ONU la même année, Israël a célébré ses 75 ans le 14 mai 2023. Par comparaison avec le continent européen, il s'agit d'un très jeune état de droit qui a connu 5 guerres entre 1948 et 1982 (1948 : Guerre d'indépendance ; Crise de Suez de 1956 ; Guerre des Six Jours en 1967 ; Guerre du Kippour en 1973 ; Guerre du Liban en 1982). Depuis, c'est le conflit israélo-palestinien qui perdure (avec les intifada et la bande de Gaza) et dont les causes et ramifications sont multiples.

Sur le plan géographique, la superficie d'Israël est de 22 000 km² (4% du territoire français) et sa population atteint maintenant 9,5 millions d'habitants (soit une densité élevée de 435 habitants par km²). Par comparaison, la France métropolitaine compte environ 120 habitants par km²). Très étroit (de 15 km à 135 km au plus large), le pays s'étend sur 470 km, de la frontière avec le Liban (Nord) au bord de la mer Rouge (Sud). Ses frontières touchent également l'Égypte, la Syrie et la Jordanie.

Son territoire étant auparavant sous contrôle britannique dans le cadre des accords Sykes-Picot (1916), le système judiciaire israélien reste influencé par la *common law* (système anglais), mais son droit intègre d'autres sources (ottomane, juive, musulmane, etc.). En l'absence de constitution, un certain nombre de lois fondamentales organisent la vie démocratique et les libertés.

L'essor économique d'Israël a commencé au milieu des années 1980 après que Simon Peres, alors Premier ministre, ait mis en œuvre une série de réformes destinées à libéraliser le marché. Cette ouverture à l'économie de marché a porté ses fruits. Classé au 29^e rang mondial en 2022, le PIB d'Israël dépasse 500 milliards de dollars, devant l'Égypte et les Émirats Arabes Unis. Par habitant, le PIB se situe aux environs de 52 000 \$ (22^e rang mondial), devant l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la France (43 000 \$). Le cœur de l'économie israélienne repose sur sa « Silicon Valley », ses 6 000 start-up et la recherche et le développement (supérieur à 4 % du PIB), ainsi que le tourisme et les services.

Politique Intérieure

Depuis 1948, la séparation des pouvoirs constitue un principe souverain et la justice est indépendante, mais un récent projet de réforme menace cette indépendance. Allié aux partis ultranationalistes et religieux, Benjamin Nétanyahou (chef du Likoud), l'actuel Premier ministre (revenu au pouvoir fin décembre 2022), cherche à imposer une réforme du système judiciaire qui permettrait à la Knesset (le parlement) de casser une décision ou un arbitrage de la Cour suprême. Autrement dit, cette réforme, si elle était adoptée, remettrait en cause la séparation des pouvoirs et surtout, elle ne permettrait plus à la Cour suprême de jouer son rôle d'unique contre-pouvoir face à un système politique peu transparent et peu ouvert. Le pouvoir politique aurait également la haute main sur la nomination des juges.

La confortable majorité coalisée dont il dispose à la Knesset donne à Benjamin Nétanyahou la possibilité de faire adopter cette réforme, mais depuis qu'il a présenté son projet, en janvier dernier, un autre contre-pouvoir se fait jour, celui de la société civile. Chaque samedi, ce sont des dizaines voire des centaines de milliers d'Israéliens qui manifestent dans tout le pays pour défendre le système actuel. Il s'agit là d'un phénomène nouveau pour Israël : le réveil de la société civile et de sa volonté bien réelle de peser dans les débats et d'obliger le pouvoir politique à composer et à réfléchir avec elle.

Situation démographique et sociale

En 1948, Israël comptait 600 000 habitants. En 2023, les Israéliens sont 9,5 millions, dont 2 millions de non juifs (majoritairement Arabes israéliens (musulmans pour la grande majorité), mais aussi Chrétiens, Druzes, Bédouins, etc.). Ce qui représente un coefficient multiplicateur de 16 en 75 ans. Peu de pays dans le monde ont eu à faire face à une telle croissance dans un temps si court.

À ces chiffres, viennent s'ajouter ceux des populations de Cisjordanie (3,2 millions) et de Gaza (2 millions).

La poursuite de la croissance démographique en Israël constitue un enjeu considérable. Les projections indiquent que la population va quasiment doubler d'ici 2050 pour passer selon les estimations de 17 à 20 millions d'habitants. Le fort taux de natalité (2,9) explique en grande partie cette évolution, en particulier celui de la communauté des Juifs ultra-orthodoxes (encouragés par un système d'allocations familiales très favorable à partir du 6^e enfant) devant celui des Arabes Israéliens dont le taux de natalité est désormais plus faible.

Sur le plan politique, la montée en puissance de certaines communautés ne va pas aller sans poser de réels problèmes « d'identité israélienne », d'équilibres politiques et de financement du système. Par exemple, si la communauté des Juifs ultra-orthodoxes passe d'un à trois voire quatre millions de personnes, alors même que sa contribution économique reste bien plus faible que celle des autres communautés et que son poids politique va croissant, de nouveaux défis de cohésion se poseront inmanquablement.

À ce phénomène démographique s'ajoute également celui de l'Aliyah qui conduit de nombreux Juifs à travers le monde à faire le choix de venir s'installer en Israël. La loi du retour votée en 1950 le leur permet. Elle vise à favoriser le « rassemblement des exilés ». Il s'agit là de l'un des fondements du sionisme que la déclaration d'indépendance a consacré : « L'État d'Israël sera ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays où ils sont dispersés ». L'insécurité sous toutes ses formes, et notamment l'antisémitisme, explique cette tendance de fond.

Face à ces enjeux, Israël devra faire preuve d'une créativité nouvelle pour accueillir ce rapide doublement de population. Cela se traduira sans doute par l'aménagement des zones faiblement peuplées, notamment dans le désert du Néguev et dans certaines parties du nord du pays, et le pays devra y associer l'ensemble des populations (y compris la Cisjordanie).

L'agriculture et la question stratégique de l'eau

Même si Israël n'a pas atteint le stade de l'autosuffisance alimentaire, le pays exporte de nombreuses productions et les performances de son agriculture classique et intensive (les deux coexistent) sont notables et font appel à toutes les ressources de la science afin d'optimiser les espaces, les techniques et les rendements.

Disposer des ressources en eau nécessaires à la vie dans une zone aride constitue également un enjeu majeur. Des ressources naturelles existent (lac de Tibériade, le Jourdain, quelques nappes phréatiques) et certaines ont été – et sont encore – disputées avec le Liban, la Syrie et la Jordanie, mais elles n'auraient jamais permis de répondre aux enjeux du développement démographique. Israël a donc mis au point une stratégie qui combine un ensemble de réponses :

- désalinisation (qui représente 85 % de l'eau potable consommée),
- réutilisation des eaux usées,
- gestion de l'eau agricole (l'irrigation goutte-à-goutte et la micro-irrigation),
- conservation de l'eau,
- planification de la gestion des ressources en eau (quotas, coordination, etc.).

Le savoir-faire d'Israël en matière agricole et hydraulique peut favoriser la mise en place de partenariats stratégiques avec ses voisins frontaliers pour faire face au réchauffement climatique. De façon paradoxale, ce qui constitue un péril peut aussi représenter une opportunité.

International

Avant toute chose, Israël cherche à assurer sa sécurité et à obtenir la reconnaissance de ses voisins. C'est parce qu'il a reconnu Israël lors d'un discours historique prononcé à la Knesset en novembre 1977 qu'Anouar el-Sadate, le Président égyptien, a obtenu la restitution de la péninsule du Sinaï. Il avait déclaré « Je vous dis aujourd'hui et je déclare au monde entier que nous sommes d'accord pour vivre avec vous dans une paix permanente et juste¹¹ ». Cette reconnaissance a ouvert la voie aux accords de Camp David conclus en 1978.

Ce pragmatisme en matière de relations internationales, beaucoup plus tactique que stratégique, s'appuie aussi sur la capacité à engager un véritable rapport de force.

Mais les lignes bougent. Qui aurait pu imaginer il y a encore cinq ans la signature des accords d'Abraham (traité de paix conclu en 2020 entre Israël, les Émirats Arabes Unis et Bahreïn, puis avec le Soudan et le Maroc), ou encore la signature en octobre 2022 d'un accord entre Israël et le Liban (qui ne reconnaît cependant pas l'État hébreu) sur le partage des gisements gaziers offshore en Méditerranée orientale ?

Sans doute par effet domino, même en Arabie Saoudite, ce qui semblait figé évolue et le Royaume hachémite paraît chercher à lever d'un cran la pression sécuritaire qu'il exerçait sur la région. Pour preuve, le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite négocié sous l'égide de la Chine et révélé le 10 mars 2023, ou encore la probable signature d'un accord de paix entre Riyad et les rebelles houthistes du Yémen (les deux pays sont en conflit depuis 2015).

Vis-à-vis de l'Union européenne et la France, Israël souhaite que l'UE cesse de réclamer une solution à deux États et le retour aux frontières d'avant 1967 (ce qui reviendrait à abandonner Jérusalem-Est, la Cisjordanie et le très stratégique plateau du Golan).

¹¹ https://www.lemonde.fr/archives/article/1977/11/22/m-sadate-je-suis-venu-chez-vous-pour-batir-une-paix-permanente-et-juste_2882058_1819218.html

SÉCURITÉ

La Méditerranée pour l'Europe : ligne de vie ou nœud coulant ?

Par la *Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES)*

En ce début d'année 2023, nous avons tous le regard braqué vers l'Est. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous le sentons tous, marque une rupture géopolitique qui déterminera l'avenir de l'Europe. La manière dont les pays européens se comporteront dans la durée face à l'agression russe déterminera non seulement les relations à venir avec la Russie, puissance considérable à nos portes, mais également le positionnement des Européens dans le nouveau champ de forces, global et régional, qui est en train de se mettre en place. Mais cette préoccupation légitime à l'Est ne doit pas nous faire oublier que le sud qui lui aussi est à nos portes est soumis à des mouvements et des tensions extraordinaires qui pourraient, si nous n'y prenons garde, représenter une menace existentielle pour notre continent.

La Méditerranée nous relie et en même temps nous sépare de ce « Sud global » qui commence sur ses rives à partir du Bosphore. Les caractéristiques de cette mer ont évolué au cours de l'histoire en phase avec son environnement stratégique : *Mare Nostrum* quand elle est dominée par un maître incontesté, espace de frontière et de rivalité lorsque la compétition fait rage, elle est en parallèle, depuis des temps immémoriaux, un vecteur de communication maritime dont l'importance varie selon l'enclavement des pays.

Un vecteur d'échange et d'enrichissement

L'explosion de la mondialisation a renforcé le rôle de « ligne de vie économique » joué par la Méditerranée qui relie l'Europe aux énergies du Golfe persique et au commerce avec l'Asie. 25% du trafic maritime mondial (30% du trafic pétrolier) passe par la Méditerranée, une partie la traverse de part en part – de Suez à Gibraltar – pour rallier les ports d'Europe du Nord, qui représentent la véritable porte d'entrée économique de l'Union européenne. Ces chiffres impressionnants ne doivent pas masquer que, contrairement aux idées reçues, la Méditerranée n'est pas indispensable au fonctionnement économique de l'UE car le contournement de l'Afrique par le Sud via le passage du Cap de Bonne Espérance est une alternative toujours possible. Ce contournement représente environ 7 à 10 jours de mer de plus et imposent donc un navire de plus par ligne pour assurer un flux tendu. Les compagnies dépensent dans ce cas plus de carburant, mais économisent le coût du passage par le canal de Suez qui est calculé pour être légèrement inférieur.

Si cette ligne de vie n'est donc pas aussi vitale qu'il n'y paraît pour les pays européens, elle reste essentielle pour des pays enclavés comme la Russie ou la Turquie. Ainsi, 30% du trafic russe par voie de mer transite par le Bosphore et le port de Novorossisk en mer d'Azov est le premier port de Russie pour le trafic maritime (142 Mt en 2020¹²). De la même façon le commerce maritime turc est condamné à transiter par la Méditerranée, comme d'ailleurs celui des hydrocarbures libyens ou algériens. Pour l'Égypte également, l'accès au canal de Suez est un atout économique et géopolitique majeur.

Cette ligne de vie économique est également régionale : le trafic maritime interne à la Méditerranée est deux fois plus important que le transit traversier. Le commerce intra-méditerranéen, en particulier le transport de passagers, forme un réseau extrêmement dense de liens économique et humain entre les pays riverains.

Enfin, cette mer est également source de richesses en raison de ses ressources, qu'elles soient traditionnelles (tourisme ou pêche qui atteignent leurs limites) ou plus récentes (énergie ou désalinisation, en plein développement). Une mention particulière doit être accordée à l'exploitation gazière en mer. Celle-ci est désormais possible grâce aux nouvelles technologies de forage à grande

¹² Kanal Istanbul : bonne ou mauvaise affaire pour la Russie ? 20 avril 2021, Igor Delanoë. [Portail des forces navales de la Fédération de Russie](#)

profondeur. Les champs gaziers de Méditerranée orientale attisent les convoitises. En effet, si les réserves sont faibles au regard des gros producteurs (Russie, Qatar, Iran), elles représentent néanmoins l'équivalent des ressources de la Norvège (2 % des réserves mondiales) à proximité de l'Europe qui est en recherche désespérée de fournisseur alternatif à la Russie¹³, phénomène qui s'accélère à la suite de la guerre en Ukraine.

Une frontière entre deux mondes qui s'antagonisent

Mais la mer Méditerranée est également le théâtre d'un changement géopolitique beaucoup moins positif. Elle est devenue la ligne de front qui sépare l'Europe, de plus en plus isolée, de son Sud marqué par un ressentiment croissant, excité par des compétiteurs stratégiques de plus en plus antagonistes. L'Europe est en effet la principale victime de la désoccidentalisation du monde, dont elle n'est pourtant responsable qu'à la marge. Ce sont en effet surtout les erreurs stratégiques américaines (guerres en Irak, Afghanistan et Syrie, relations avec la Russie et la Chine, etc.) qui ont favorisé le rejet du modèle occidental par une grande partie des États du Sud. L'Europe a surtout pêché par aveuglement, suivisme et indifférence, mais sa proximité géographique et humaine la place en première ligne. Et la perception par les populations de la rive sud de son désintérêt face aux difficultés de ses voisins et de sa mollesse face aux rapports de force suscite à la fois un ressentiment et l'envie d'en découdre.

C'est ainsi que les pays européens n'ont pas su empêcher l'aggravation de la divergence entre les deux rives, qu'elle soit d'ordres économique, social, politique ou culturel. Ils n'ont pas su prévenir la diffusion de contre-modèles de plus en plus antagonistes portés par un islam radical, un nationalisme ombrageux et un jeu d'influence de plus en plus agressif des puissances qui s'affirment. La situation est aujourd'hui extrêmement préoccupante : pour reprendre l'expression de Josep Borell¹⁴, la Méditerranée sépare deux mondes marqués par d'énormes différences économique et sociologique qui s'aggravent. L'exacerbation des difficultés économiques et sociales que provoque le conflit ukrainien et le désengagement d'Afrique et du Moyen-Orient des Européens à la suite de la guerre d'influence menée par la Russie – soutenue *mezzo voce* par la Turquie et la Chine – ainsi que les conséquences prévisibles de la dégradation environnementale ne feront que renforcer cet antagonisme de la rive Sud à l'égard de l'Europe. On peut donc craindre des actions, fomentées par des groupes instrumentalisés, à l'encontre des expatriés et des intérêts européens en Afrique, voire sur le sol européen, qui utiliseraient la criminalité organisée, la migration, le terrorisme ou les diasporas.

Un champ de rivalités de puissances

Mais cet environnement structurellement sous tension n'est que le décor d'une pièce autrement plus préoccupante qui se joue à nos portes et qui transforme la Méditerranée en *ring* d'affrontement des puissances en quête de domination, globale ou régionale.

Ainsi la rivalité Sino-américaine se fait-elle déjà sentir dans la région. Si elle reste à ce stade dans le domaine de l'économie et de l'influence, les prises de contrôle totales ou partielles des ports méditerranéens (Pirée, Valence, Kumpport, Malte, Port Saïd, Tanger, Gène) ainsi que la construction de nombreux terminaux (Haifa, Ashdod, Ain Sokhna, El Hamdania) illustrent la volonté d'une main mise chinoise dans la région¹⁵. Cette compétition est aujourd'hui éclipsée par la guerre indirecte que livre sur le flanc sud de l'Europe la troisième puissance globale, la Russie, à l'encontre de l'Occident. Si la présence russe en Méditerranée est à la fois classique et logique, elle est aujourd'hui un vecteur d'action antagoniste destiné à prendre l'ascendant sur les pays européens. Les moyens utilisés par Moscou sont ceux de l'influence (en particulier via les sociétés privées aux ordres du Kremlin, comme l'entreprise

¹³ Les enjeux des fonds marins en Méditerranée. 1ère session maritime méditerranéenne (S2M). FMES

¹⁴ communication lors du Mediterranean day 28 novembre 2021 <https://twitter.com/JosepBorell/status/1465003746396618765?s=20>

¹⁵ Le grand continent : « État des lieux de la présence chinoise dans les ports méditerranéens » Pénélope Bendrimia, 8 mai 2019

Wagner), de la déstabilisation ou de l'instrumentalisation des réseaux miliciens ou mafieux. Les moyens militaires russes en Méditerranée permettraient en outre à Vladimir Poutine d'utiliser de modes d'action beaucoup plus belliqueux, revendiqués ou non, si la situation des opérations en Ukraine l'imposait.

Les puissances régionales auparavant alignées derrière le protecteur américain, profitent de ce remue-ménage stratégique pour s'émanciper et défendre leurs intérêts et leur modèle, souvent illibéral, avec d'autant plus de liberté qu'elles sont désormais ouvertement courtisées par les trois grandes puissances. Les monarchies du Golfe développent ainsi leur stratégie en Méditerranée : le Qatar soutient l'islam politique et ses promoteurs (le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan en Turquie, le Hamas en Palestine, le Gouvernement d'union nationale libyen, et les partis fréristes en Égypte et au Maghreb) ; les Émirats s'opposent à cette dynamique en épaulant ses adversaires (l'Égypte du maréchal Sissi, le front cyrénaïque en Libye, la Grèce, Israël, le Maroc). Israël organise un espace de manœuvre politique avec ses voisins et avec la Russie pour contrer son adversaire principal qu'est l'Iran. Ce dernier, sort progressivement de sa posture de paria pour pousser ses pions, notamment vers la Méditerranée. En Méditerranée occidentale, c'est le Maroc et l'Algérie qui s'affirment et s'opposent, chacun s'appuyant sur des soutiens différents et renforçant leur outil militaire.

Mais le pays dont la politique de puissance régionale est la plus spectaculaire est sans aucun doute la Turquie. S'appuyant sur une vision stratégique de long terme mise en œuvre à travers un pragmatisme qui permet les voltefaces à court terme, et adossé à un fort nationalisme qui structure la société, le président Erdogan a réussi indubitablement à placer son pays au cœur des problématiques méditerranéennes. En se rendant indispensable dans la résolution des crises (immigration, terrorisme, Syrie, Ukraine) et en n'hésitant pas à assumer des postures confrontationnelles (Méditerranée orientale, Libye, Sahel, Syrie, Irak, Haut Karabakh, élargissement de l'OTAN) le Président turc a réussi à rendre incontournables ses priorités : les Kurdes, Chypre, le gaz, l'économie, le maintien du modèle autoritaire.

La mer rétrécit

Cette accumulation générale des tensions autour de la Méditerranée est d'autant plus préoccupante que les possibilités d'action en mer augmentent et que le libre accès à celle-ci a tendance à se réduire. En effet, partout dans le monde, mais en particulier en Méditerranée, des États et parfois des acteurs non étatiques s'approprient progressivement des espaces maritimes pour des raisons politiques ou économiques.

L'extraction d'hydrocarbures est, en Méditerranée, un des principaux moteurs de cette territorialisation qui s'appuie également sur la culture « terrienne » des nations continentales et la volonté politique des États émergents révisionnistes de limiter l'accès à leur espace maritime. Les nouvelles capacités de surveillance de l'espace maritime (radars, satellites, drones, câbles sous-marins équipés de capteurs, hydrophones, exploitation de données numériques, etc.) et les performances accrues des armes de dénis d'accès (portée plus importante, grande vitesse, difficulté d'interception, etc.) leur en donnent les moyens.

En Méditerranée, la Turquie, l'Algérie, la Russie – ou même des milices libyennes ou libanaises soutenues par des tiers – sont dès à présent en mesure de fortement perturber l'usage de la haute mer. Si les tensions régionales continuent de s'accroître, les pays européens ne pourront plus tenir pour acquis leur libre accès à la Méditerranée ni même la sécurité de leur territoire littoral.

Conclusion : desserrer le nœud coulant

Ainsi, les évolutions stratégiques en cours placent les Européens dans une posture particulièrement inconfortable. Le flanc Sud qui était perçu comme plutôt stable et prévisible et qui laissait envisager des opportunités économiques par son intégration progressive au système européen, favorisée par l'augmentation du commerce maritime Nord-Sud et Europe-Asie, devient progressivement une menace. Il est devenu beaucoup plus instable, s'éloigne de l'Europe, sa population montre un ressentiment croissant exacerbé par des puissances revanchardes, et les États qui le composent disposent désormais des moyens pour perturber, pour déstabiliser, voire pour frapper leurs voisins du Nord.

Que faire ? Deux types d'action semblent nécessaires.

- A court terme, il faut être en mesure de desserrer le nœud coulant, en exerçant un rapport de force dissuasif. Ce nouveau monde, moins bienveillant à notre égard nécessite de montrer les muscles, et donc en corollaire d'en disposer, c'est-à-dire de renforcer considérablement nos capacités de protection et de frappe.
- A plus long terme, il faut élaborer une stratégie visant à apaiser les tensions. Pour cela, l'identification de nos intérêts, la prise en compte de ceux de nos interlocuteurs, la discrimination entre nos partenaires potentiels et nos adversaires probables et l'acceptation du principe de la confrontation et des sacrifices qui en découlent seront nécessaires.

Mais l'essentiel sera de restaurer une relation saine et durable entre les deux rives en favorisant le développement économique au Sud, tout en autorisant l'émergence de modèles différents. L'Europe doit cesser d'être le réceptacle passif des conséquences des dysfonctionnements de ses voisins. L'accueil inconditionnel ou l'indifférence ne font pas une politique. Il faut donner les moyens aux pays du Sud de trouver leur modèle économique-social de développement qui permettra de rééquilibrer les relations entre les Européens et leurs voisins.

NUMERIQUE

Le numérique en Méditerranée, entre opportunités et menaces

Par *Edouard Detaille*,

Responsable mécénat partenariats et retransmission live TV/Radio pour les Rencontres Méditerranéennes

Le numérique a eu un impact significatif en Méditerranée dans plusieurs domaines, notamment sur le plan technologique, social, économique, migratoire, politique, géopolitique, interreligieux, interculturel et écologique.

Technologique

Les enjeux technologiques méditerranéens autour des câbles sous-marins sont importants et jouent un rôle essentiel dans la connectivité et la communication entre les pays méditerranéens. Ils permettent le transfert de données à haut débit, facilitant ainsi les échanges commerciaux, les communications internationales et l'accès à l'information. La fiabilité et la sécurité de ces câbles sont donc cruciales pour le développement économique et social de la région.

En effet, les câbles sous-marins sont vulnérables aux menaces physiques et cybernétiques. Les activités humaines telles que la pêche, l'exploitation des ressources marines et les travaux de construction peuvent endommager les câbles. De plus, les attaques de piratage informatique peuvent compromettre la sécurité et l'intégrité des données qui transitent par ces câbles. Il est donc essentiel de mettre en place des mesures de protection et de surveillance adéquates pour prévenir de telles menaces.

De plus, les câbles sous-marins nécessitent une gestion appropriée des ressources marines. Leur installation et leur maintenance peuvent avoir un impact sur l'écosystème marin, notamment sur les habitats marins sensibles et les espèces marines. Il est important de prendre en compte les considérations environnementales lors de la planification et de l'exploitation des câbles sous-marins, afin de minimiser leur impact sur l'environnement.

Face à cet engouement, le câblage sous-marin peut être le théâtre de rivalités géopolitiques. Certains pays peuvent chercher à contrôler ou à influencer les câbles sous-marins pour des raisons stratégiques, économiques ou de sécurité. Cela peut entraîner des tensions entre les pays méditerranéens et nécessite une coopération régionale pour garantir la neutralité et la sécurité des câbles. Pour y parvenir, il est important de mettre en place des mécanismes de coordination et de partage d'informations pour assurer la sécurité, la fiabilité et la durabilité des câbles sous-marins. La coopération peut également favoriser le développement de projets communs visant à améliorer la connectivité numérique et à renforcer l'intégration régionale. Plus encore, cette coopération assure une approche durable et responsable.

Dans ces projets communs, l'intelligence artificielle représente un axe majeur qui peut stimuler la création de startups technologiques, favoriser la transformation numérique des entreprises et améliorer l'efficacité des secteurs clés tels que la santé (en permettant par exemple un diagnostic précoce des maladies et une meilleure gestion des données médicales), l'agriculture, le tourisme et les transports.

Social

Le numérique a permis une meilleure connectivité entre les individus, facilitant ainsi les échanges d'informations et le partage de connaissances. On se souvient de l'influence des réseaux sociaux qui ont favorisé la mobilisation sociale et politique lors des révolutions arabes.

Le numérique peut également être source de désinformation et de manipulation, ce qui peut entraîner des tensions sociales et des conflits. Nous avons pu vivre à plusieurs reprises la propagation de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux ayant contribué à l'escalade des tensions entre différentes communautés en Méditerranée.

Économique

Le numérique a favorisé l'émergence de nouvelles opportunités économiques, notamment dans le secteur des start-ups et de l'économie numérique. En Tunisie, des entreprises technologiques se sont développées et ont ainsi créé des emplois en stimulant l'économie locale.

Le numérique a également entraîné une augmentation de la concurrence, ce qui peut mettre en péril les petites entreprises traditionnelles comme les nombreux petits commerces qui ont souffert de la concurrence des géants du commerce en ligne tels qu'Amazon.

Migratoire

Durant la crise des réfugiés en Méditerranée (2015-2016), le numérique a été utilisé par les réfugiés pour organiser leur voyage, trouver des informations sur les routes migratoires et communiquer avec leurs proches. À ce titre, les applications mobiles telles que WhatsApp et Facebook ont été utilisées pour former des groupes de soutien et partager des informations sur les conditions de voyage et les dangers potentiels. Le numérique a aussi facilité la communication et les transferts d'argent entre les migrants et leurs familles, notamment via des applications mobiles, contribuant ainsi au développement économique des pays d'origine. Par contre, le numérique a également facilité la traite des êtres humains et l'exploitation des migrants. En effet, les réseaux sociaux sont utilisés par les trafiquants pour recruter des migrants et les exploiter.

Politique

Le numérique a permis une plus grande transparence et une meilleure participation citoyenne, favorisant ainsi la démocratie et la responsabilisation des gouvernements. D'ailleurs, les médias sociaux ont joué un rôle clé dans la mobilisation des citoyens lors des mouvements de contestation politique.

Le numérique peut également être utilisé pour la surveillance et la répression des dissidents politiques. C'est ce qu'ont fait les gouvernements qui peuvent utiliser les technologies de surveillance pour contrôler et réprimer les voix dissidentes.

Aussi, les révolutions arabes (2010-2012) ont été marquées par l'utilisation intensive des médias sociaux et des technologies numériques pour mobiliser les citoyens, coordonner les manifestations et diffuser des informations en temps réel. Les médias sociaux ont permis de contourner la censure et de rendre compte des événements en temps réel. Les vidéos et les photos partagées sur les réseaux sociaux ont attiré l'attention internationale sur les violations des droits de l'homme commises par les régimes autoritaires. En Tunisie, la révolution a été surnommée "la révolution Facebook" en raison de l'importance des réseaux sociaux dans la mobilisation des protestations contre le régime de Ben Ali.

Géopolitique

Sous l'angle géopolitique, le numérique a également eu un impact significatif en Méditerranée et a apporté des opportunités et des défis. Le numérique a permis une plus grande connectivité entre les pays méditerranéens, favorisant ainsi les échanges commerciaux, diplomatiques et culturels. Les plateformes de commerce en ligne ont facilité les échanges commerciaux transfrontaliers. Le numérique a également permis une meilleure coordination et collaboration entre les pays méditerranéens dans des domaines tels que la sécurité, la lutte contre le terrorisme et la gestion des crises. Les échanges d'informations en temps réel entre les services de sécurité ont été renforcés grâce aux technologies numériques.

Cependant, le numérique peut aussi être utilisé comme un outil de cyber espionnage et de cyberattaques entre les pays méditerranéens. En effet, des acteurs étatiques peuvent utiliser des techniques de piratage informatique pour voler des informations sensibles ou perturber les infrastructures numériques d'autres pays. En 2017, des pirates informatiques turcs ont mené une série d'attaques contre des sites web gouvernementaux grecs en réponse à des tensions géopolitiques entre les deux pays.

C'est souvent dans ces cas de figure que nous nous rendons compte que le numérique peut accentuer les inégalités géopolitiques entre les pays méditerranéens, en favorisant les pays disposant de ressources technologiques et financières plus importantes. Cela peut entraîner une dépendance accrue vis-à-vis de ces pays et une marginalisation des pays moins développés sur le plan numérique.

Le numérique offre des opportunités de renforcement de la coopération régionale en Méditerranée, en favorisant les échanges d'informations, la coordination des politiques et la mise en place de projets communs. Aujourd'hui, des initiatives régionales de cybersécurité peuvent être mises en place pour lutter contre les menaces numériques communes.

Le numérique peut également être utilisé comme un outil de soft power pour promouvoir l'image et les intérêts des pays méditerranéens sur la scène internationale. En effet, les pays peuvent utiliser les médias sociaux et les plateformes en ligne pour promouvoir leur culture, leur tourisme et leurs investissements. Il est ainsi essentiel de promouvoir une coopération régionale équilibrée et de mettre en place des mécanismes de régulation pour atténuer les menaces liées au numérique et maximiser ses avantages dans le contexte géopolitique complexe de la région méditerranéenne.

Interreligieux et interculturel

Le numérique a permis un meilleur dialogue interreligieux et interculturel, facilitant ainsi la compréhension mutuelle et la coexistence pacifique. Les plateformes en ligne permettent aux individus de partager leurs expériences et de promouvoir le dialogue interreligieux.

Le numérique peut également être utilisé pour propager la haine et l'intolérance religieuse et culturelle comme les discours de haine et les attaques en ligne contre des groupes religieux ou culturels qui sont devenus monnaie courante sur les réseaux sociaux.

Écologique

Le numérique peut contribuer à la réduction de l'empreinte écologique en favorisant le télétravail et en réduisant les déplacements physiques. Par exemple, les réunions en ligne permettent de limiter les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements professionnels.

Le numérique peut également avoir un impact négatif sur l'environnement, notamment en raison de la consommation énergétique élevée des centres de données et de la production de déchets électroniques. Aussi l'augmentation de l'utilisation des appareils électroniques contribue à l'épuisement des ressources naturelles et à la pollution.

En conclusion, le numérique a apporté des avantages significatifs en Méditerranée, mais il présente également des défis et des risques. Il est essentiel de trouver un équilibre entre les opportunités offertes par le numérique et les mesures nécessaires pour atténuer ses effets négatifs.

Le numérique peut contribuer à rendre la Méditerranée plus résiliente pour renforcer ses institutions, permettre une meilleure efficacité de la gouvernance et favoriser la participation citoyenne active pour rétablir la confiance. En effet, la confiance envers le pouvoir politique est essentielle pour assurer la stabilité et la légitimité des institutions.

ÉNERGIES

La question des hydrocarbures

Par **Claude Mandil**

Ancien Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), membre de Synopia.

Pendant trois quarts de siècle, les relations énergétiques entre les deux rives de la Méditerranée ont obéi à un schéma très simple, au moins dans son principe : les pays européens étaient assoiffés de pétrole et de gaz et étaient prêts à en payer le prix, alors que certains pays de la rive sud, en grand besoin de devises, découvraient et mettaient en exploitation d'abondantes réserves de ces hydrocarbures ; l'Algérie puis la Libye à la fin des années cinquante, l'Égypte un peu plus tard. Les coûts de transport vers l'Europe restaient modérés du fait de la proximité géographique, et tout le monde semblait donc gagnant à ce commerce qui en effet connut un développement considérable, à la fois par canalisations et par navires (pétroliers et transporteurs de gaz naturel liquéfié).

Il est vrai que certains économistes grincheux tentaient d'expliquer que les conséquences pour les pays exportateurs étaient moins satisfaisantes qu'il n'y paraissait. On évoqua ainsi une maladie appelée *Dutch disease* (maladie hollandaise) par analogie avec ce qu'avaient connu les Pays-Bas au moment de la mise en exploitation du gaz de Groningue (plus grand gisement de gaz naturel d'Europe occidentale découvert en 1959, dans le nord des Pays-Bas) : l'exportation massive de matières premières et les rentrées de devises qui en résultent provoquent une hausse de la monnaie locale, ce qui compromet la compétitivité de tous les autres secteurs d'activité, déjà fortement perturbés par la concurrence des hauts salaires que l'énergie, et elle seule, peut se permettre d'offrir. C'est ainsi que l'Algérie, longtemps exportatrice de produits agricoles, est maintenant importatrice d'oranges !

Mais le secteur des hydrocarbures présente une autre caractéristique qui vient encore aggraver le mécanisme du *Dutch disease* : il réclame beaucoup de capitaux, ce qui en fait une cible facile pour les réseaux d'influence et de corruption, mais il crée très peu d'emplois directs. Faute d'offrir le plein emploi, les gouvernements sont donc tentés de distribuer généreusement la rente pétrolière, souvent qualifiée de « manne », par exemple en consentant des prix très bas pour les services au public et en particulier pour les carburants. Quiconque a expérimenté les embouteillages gigantesques du Caire ou d'Alger en perçoit le résultat catastrophique à tous égards. Et bien entendu le responsable politique qui aurait le courage de faire machine arrière serait immédiatement balayé par la révolte de la rue.

Tout cela, dira-t-on, c'est du passé, certes regrettable, mais puisque les pays industrialisés ont décidé de cesser progressivement d'utiliser les énergies fossiles (avec quand même une belle prolongation pour le gaz algérien et égyptien venant remplacer le gaz russe), un nouvel équilibre entre le nord et le sud de la Méditerranée va pouvoir naître. Ah bon, vous en êtes sûr ?

Le mot d'ordre de la transition énergétique mondiale s'appelle « Énergies renouvelables ». Cela tombe bien, les pays d'Afrique du Nord et du Proche Orient en sont très généreusement pourvus, énergie solaire pour l'essentiel mais aussi énergie éolienne. Cette énergie renouvelable permettra de produire en abondance de l'électricité, et aussi de l'hydrogène pour les usages industriels, en particulier la sidérurgie et la métallurgie où il peut se substituer au charbon. Et quels sont donc les projets que les Européens étudient, soutiennent et financent ? Des lignes de transport d'électricité à travers la Méditerranée (c'était notamment le fameux projet Desertec, maintenant abandonné) et des gazoducs pour transporter l'hydrogène vers l'Europe et permettre ainsi aux pays européens de tenir leurs engagements de lutte contre le changement climatique sans avoir à construire chez eux trop de centrales nucléaires et de fermes éoliennes. Bref, on reproduit exactement le schéma du passé, un schéma qu'il faut bien appeler néo-colonialiste, puisqu'il ne tient aucun compte des besoins locaux.

Or, les besoins locaux sont immenses. La consommation annuelle d'électricité en Algérie est de moins de 2 MWh par habitant, à peine plus en Égypte, contre plus de 8 MWh par habitant en France. L'électricité est indispensable pour réduire la consommation d'énergie fossile, pour permettre le développement de l'industrie et donc la création d'emplois, pour améliorer le bien-être et la santé des citoyens et par

conséquent pour leur donner envie de rester chez eux. Leur a-t-on seulement demandé à quoi ils aimeraient utiliser l'électricité solaire qui pourrait être produite dans leur pays ? Peut-être seraient-ils heureux, par exemple, de développer les usines de dessalement pour ne pas être victimes de sécheresses à répétition. Et vive la production d'hydrogène dit « vert », mais pour les besoins de l'industrie locale d'abord.

Bien sûr, il faudra financer les très gros investissements de production nécessaires. Et c'est là que le bât blesse. Les organismes financiers, publics ou privés, préfèrent les clients solvables, donc les clients européens. C'est en réalité à une réorientation complète des financements de l'aide au développement et à la transition énergétique qu'il faut s'atteler. Le plus tôt sera le mieux. La balle est dans le camp de l'Union européenne et des institutions financières internationales. Faute de quoi, elles ne devront pas s'étonner de voir les migrants continuer à affluer au péril de leur vie : c'est qu'on ne leur aura pas donné la possibilité de vivre décemment chez eux.

L'énergie peut-elle être un facteur de paix en Méditerranée ?

Par Jérôme Ferrier

Président d'honneur, de l'Union internationale du gaz, membre de Synopia.

Le bassin méditerranéen constitue depuis plus de 50 ans une zone d'échanges énergétiques entre les pays producteurs d'hydrocarbures au sud de la Méditerranée tels que l'Algérie, la Libye et l'Égypte, et les pays consommateurs de pétrole et de gaz riverains du nord de la Méditerranée à commencer par la France mais aussi l'Italie, l'Espagne, la Grèce et la Turquie.

Les échanges gaziers sud-nord ont commencé dans les années 1970. La quatrième usine de liquéfaction de gaz construite dans le monde a été mise en service en Algérie en 1978 et une partie du gaz naturel liquéfié (GNL) produit était destinée à approvisionner le terminal méthanier de Fos-Tonkin. Mis en service en 1972 à proximité de Marseille, celui-ci était alimenté à l'origine par du GNL en provenance de Libye, comme le terminal italien de La Spezia.

A la fin des années 90 de grands projets d'interconnexion électrique et gazière furent élaborés puis réaffirmés dans le cadre de l'organisation de l'Union pour la Méditerranée créée en 2008, sans qu'aucun projet d'envergure n'ait pu réellement aboutir. Dans le même temps l'espace méditerranéen, qui n'avait pas révélé jusqu'à la fin des années 2000 de ressources sous-marines en dehors de quelques productions marginales au large de la Libye et de l'Égypte, demeure une zone de guerre et de tensions géopolitiques majeures.

C'est à partir de 2009 que les premières découvertes importantes de gaz sont intervenues dans les eaux de la zone économique exclusive (ZEE) israélienne. Les gisements de Tamar (2009) puis Leviathan (2011) en Israël, Aphrodite (2012) à Chypre, Zohr (2015) en Égypte ont révélé des réserves de gaz qui dépassaient largement les besoins internes de ces pays et permettaient d'envisager des projets d'exportations maritimes ou terrestres vers les pays européens en déficit durable de gaz.

Toutefois les tensions politico-militaires entre la Turquie et la Grèce, entre l'Égypte et la Libye, et les complications régionales découlant de la guerre en

Ukraine font peser des menaces nouvelles en Méditerranée orientale. Néanmoins, de nouveaux équilibres géopolitiques pourraient être trouvés, motivés par des intérêts économiques.

L'accord conclu entre Israël et le Liban en octobre 2022 peut-il changer la donne au Proche-Orient ?

Après 10 ans de discussions infructueuses pour définir une ligne de partage maritime des ZEE respectives entre Israël et le Liban, les deux pays ont annoncé être parvenus à un accord sous le patronage des États-Unis. Rappelons que les deux pays n'ont pas d'accord de paix, n'ont pas de frontière terrestre reconnue, et que si le Liban a été signataire de la Convention de Montego Bay en 1982 qui fixe les droits d'exploitation à l'intérieur des ZEE, ce n'est pas le cas d'Israël. Néanmoins, motivés par un intérêt économique partagé permettant à Israël d'exploiter le gisement de Karish et au Liban d'explorer le gisement prometteur de Qana, situés tous les deux dans la zone maritime préalablement contestée, cet accord signé le 27 octobre 2022 est un symbole fort de la capacité de transcender parfois les querelles politiques lorsque les intérêts économiques finissent par s'imposer.

Les forums existants tels que l'East Mediterranean Gas, l'Union pour la Méditerranée ou l'Observatoire méditerranéen de l'énergie, qui réunissent les pays riverains de la Méditerranée, doivent apporter leur contribution pour favoriser le développement de ces ressources énergétiques localisées en Méditerranée de nature à consolider la sécurité d'approvisionnement en gaz de l'Europe et à pacifier une région essentielle à l'équilibre mondial.

L'énergie, un levier puissant d'intégration régionale pour le bassin méditerranéen

Par **Michel Derdevet**

Président de Confrontations Europe, membre de Synopia.

Parmi tous les domaines de coopération et de confrontations existant entre les deux rives de la Méditerranée, l'énergie incarne un défi à la fois central et stratégique. En effet, la question énergétique est au cœur des problématiques de développement, de sécurité, de souveraineté mais aussi de géopolitique pour tous les pays du pourtour méditerranéen¹⁶. Dès lors, l'enjeu pour une majorité d'États concernés est d'accélérer la difficile intégration régionale des marchés de l'énergie et d'assurer la viabilité écologique du secteur.

Un constat d'évidence d'abord : une série de disparités énergétiques fracturent la région, entre le Nord et le Sud de la Méditerranée d'une part, et entre le Sud et l'Est de la Méditerranée d'autre part. Selon l'Observatoire méditerranéen de l'énergie, un habitant du Nord consomme en moyenne trois fois plus d'énergie que son voisin du Sud, émettant par la même occasion plus d'émissions de CO₂¹⁷. Toutefois, l'Europe a engagé des plans de sobriété énergétique pour réduire sa consommation. Les pays de la rive Sud du bassin méditerranéen ont quant à eux jusqu'ici des usages et une consommation moindres, mais en très forte croissance due à leur dynamique démographique et leur développement économique.

Par ailleurs, les ressources énergétiques sont distribuées inégalement entre les pays de la Méditerranée : la plupart sont importateurs nets d'énergie (Italie, Grèce, Maroc, Jordanie ou encore Turquie), tandis que quelques autres sont exportateurs nets (Algérie, Libye, Égypte, Israël). Dans ce contexte, des complémentarités peuvent et doivent à l'évidence s'établir, comme celles qui existent par exemple entre la France et l'Algérie pour le commerce de gaz naturel.

Un prérequis est néanmoins nécessaire afin de bâtir un véritable partenariat Nord-Sud et renforcer les infrastructures énergétiques : que des relations sereines et durables soient établies entre les deux rives de la Méditerranée. Jusqu'à présent, en raison des différences de prospérité, la coopération s'est souvent résumée aux pays du Nord portant assistance à leurs voisins du Sud et exploitant leurs ressources naturelles, parfois dans une vision décriée comme « néocoloniale », ainsi qu'à des dépendances commerciales et technologiques vis-à-vis de l'Union européenne, au détriment d'un partenariat réel et équilibré¹⁸.

Pourtant, impulser une telle dynamique permettrait de ne plus considérer les pays du Sud comme de simples fournisseurs de matières premières, constituant de formidables opportunités de marché, et de contribuer plus largement à la stabilité de la région.

Quant à l'Union européenne, qu'aurait-elle à y gagner ? Avant tout, de ne pas voir s'étendre dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée les dominations russe et chinoise, qui investissent sans compter des milliards de dollars dans les infrastructures, notamment énergétiques, de cette zone stratégique. En 2018, la Chine y a ainsi investi environ 28 milliards de dollars et à titre d'exemple, l'Algérie a bénéficié entre 2005 et 2020, d'environ 24 milliards de dollars d'investissements chinois.

Avec l'invasion russe en Ukraine du 24 février 2022 et la violente crise énergétique qu'elle a générée en Europe, l'ambition de donner un nouvel élan à l'intégration régionale du bassin méditerranéen n'a jamais été aussi forte et pressante. Tandis que les pays du Nord évoquent la sécurité de leur approvisionnement en énergie et l'affranchissement de leur dépendance vis-à-vis des ressources russes, leurs homologues du Sud et de l'Est mettent en évidence leur développement économique. Le secteur énergétique est ainsi

¹⁶ 25 au total : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Palestine, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie, Chypre, Grèce, Albanie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovaquie, Malte, Italie, France, Espagne et Portugal.

¹⁷ Mociłnikar, Antoine-Tristan. « L'Europe, la Méditerranée et l'énergie », *Annales des Mines - Réalités industrielles*, vol. 2018, no. 1, 2018.

¹⁸ K.Faïd, Mustapha. « L'énergie en Méditerranée : situation, perspectives, contraintes et enjeux », *Les notes d'Ipemed*, n°2, 2009.

créateur d'interdépendance et de solidarité entre l'Europe et ses voisins méditerranéens : la sécurité énergétique et la prospérité sont les deux faces d'une même pièce.

Les découvertes d'importants gisements gaziers dans le sous-sol des pays de la Méditerranée orientale (Israël, Chypre, Grèce et Égypte) en sont un exemple. En plus d'accepter de négocier des délimitations communes de leurs zones économiques exclusives, les Ministres de l'Énergie d'Israël, de Chypre, de Grèce et d'Italie ont signé en décembre 2017 un protocole d'accord pour la construction d'un gazoduc sous-marin entre Israël et l'Italie.

En effet, l'interdépendance passe aussi par un renforcement des infrastructures énergétiques. L'interconnexion des réseaux électriques s'étend de la péninsule balkanique jusqu'au Maghreb grâce à un câble sous-marin qui permet au Maroc, à l'Algérie et à la Tunisie de faire partie intégrante de l' « Europe électrique » : une première étape dans la mise en œuvre de la « boucle électrique méditerranéenne », aussi appelée « MedRing », rêvée voici quinze ans lorsque l'Union pour la Méditerranée (UPM) fut esquissée à la fin de la décennie 2000.

Conçu dans les années 1990, ce projet symbolique et gigantesque de 8 000 kilomètres de long, consisterait à relier les réseaux électriques de l'ensemble des pays de la Méditerranée. Étendue entre trois continents, la liaison ira du Maroc jusqu'à l'Espagne en traversant le Maghreb, le Mashreq, la Turquie ou encore la Grèce¹⁹. L'objectif de cette construction est multiple. Elle permettrait l'intégration des marchés euro-méditerranéens de l'électricité et du gaz, et constituerait aussi un puissant facteur de paix et de développement.

Jusqu'à présent, MedRing se heurte à de nombreux défis techniques, économiques et institutionnels. Mais avec un tel potentiel encore inexploité dans les pays du Sud et de l'Est du bassin méditerranéen, les énergies renouvelables pourraient bien être la clé du problème. D'importants projets ont débuté dans la région afin d'exploiter l'énergie – solaire, éolienne et hydrogène vert – pour ensuite exporter une partie de l'électricité produite vers l'Europe. En 2021, la Grèce, Israël et Chypre²⁰ ont officiellement lancé un partenariat autour de la construction de « EuroAsia Interconnector ». Ce projet de câbles sous-marins devrait assurer, dès 2025, l'approvisionnement de la Grèce et de Chypre en électricité verte produite en Israël²¹. Des initiatives similaires sont à l'étude entre l'Égypte et la Grèce, ainsi qu'entre la Tunisie, l'Algérie et l'Italie. Elles confortent ainsi l'intérêt d'une boucle électrique méditerranéenne et préparent « l'après-hydrocarbures ».

Faire émerger un modèle commun de développement énergétique durable est en toute hypothèse une priorité pour accélérer l'intégration régionale du bassin méditerranéen et répondre à l'urgence climatique. Lors de la COP27, la signature d'un protocole d'accord sur l'échange durable d'électricité conclu entre le Maroc, l'Espagne, le Portugal, la France et l'Allemagne va dans ce sens. Cette croissance des énergies renouvelables, soutenue par les investissements européens, s'accélère au Sud et à l'Est de la Méditerranée, au bénéfice des deux rives. Par exemple, le Maroc a pour objectif d'atteindre 80 % d'énergies renouvelables dans sa production électrique en 2050.

Le 18 avril 1951, en signant le traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, mais plus encore en signant le traité du 25 mars 1957 établissant la Communauté européenne de l'énergie atomique, six pays sont allés de l'avant et ont donné du sens à un projet partagé, celui de construire un espace de paix et de développement économique fondé sur l'énergie.

¹⁹ Keramane, Abdenour, « La Boucle électrique et le marché euro-méditerranéen de l'électricité », Les notes d'Ipemed, n°11, 2010.

²⁰ La coopération entre Chypre et la Grèce pose toutefois la question de la République turque de Chypre du Nord, qui agit unilatéralement et qui est reconnue par l'Union européenne comme illicite vis-à-vis du droit international

²¹ Belhaj, Ferid. « L'énergie au cœur de l'accélération de l'intégration méditerranéenne », Banque mondiale blogs, 03/01/2023

La nécessité actuelle, avec la guerre en Ukraine, de garantir à l'Union européenne un approvisionnement énergétique sûr, propre et suffisant offre une opportunité de promouvoir l'intégration régionale et la stabilité du bassin méditerranéen, en diversifiant les sources d'énergie et les filières d'approvisionnement, et en assurant la durabilité du secteur. L'heure n'est-elle pas venue de créer une Communauté de l'énergie euro-méditerranéenne pour contribuer à ces objectifs ? Une telle initiative, gagnante-gagnante pour les deux rives, redonnerait une perspective concrète et dynamique au "*carrefour de civilisations*" qu'est le bassin méditerranéen, pour reprendre la belle formule de Fernand Braudel.

Les énergies renouvelables et leurs enjeux à l'échelle de la Méditerranée

Par **Thierry Boivin**

Ingénieur Centrale Méditerranée, Administrateur de Wysenergy, membre de Synopia.

Au fil de son évolution, l'humanité a eu recours à l'énergie qui lui a permis de fournir le travail, de produire le mouvement, de modifier la température ou de changer l'état de la matière. Le premier recours de l'être humain à l'énergie a été le feu pour se chauffer et améliorer son alimentation, fabriquer des poteries, puis pour fusionner des minerais afin de fabriquer des armes et des outils, cette énergie était renouvelable puisqu'elle consistait à utiliser la végétation environnante : herbes et bois nés de la captation du gaz carbonique de l'atmosphère par photosynthèse.

Au fur et à mesure de sa démographie, l'Humanité a augmenté sa demande en énergie pour améliorer ses conditions de vie et s'est tournée d'abord vers des sources d'énergie plus efficaces, les énergies fossiles, tels que le charbon, puis le pétrole et le gaz naturel, toutes issues du même phénomène de photosynthèse mais qui ont mis des millions d'années à se constituer pour devenir une partie intégrante de la géologie terrestre. Elles sont le résultat du stockage de l'énergie solaire par le biais de la décomposition du vivant, végétation et organismes.

Actuellement, on utilise encore majoritairement ces sources d'énergie fossiles très fortement émettrices de gaz à effet de serre, pour se déplacer, se chauffer, fabriquer des objets depuis les deux siècles derniers. En revanche, les énergies renouvelables (EnR) naissent directement du rayonnement solaire avec une inertie temporelle très faible comparée à celle des énergies fossiles, mais surtout leur utilisation directe ne donne lieu à aucun rejet de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Bien sûr, la flexibilité de leur emploi n'est pas aussi simple que celle des énergies fossiles, qui sont des énergies stockées, mais la combinaison de leurs diverses origines : solaire, éolien, hydraulique et biomasse, permet de disposer d'une énergie d'une grande robustesse d'approvisionnement, inépuisable, insensible aux tensions géopolitiques, et d'une grande capacité de production en électricité ou en chaleur.

Même si nous continuons à utiliser les énergies fossiles sans considérer leur impact nuisible à toutes les formes de vie, notre planète survivra, comme elle a survécu aux cinq extinctions de masse durant les derniers 500 millions d'années, son écosystème évoluera... mais sera-t-il aussi favorable pour le développement d'un nouveau monde vivant ?

La prise de conscience sur les effets délétères des énergies fossiles, tant de fois remis en cause par des détracteurs qui réfutent les analyses et conclusions du monde scientifique, le même qui a conduit à améliorer les conditions de vie de l'humanité à travers les progrès de la médecine, de l'agriculture, de l'industrie, cette prise de conscience a ressuscité le recours aux énergies renouvelables jadis utilisées pour moudre le grain avec les moulins à vent et à eau, pour se déplacer sur les océans en utilisant la force du vent. Ces mêmes énergies naturelles sont maintenant industrialisées, donc plus efficaces.

Si l'humanité veut préserver son existence et celui du vivant qui l'entoure, il est absolument nécessaire d'enrayer les émissions de gaz à effet de serre immédiatement en n'ayant plus recours à la combustion des énergies fossiles, quelles qu'elles soient. Cet effort a été réalisé mondialement et d'un commun accord dans l'arrêt immédiat de l'utilisation des gaz CFC, gaz caloporteur des systèmes de réfrigération, si bien qu'à ce jour le trou dans la couche d'ozone situé au-dessus du continent Antarctique est en train de se reconstituer. Rien n'est irréversible si des actions immédiates sont entreprises avec une volonté commune à l'échelle planétaire.

La Méditerranée, carrefour de l'Europe et de l'Afrique, est le vecteur maritime d'échanges commerciaux et énergétiques entre ces deux continents. Hélas, les énergies fossiles en sont une forte composante alors que leurs ressources en énergies renouvelables sont très importantes et très peu exploitées.

En France, la région Alpes Côte d'Azur, qui dispose pourtant d'un fort potentiel en énergies renouvelables, est fragile en approvisionnement électrique du fait de leur faible développement et d'un réseau d'interconnexion restreint avec l'Italie. Outre l'hydroélectricité sur le Rhône, deuxième fleuve après le Nil à se jeter dans la Méditerranée qui est équipé de 19 centrales hydroélectriques, exploitées par la Compagnie Nationale du Rhône, correspondant à une puissance installée d'environ 3000 MW, soit 25 % de la production hydroélectrique française, les autres filières d'énergies renouvelables, solaire et éolien, offrent un potentiel de développement très important, la Région n'occupe que la quatrième place malgré un potentiel d'ensoleillement important après la Nouvelle Aquitaine, l'Occitanie et Rhône-Alpes. La région Occitanie, quant à elle, ne disposant pas de fleuve aussi important, a fortement développé l'éolien, devenant ainsi la troisième région de France en termes de production après les Hauts de France et le Grand-est et deuxième région pour le solaire après la Nouvelle Aquitaine.

L'Espagne a misé massivement sur le développement des énergies renouvelables pour produire son électricité afin de disposer d'une indépendance énergétique et ainsi réduit le recours au gaz, et a augmenté le stockage hydroélectrique pour assurer une continuité d'approvisionnement avec le solaire et l'éolien. Son réseau d'interconnexion avec la France est relativement restreint, elle ne peut que s'appuyer sur l'interconnexion avec le Portugal, hors bassin méditerranéen, pour équilibrer son réseau. Quant à lui, le Portugal dispose d'une importante production d'électricité avec l'éolien et le solaire assortis d'une grande capacité de stockage hydroélectrique.

Ces interconnexions des réseaux électriques permettent d'échanger l'énergie électrique entre les pays en fonction de leur consommation respective et de leur production, ce qui offre une grande flexibilité et une sécurité d'approvisionnement. Ces dispositifs doivent se développer ainsi que les moyens de stockage de l'eau par gravité (turbinage-pompage) afin de rendre les pays partageant une frontière, solidaires énergétiquement sans avoir recours aux énergies fossiles, qui est souvent une solution de facilité et d'économie à court terme.

Le Maroc est le pays du nord de l'Afrique qui développe les énergies renouvelables à grande échelle pour répondre à la demande de la population en énergie : centrale solaire thermodynamique de Ouarzazate, parc éolien d'Essaouira, pour exemple, ce qui a valu au Maroc d'être classé deuxième pays le plus engagé, selon l'indice de performance en matière de changement climatique de 2018 et 2019 institué par des ONG. Aussi, pour répondre à la demande en eau de sa population, de son agriculture et compte tenu du changement climatique, le Maroc va construire une usine de dessalement de l'eau de mer alimenté par un parc éolien sans utilisation des énergies fossiles.

L'usage grandissant de l'électricité pour décarboner les transports et l'industrie stimule également le développement des énergies renouvelables et ainsi crée une nouvelle industrie pourvoyeuse d'emplois locaux en réduisant les risques géopolitiques d'approvisionnement et de dépendances. Cette transition énergétique doit être considérée, et en particulier pour les pays en développement, comme un vecteur de croissance et non comme une contrainte ou un frein au développement.

Pour les transports, une alternative aux énergies fossiles est en marche avec la mise en place de l'hydrogène vert, par électrolyse de l'eau grâce aux énergies renouvelables, c'est le seul moyen de produire de l'hydrogène, proprement, sans rejets ou déchets.

Afin de répondre aux ambitions de l'Union européenne dans les secteurs des transports ferroviaires, maritimes et bientôt aériens, l'alimentation en hydrogène de l'Europe se fera via un gazoduc, de type backbone, installé entre Marseille et Amsterdam, pour desservir les pays membres et subvenir à leur consommation. Ce pipeline pourra être alimenté soit par Marseille ou Amsterdam, soit par injection d'hydrogène tout au long de son parcours grâce à des électrolyseurs alimentés par des énergies renouvelables, c'est aussi un excellent moyen de stockage de ces dernières.

L'hydrogène circulant dans ce gazoduc pourra provenir de centrales solaires ou éoliennes installées au nord de l'Afrique, livré par bateaux de type méthaniers (gaz comprimé mais pas liquéfié pour des raisons de rendement énergétique) et ainsi acheminé vers les lieux d'utilisation industriels ou vers les sites d'approvisionnement des transports.

C'est la diversification des filières d'énergies renouvelables, la diversification des moyens de stockage, la diversification de la localisation géographique (pour bénéficier de l'effet naturel de foisonnement des conditions météorologiques) qui vont assurer la robustesse d'approvisionnement énergétique et la flexibilité de leur utilisation dans un monde où l'énergie électrique sera devenue le vecteur de transport et d'utilisation des énergies renouvelables. Cette émergence contribue à la croissance économique et industrielle, à l'amélioration des conditions de vie de tous et stabilise, dans un premier temps, les dégâts causés par une utilisation démesurée des énergies fossiles concentrée sur deux cents ans seulement.

Ces dégâts sont cependant réversibles comme l'a illustré le ralentissement de l'activité industrielle durant la crise du SARS CoV-2 qui a réduit, même pendant un court laps de temps, la quantité de gaz carbonique contenu dans l'atmosphère. Il est possible d'inverser la tendance en ayant recours exclusivement aux énergies renouvelables mais c'est seulement en s'inscrivant avec volonté dans cette transition énergétique que nous protégerons notre environnement et assurerons notre pérennité. Le Bassin méditerranéen est un exemple probant de la synergie entre pays et continents pour contribuer à cette transition énergétique porteuse d'espoir pour les générations futures.

Les enjeux de l'énergie

Par **Xavier Marchal**

Ancien dirigeant de Naval Group, ingénieur, membre de Synopia.

L'énergie, seulement des enjeux et pas d'opportunités ? Vraiment ?

À dire vrai, c'est bien la question posée : le paysage de l'énergie autour de la Méditerranée a vu tellement de bouleversements depuis une douzaine d'années qu'on ne sait plus à quoi se référer pour échanger, sur quoi asseoir les liens qui feront la paix durable, en bref comment s'y prendre...

Qu'on y songe.

2011 : les pays de la rive Sud de la *mare nostrum* alimentent ceux du Nord en pétrole et surtout en gaz pour 90 % de leurs ressources, un ambitieux projet de raccordement des réseaux électriques des deux rives est lancé, et s'amorcent les premiers investissements européens de renouvelables (solaire, éoliens) en Afrique du Nord, en Turquie et au Proche Orient. C'est l'époque du « Plan Solaire Méditerranéen » (abandonné en 2013 avec l'opposition de l'Espagne).

En perspective, d'une part, une stagnation de la consommation en Europe (schéma de la stagnation, voire de la « décroissance »), d'autre part une forte augmentation de la demande d'électricité sur les rives africaines et du levant, sous le double effet de la croissance démographique et du niveau de vie.

2022 : la vision d'un Sud méditerranéen fonctionnant comme un réservoir d'énergies renouvelables pour l'Union européenne ne tient plus. La part d'autoconsommation des gisements fossiles d'Afrique du Nord ne cesse de croître, et la découverte de nouveaux champs gaziers en méditerranée orientale arrive comme une bouffée de méthane pour soulager la pression exercée par la demande des pays du Sud. La guerre en Ukraine et l'embargo sur le gaz et le pétrole Russes qui a suivi, achèvent de déstabiliser le glacieur Nord, les européens ne sachant plus s'ils recherchent d'abord des substituts à court terme ou bien si c'est l'accélération du recours à l'hydrogène qui est prioritaire.

Entre temps, la rive Sud a connu les conséquences des « Printemps Arabes » avec son cortège d'instabilités politiques, et la rive Nord a commencé à ressentir les effets de la « déprime du nucléaire », jusqu'à voir apparaître des tensions sur les réseaux de distribution d'électricité.

Ainsi, pour les pays situés à l'Est et au Sud de la mer Méditerranée, les contradictions entre urgence géopolitique et urgence climatique se font jour : faut-il extraire toujours plus des sous-sols en toute indépendance, quitte à retarder la transition énergétique voulue pour préserver le climat, ou bien développer massivement les renouvelables dans les zones les plus propices, grâce au financement des européens, et leur en être ainsi redevable ?

Côté Union européenne, le sujet est devenu clivant entre ceux bien décidés à poursuivre leurs investissements dans la production d'électricité et de chaleur à partir de l'énergie nucléaire (France, sans doute Belgique et Espagne ainsi que les pays de l'Est) et ceux qui ont choisi d'y renoncer (Hollande, Allemagne, Autriche, Italie, etc.). Autant les premiers pourront se présenter comme fournisseurs potentiels en électricité de leurs voisins du Sud, autant les seconds ont terriblement besoin des énormes ressources potentielles du bassin méditerranéen en énergies renouvelables (solaire, éolien) à condition toutefois qu'elles soient converties en hydrogène pour être transportées.

Ainsi, c'est le H2Global ou la question de l'organisation du hub paneuropéen de la production, du stockage et la distribution de l'hydrogène vert qui est en train de prendre le pas sur les autres enjeux énergétiques de la Méditerranée. Il s'est même étendu à l'Ukraine qui s'ajoute ainsi à la Turquie, l'Arabie ou même Oman, l'Égypte et les pays d'Afrique du Nord pour être les principaux fournisseurs désignés pour satisfaire les énormes et pressants besoins des européens.

La preuve ? En application du plan de l'Union Européenne « REPowerEU », des *think tank* principalement allemands décrivent dans une étude parue en mai 2022 comment trouver et organiser le rapatriement des 20 millions de tonnes d'hydrogène ciblés annuellement pour satisfaire les besoins de l'Union en 2030. Mais alors l'enjeu dépasse largement les rives de notre grande mer du sud. Pour l'UE, il s'inscrit désormais dans le cadre du « Partenariat Euro-Africain pour l'énergie » au sein duquel l'initiative Afrique Europe pour l'énergie verte a été dotée de 3,6 milliards € dont 2/3 pour les projets situés en Afrique Subsaharienne et 1/3 pour l'Afrique du Nord.

Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner de l'apparente apathie des différents organismes et forum d'échange existant entre les protagonistes du pourtour méditerranéen : l'Union pour la Méditerranée, l'Assemblée Parlementaire pour la Méditerranée et le Golfe, le Forum Golfe-Euro Méditerranée, l'IPEMED semblent s'en tenir en matière d'énergie à des généralités de bon aloi. Même le très technique MEDGRID (interconnexions électriques de part et d'autre de la grande mer) semble s'être figé depuis l'abandon du « Plan Solaire Méditerranéen ».

Quels sont les facteurs susceptibles de favoriser le dialogue et les échanges bi ou multilatéraux ? Voici quelques suggestions :

1./ Commencer par créer une certaine abondance à la place de la pénurie régionale actuelle. Tous les facteurs favorables devront être utilisés : nouvelles ressources du bassin levantin et gazoduc Est-méditerranéen associé, production d'électricité nucléaire surabondante essentiellement d'origine française, accélération des investissements solaires et éoliens (péninsule ibérique, Afrique du Nord, Proche-Orient) et des hydrogénéoducs associés.

On ne peut en effet regarder sereinement l'avenir si les besoins élémentaires à court terme ne sont pas satisfaits.

2./ Engager simultanément la décarbonation de l'énergie des deux côtés de la Méditerranée : l'urgence des besoins européens ne justifiera jamais une approche « néo-colonialiste » de la conquête des immenses espaces nécessaires pour l'implantation des sources renouvelables dans le « déserts » d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ou des rives de la mer Noire.

Il s'agit de transformer une initiative puissante et monocéphale (le Dii Desert Energy) en quelque chose qui implique tout le monde. Peut-être la revitalisation de tel ou tel groupe d'institutions euro-méditerranéennes est-elle envisageable ?

3./ Enfin, on ne coupera pas à une sorte de *mise à plat* sur les solutions apportées par le nucléaire et la place à leur donner dans le paysage euro-méditerranéen de l'énergie. Si en effet comme il est probable, La France, au côté de nombre de pays de l'UE, accélère dans le nucléaire durable, cette source totalement décarbonée devient illimitée et sans déchets notables. On sera alors en mesure de rééquilibrer les contributions territoriales, financières et technologiques, ainsi que les risques de toute nature entre les différents protagonistes.

Mais le retour en grâce du nucléaire doit être précédé de gros efforts pour le rendre acceptable par les opinions publiques, ainsi que d'un renforcement des garanties internationales en matière de sécurité.

Ainsi la confiance qui est à la base de toute saine relation ne sera acquise dans la durée que si le « partage du fardeau » est juste, et c'est bien ce qu'il faut avoir présent à l'esprit si l'on cherche à transformer ces enjeux en opportunités.

ENVIRONNEMENT

La protection de l'environnement en Méditerranée

Par la *Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES)*

La Méditerranée est une mer en plein bouleversement qui illustre bien les défis de notre monde contemporain. Elle n'échappe ni à la pression démographique, ni à la croissance des activités, ni à l'arrivée des nouvelles technologies. Mais là où les autres océans peuvent montrer une forme de résilience, cet espace, qui représente moins de 1 % des mers du globe, en a moins la capacité. Tout s'y paye « *cash* » très rapidement. Ce qui fait de cette mer un espace de rivalité et de fragilité où les solutions identifiées peuvent ensuite s'appliquer à d'autres mers.

Cependant, on ne peut pas comprendre le grand bouleversement subi par la Méditerranée, si on ne réalise pas, d'abord, ses évolutions démographiques. En effet, si en 1970, les rivages des vingt-cinq pays qui la bordent abritaient 280 millions d'habitants, aujourd'hui ils sont près de 500 millions et seront, en 2030, 570 millions

La contrainte alimentaire fait peser une très forte pression sur la biodiversité en raison d'une pêche excessive. Près de 1,2 million de tonnes de poissons sont capturées chaque année en Méditerranée ; trois pays représentant la moitié des prélèvements : la Turquie, l'Algérie et la Tunisie. Or, la Méditerranée a connu un véritable effondrement de ses ressources halieutiques en raison d'une surexploitation de ses ressources. Si, il y a encore peu, le constat était très inquiétant, il semble que les mesures de gestion de la ressource halieutique, prises depuis une dizaine d'années, commencent à être efficaces. Ainsi la Commission Générale des Pêches en Méditerranée (CGPM), organisme de la FAO, a mis en place des plans de gestion pluriannuels des pêches concernant des espèces prioritaires. Mais, elle a aussi créé des zones de pêche réglementées. Au nombre de dix, ces zones ont pour objectif de protéger les espèces et les écosystèmes des fonds marins sur plus de 1,7 millions de kilomètres carrés en Méditerranée, dont l'interdiction de tout chalutage sur les fonds supérieurs à 1 000 mètres.

Les autres mesures prises sont celles relevant de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (CICTA ou ICCAT en anglais) qui est responsable de la gestion du thon rouge, espèce emblématique et très prisée en Asie (Japon). Dans les années 2000, la ressource en thon rouge s'était complètement effondrée en raison de captures, légales et illégales. Face à cette situation, l'ICCAT a mis en œuvre un plan draconien en 2007, de restauration du thon rouge. Cette politique courageuse sera couronnée de succès puisque qu'en 2017, la ressource est considérée comme n'étant plus surpêchée et, en septembre 2021, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) sort le *Thunnus thynnus* de sa liste rouge.

Depuis le début des années 50, la Méditerranée, espace de biodiversité unique au monde, est aussi confrontée à des pollutions, à des exploitations du milieu et à une hyper-fréquentation de ses eaux alarmantes.

Un récent rapport de scientifiques coordonnés par l'institut de la *Tour du Valat*²² estime que, entre 1993 et 2016, les populations de vertébrés ont baissé de 52 % dans les écosystèmes marins et que, parmi toutes les espèces recensées par l'étude, ce sont les poissons qui sont les plus touchés, victimes de la surpêche déjà évoquée. Le même rapport estime que c'est en Méditerranée que cet effondrement est le plus significatif car c'est là que "*le changement climatique est plus rapide et l'impact des activités humaines plus fort qu'ailleurs*".

²² Rapport « Méditerranée Vivante » d'une équipe de scientifiques coordonnée par la Tour du Valat, Institut de recherche pour la conservation des zones humides méditerranéennes du 7 juin 2021.

Mais, c'est aussi en Méditerranée que les espoirs les plus encourageants de restauration et de préservation du milieu sont fondés.

La Méditerranée illustre tout d'abord le fait que la préservation de la mer vient d'abord de la terre. Depuis plusieurs années déjà, les organismes scientifiques, dont l'IFREMER, constatent une nette amélioration de la qualité bactériologique et chimique des eaux de la Méditerranée occidentale. Cette situation est une des conséquences du maillage de stations d'épuration mis en place par les États riverains, surtout ceux de la rive nord. Désormais, les points durs qui demeurent sont l'introduction dans la mer de pesticides et de plastiques (surtout les micros et nano-plastiques) amenés par les fleuves.

Dans le domaine de l'environnement, une grande évolution est venue de la création de nouveaux espaces maritimes, les aires marines protégées qui sont en train de modifier notre rapport à la mer. Elles sont nées de la conférence de Rio (1992) qui fera de la zone protégée la pierre angulaire de sa politique de conservation de la biodiversité. Désormais, ce sont près de 1 100 aires marines protégées qui couvrent la Méditerranée, représentant 6 % de la surface de cette mer. L'effet « aire marine protégée » n'est plus à démontrer. Partout où elles ont été mises en place, elles ont eu un effet avéré sur le retour de la biodiversité. Néanmoins, leur efficacité dépend beaucoup du niveau de protection effectif.

Pour assurer la protection de la Méditerranée, les vingt-trois États bordant cette mer ont su faire preuve d'une volonté commune en adoptant, le 16 février 1976 à Barcelone, une Convention internationale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution. Pour la première fois, l'urgence écologique a permis de sublimer les rivalités politiques puisque cet Accord régional est le seul à réunir la totalité des États méditerranéens. La Convention de Barcelone est le principal instrument juridique destinée à préserver l'environnement marin grâce à des coopérations internationales destinées à prévenir, réduire et combattre la pollution de la Méditerranée et à protéger et à améliorer le milieu marin. Cette Convention a été complétée par sept protocoles qui ont des objectifs plus spécialisés comme celui consacré aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique, celui dédié à la prévention de la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental ou celui intéressant la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée.

Les enjeux liés à l'eau en Méditerranée

Par **Diane d'Arras**

"International Water Association, Past President".

Les enjeux liés à l'eau en Méditerranée sont nombreux et variés. Ils sont le reflet en plus intenses des enjeux de l'eau dans le monde, enjeux dont la complexité augmente du fait de l'impact du changement climatique sur les ressources en eau « disponibles » pour couvrir ces enjeux.

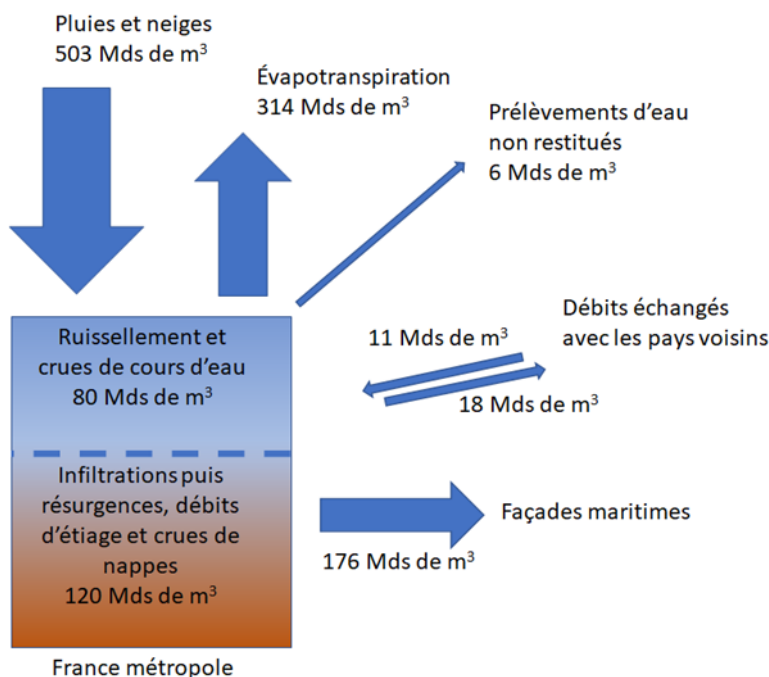


FIGURE 1 : FLUX ANNUELS DU CYCLE DE L'EAU EN FRANCE MÉTROPOLITAINE (D'APRÈS RNDE – IFEN)

Pour aborder ces enjeux et leur spécificité méditerranéenne, il faut déjà rappeler et comprendre le fonctionnement du « grand cycle » de l'eau. L'exemple français et ses ordres de grandeur permet de comprendre la « macroéconomie » de l'eau.

La seule compréhension de ce graphe permet de comprendre globalement les enjeux actuels et de se projeter dans l'avenir proche.

La France métropolitaine bénéficie d'une situation relativement confortable grâce au niveau de pluies (100 mm par an en moyenne sur le territoire) ce qui permet de recevoir 503 milliards de m³ sous forme de pluies, soit plus de 20 m³ par jour et par habitant. Mais une partie importante de ces eaux (314 milliards soit 60 %) repartent sous forme de vapeur d'eau par l'évapotranspiration naturelle de nos espaces verts et construits et donc ne restent « captifs pour un moment » dans les rivières, la neige, les lacs, barrages et nappes que 40 %. Ceux sont donc ces 40 % (8m³/j/h) appelées « ressources naturelles renouvelables » que l'on peut essayer de gérer et partager au mieux entre tous les usages de l'eau qui sont nombreux : transports fluviaux, énergie hydraulique ou thermique (refroidissement), irrigation (agriculture ou espaces verts), industrie et bien sûr eau sanitaire aux usages aussi très variés : boisson, cuisines, machines à laver, bains, douche, enfin les besoins pour le maintien de la biodiversité (espaces humides, débits minimum des courts d'eau).

La gouvernance, la mise en place d'infrastructures solides et bien gérées, mais aussi les modèles économiques résilients pour entretenir ces infrastructures sont donc essentiels pour éviter des situations de pénuries locales. Un point important à souligner est qu'une moyenne nationale qui a le mérite des

ordres de grandeur des enjeux à l'échelle d'une nation ne reflète pas forcément les situations locales qui peuvent être beaucoup plus tendues. L'eau ne se transporte pas facilement sauf à travers les biens qu'elle a contribué à fabriquer : produits de l'agriculture (qui intègrent l'eau de pluie et celle d'irrigation), énergie hydraulique ou thermique, biens industriels « consommateurs d'eau ».

C'est le concept d'eau virtuelle que l'on peut garder en tête dans un débat sur comment développer la solidarité avec des régions ou pays aux ressources en eau limitées. Naturellement, les régions bien dotées en eau ont su développer cet avantage en développant l'agriculture, l'énergie hydraulique ou des industries consommatrices d'eau (la pâte à papier par exemple autrefois grosse consommatrice d'eau avant que des efforts de recyclage interne ne viennent rendre cette industrie plus raisonnable).

Quel sera l'impact du changement climatique ?

L'augmentation de la température moyenne (en France au minimum 4 degré) va entraîner une forte augmentation de l'évapotranspiration non forcément compensée par une augmentation locale des pluies, **réduisant les « ressources naturelle renouvelables »** mobilisables pour les différents usages. Celles-ci seront par ailleurs plus difficiles à mobiliser de façon maîtrisée avec des inondations plus fréquentes et des périodes d'étiages plus intenses. Il est donc urgent en France de mettre en place une planification d'infrastructures nouvelles pour gérer, stocker, recycler l'eau avec des moyens financiers à la hauteur et leurs modèles de financement équitables sur plusieurs années en regardant la situation prévisible 2050 (et non 2030 !!).

Évidemment, en parallèle une politique de sobriété permettant de réduire la demande en eau s'impose : diminuer les consommations inutiles, réadapter l'agriculture et les paysages à des espèces moins consommatrices et plus résilientes, redévelopper la capacité des sols en encapsuler l'eau de pluie, etc.

Le pourtour méditerranéen est dans une situation beaucoup plus difficile ne bénéficiant aujourd'hui pas des mêmes conditions de confort que la France en général, l'eau disponible étant nettement plus faible.

Trois pays, la France, l'Italie et la Turquie reçoivent, à eux seuls, la moitié du total des précipitations, tandis que les pays du Sud n'en capitalisent qu'un dixième. Dans certains pays comme l'Égypte, Israël ou Malte, les prélèvements en eau avoisinent ou excèdent le volume annuel moyen de « ressources naturelles renouvelables » (indice supérieur à 80 %) qui sont les ressources mobilisables (pluies moins évapotranspiration naturelle).

Les tensions sur l'eau devraient s'aggraver avec la croissance démographique au Sud et à l'Est, le développement du tourisme, de l'industrie et des terres irriguées, ainsi que bien sûr en raison des impacts du changement climatique (modification du régime hydrique avec des pluies plus violentes et rares). Selon les études et projections existantes, les populations méditerranéennes « pauvres en eau » (soit sous le seuil de 1000 m3 par habitant par an, là où nous Français sommes au-delà de 7000 m3) devraient atteindre les 250 millions d'ici quelques années. Ce seuil de 1000 m3 par an et par habitant est considéré comme ne permettant pas de subvenir aux besoins essentiels, en particulier ceux liés à l'agriculture alimentaire.

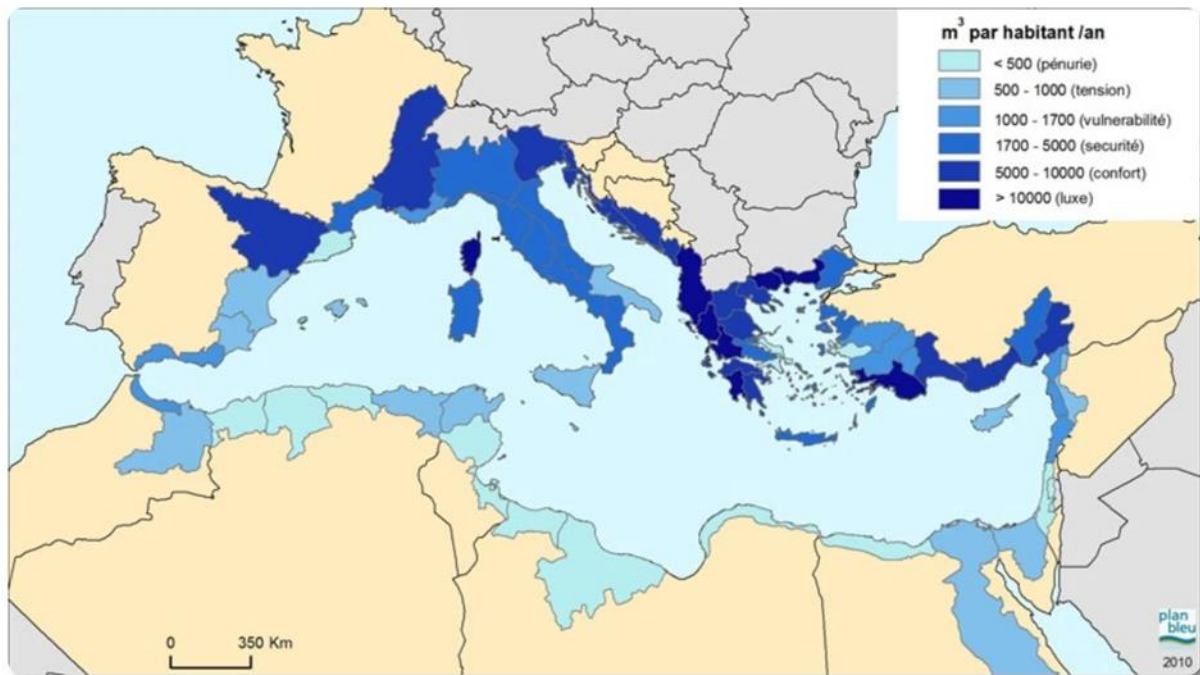


FIGURE 2: VOLUME D'EAU DISPONIBLE PAR HABITANT

A ces situations hydriques difficiles s'ajoutent souvent des situations politiques et économiques complexes ne permettant de développer les infrastructures pérennes et une gouvernance de partage de l'eau entre tous les acteurs. La gestion de l'eau étant développée à l'échelle des pays et de leurs collectivités locales, les situations sont donc extrêmement variables en méditerranée.

Une coopération scientifique et technique s'est développée grâce par exemple au « Plan bleu ». Le Plan Bleu est un centre d'expertise du développement et de l'environnement au service des 21 pays de la Méditerranée. Sa mission principale est de protéger le Bassin méditerranéen en orientant les autorités pour des prises de décisions éclairées. En tant que programme des Nations Unies (Programme d'Action pour la Méditerranée), le Plan Bleu travaille en étroite collaboration avec un large réseau d'acteurs français et internationaux.

Implanté à Marseille, le Plan Bleu compte 5 activités principales :

- Observer l'environnement et le développement pour informer les gouvernements et le grand public.
- Produire des études socio-économiques et environnementales pour éclairer les décideurs.
- Soutenir et accompagner la transition vers des économies vertes et bleues.
- Dessiner des futurs possibles pour le développement durable.
- Faciliter une interface science - politique et société civile, notamment sur l'étude des impacts et réponses au changement climatique.

Les enjeux concrets sur cette région sont nombreux :

1. Assurer la distribution d'une eau potable en quantité raisonnable et de bonne qualité sanitaire.
2. En parallèle, évacuer les eaux usées et les traiter de façon à ne pas dégrader l'environnement et protéger les populations.
3. Assurer l'autosuffisance alimentaire, ce qui suppose de pouvoir irriguer raisonnablement lorsque cela est nécessaire. En méditerranée le secteur agricole est le premier utilisateur d'eau (2/3). Une grande partie de l'eau consommée par les plantes vient de la pluie mais un complément en irrigation s'avère nécessaire pour préserver les cultures. L'autonomie alimentaire devient de plus en plus difficile ce qui pourrait être acceptable si ces pays avaient une monnaie d'échange. Le tourisme en fait partie ; il doit être développé de façon harmonieuse et sans dégradation environnemental.
4. Développer les organes et l'économie de partage de l'eau de façon à s'assurer que tous les usages importants voire essentiels sont couverts.
5. Prévenir les conflits potentiels internes aux pays et entre pays. Certaines ressources sont communes à plusieurs pays et une coopération intelligente est indispensable. Il s'agit aussi bien de gérer la quantité que la qualité, les besoins des pays aval devant être pris en compte par les pays amont.
6. Préserver les ressources en réduisant la demande par des politiques de bon usage de tous les usagers (réduction des fuites, recyclage, procédés industriels moins gourmands, bonnes pratiques en irrigation comme le goutte à goutte par exemple ...)
7. Pouvoir financer les grosses infrastructures communes aux usagers (usine de traitement, stockage d'eau, distribution ...), infrastructures lourdes devant être amorties sur 30 à 50 ans ce qui sous-entend une stabilité politique et économique, parfois une aide internationale et/ou des partenariats publics/privés
8. Avoir recours à de nouvelles pratiques en réutilisant les eaux usées urbaines après traitement pour l'irrigation.

Les eaux et la Méditerranée

Par **Loïc Fauchon**

Président du Conseil Mondial de l'Eau.

La Méditerranée est le berceau de toutes les civilisations. Mais en Méditerranée comme ailleurs les populations augmentent et le climat se dérègle. Saturation démographique sur les littoraux, pollution croissante des fleuves et de la mer, circulation maritime intense, anarchie industrielle et commerciale, concentration touristique, engendrant tous un réchauffement des terres et des eaux qui constituent notre *Mare Nostrum*.

Elle est à la fois un réceptacle de tensions, de désastres de toutes sortes et de pauvreté accumulée. Et dans le même temps, un laboratoire de paix, de prospérité et de solidarité partagées.

La Méditerranée voit la terre en souffrance et la mer en maltraitance et inversement.

Que voudrions-nous tous ensemble, peuples de la Méditerranée ? Avoir une mer protégée et des terres abreuvées, nous avons besoin de ce lien entre les deux, pour assurer la protection de la Nature et la sécurité du développement humain.

Et l'eau est au cœur de ce lien entre Homme et Nature. L'eau fait l'objet de pillage, là où nous la voulons en partage, en partage durable et équitable, entre états, communautés et individus.

Climat et démographie portent atteinte aux ressources en eau par habitant qui diminuent sans cesse depuis près d'un siècle.

Que pouvons et que devons-nous faire pour permettre à tous et à chacun de disposer des ressources nécessaires aujourd'hui et demain plus encore ?

Il nous faut produire plus et consommer moins. Produire plus, c'est utiliser au mieux les innovations et le progrès technique. Transférer l'eau sur des distances plus importantes, pomper plus profondément lorsque l'eau souterraine est abondante, dessaler l'eau de mer en contrôlant les saumures ainsi créées, réutiliser les eaux usées, dès lors que le traitement garantit une eau de qualité acceptable. Et il faut ajouter une capacité à constituer des réserves d'une saison à l'autre, d'une année à l'autre. Les réserves aquatiques, à la fois réservoirs de biodiversité, protecteurs d'écosystèmes, constitueront aussi des capacités de stockage pour l'activité humaine.

Dans le même temps nous allons consommer moins et entrer dans une ère de sobriété, collective et individuelle. En utilisant le meilleur de la révolution digitale pour réduire les pertes des réseaux de distribution et gérer au mieux la répartition des ressources. Mais nous allons aussi modifier nos comportements, oublier le gaspillage et faire évoluer notre rapport à l'eau.

Évitons pour cela la politique des boucs émissaires, l'agriculteur ou le touriste, le citoyen plutôt que le rural. Les solutions sont connues, mais souvent la volonté politique manque. Dirigeants et citoyens doivent cesser d'ignorer l'eau indispensable à la vie et se convaincre que le temps des Décisions est venu et qu'une véritable hydro-diplomatie méditerranéenne garantit la Paix et le Futur de l'Eau.

C'est pourquoi depuis plusieurs années le Conseil Mondial de l'Eau appelle de ses vœux la mise en place d'un processus préparatoire à la conclusion d'un Traité inter-étatique pour la protection de la mer Méditerranée et des terres qui l'entourent.

Eau : enjeux stratégiques

Par **Emmanuel Lenain**
Membre de Synopia

Dans un monde qui connaît des bouleversements climatiques, démographiques, technologiques, géopolitiques et sécuritaires, l'eau est devenue une clef stratégique. Essentielle à l'agriculture et au cœur de l'urbanisation connectée, l'eau n'est pas intégrée dans une vision stratégique et globale pour l'ensemble du Bassin Méditerranée. Il est urgent de lui rendre sa place, capitale dans l'aménagement du territoire et la sécurisation de notre avenir.

L'eau, origine de vie sur terre, concentre l'essentiel des besoins de l'homme, lui-même constitué à 70 % d'eau. Bien qu'elle soit abondante en apparence, valant à la terre son surnom de « planète bleue », la réalité est tout autre. Parmi les 70 % d'eau qui recouvrent la surface terrestre, 97,5 % viennent des océans dont la teneur en sel la rend impropre à la consommation. L'essentiel de l'eau douce restante existe sous forme solide dans les deux immenses pôles de l'Antarctique et du Groenland, ainsi que dans les grands glaciers.

Face à une demande hydrique croissante résultant de l'accroissement démographique, de l'augmentation du niveau de vie, de l'urbanisation, du développement industriel ou de la nécessaire productivité agricole, les différents états de la zone doivent relever les défis de l'autosuffisance. L'élément eau devient alors un enjeu dans les dynamiques politiques internes et internationales, mettant en exergue des rapports de conflits ou de collaboration. Le Bassin méditerranéen doit au contraire catalyser les coopérations autour de l'eau et de l'agriculture. Le Nord de la Méditerranée commence à vivre ce que le sud du bassin vit depuis plusieurs années.

L'eau doit nous rassembler autour d'une cause commune et nous permettre des coopérations de recherche ou applicatives autour de l'eau et de l'agriculture.

Mais au-delà de ces phénomènes « naturels », l'accroissement de la demande d'eau que l'on constate aujourd'hui résulte principalement des phénomènes d'accroissement démographique et d'urbanisation des populations, qui entraînent une augmentation mathématique des volumes utilisés et consommés en réponse à des besoins aussi bien domestiques (hygiène santé) qu'industriels, énergétiques, ou encore agricole.

L'évolution du niveau de vie et la croissance économique se posent en principaux facteurs aggravants car elles engendrent des consommations d'eau toujours plus importantes. Dans le secteur agricole par exemple, on trouve une pression qui résulte directement de la diminution de la proportion des terres cultivables au profit de la construction urbaine ou de zones qui avec les sécheresses deviennent incultivables. Ainsi la production agricole se concentre toujours sur des espaces plus réduits et cela demande une irrigation toujours plus importante pour répondre à la demande.

Le réchauffement climatique se manifeste par des phénomènes violents extrêmes et réduit les apports d'eau dans des milieux déjà fragiles comme le pourtour méditerranéen ou l'Afrique subsaharienne. Les dernières années laissent le souvenir d'années chaotiques : pluies diluviennes, inondations, perturbation de la mousson, ou au contraire sécheresses dramatiques, etc.

Nous assistons sur le Bassin à un vrai bouleversement cumulant sécheresse et canicule entraînant un réchauffement de la température de la mer qui a pour conséquence des pluies diluviennes qui ruissellent sans pénétrer dans des sols trop secs.

Il est important de bien comprendre les 4 grands piliers essentiels de l'eau :

- Eau potable : eau source de vie
- Eau assainissement : hygiène et santé
- Eau ressource et irrigation : biodiversité et agriculture
- Eau énergie : essentiel à la production d'énergie dans un monde qui va demander toujours plus d'électricité

A partir de ces 4 piliers auxquels il faut ajouter les besoins pour l'industrie ; il devient essentiel de repenser les aménagements des territoires, la préservation de la ressource (en quantité mais aussi en qualité), la gestion de l'eau (nappes phréatiques, type d'agriculture, optimisation des barrages, etc.). Une stratégie environnementale qui ne prendrait pas compte des besoins en eau, risquerait de détourner de nombreux problèmes et non les solutionner.

L'eau peut avoir le mérite de nous rassembler autour de la méditerranée et il faudra le penser comme eau partage d'expérience si l'on ne veut pas qu'elle devienne une cause de crispation dans la région.

Les solutions existent et sont multiples, cependant il faudra bien les choisir et les adapter aux différentes particularités qui composent la zone. Toutes les solutions doivent être considérées dans une vision globale intégrant l'aménagement du territoire, l'agriculture, les bouleversements climatiques. Il est essentiel de renforcer et de mieux canaliser cette ressource via la récupération d'eau de pluie, développer la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation ou pour permettre aux industries de travailler en boucle fermée ; afin d'éviter des usines de traitement de dessalement très consommatrices d'énergie. Cependant dans certains cas elles peuvent être nécessaires et utiles – la technologie est maîtrisée et fiable – sans toutefois pouvoir répondre aux besoins agricoles pour des raisons de coûts.

Le sujet est d'autant plus stratégique que des pays comme la Syrie ou l'Égypte pour en citer que ces deux pays dépendants d'approvisionnement en eau de pays voisin. La ressource ne provient pas de leur territoire

L'eau est donc un enjeu stratégique pour les pays de la Méditerranée et il serait souhaitable de mieux l'utiliser pour renforcer et développer les coopérations existantes afin de renforcer positivement les relations agricoles et géopolitiques de la zone.

CONTRAT SOCIAL ET IA

Repenser le contrat social

Par **Bruno Deffains**

Professeur, Université Panthéon Assas, membre de Synopia.

Du siècle des Lumières, on retient souvent la vision humaniste de Condorcet. Dans le « *Tableau historique de l'esprit humain, 1793* » où il reprend le thème du perfectionnement sans fin de l'homme dans ce passage célèbre : « *Nous pourrions déjà conclure que la perfectibilité de l'homme est indéfinie, et cependant jusqu'ici nous ne lui avons supposé que les mêmes facultés naturelles, la même organisation ; quelle serait donc la certitude, l'étendue de ses espérances, si l'on pouvait croire que ces facultés naturelles elles-mêmes, cette organisation sont aussi susceptibles de s'améliorer ? ... Sans doute l'homme ne deviendra pas immortel (... mais la longévité devrait toujours s'accroître) dans l'immensité des siècles* ». Cet extrait n'est qu'un pâle reflet de la pensée de Condorcet souvent considéré comme le pionnier optimiste d'un humanisme qui améliore l'individu au moyen des sciences et des techniques.

Le sujet est vaste mais nous pouvons convenir, si l'on se fie à cet idéal de perfectibilité hérité des Lumières, que l'émancipation de l'homme repose avant tout sur l'amélioration de ses conditions de vie sociale et politique. Une réalisation concrète a été la mise en place progressive du contrat social qui permettait de donner tout son sens à la notion de solidarité afin de prendre en charge les risques auxquels l'homme est confronté.

La question qui se pose aujourd'hui est celle de la remise à plat de ce contrat social dès lors que les conditions de cette solidarité ne sont plus satisfaites en raison des progrès considérables de la science. On pense ici à l'intelligence artificielle et au *data mining*. Au point que certains auteurs en viennent à remettre en cause la vision d'une science émancipatrice et toujours aussi porteuse de progrès pour l'humanité.

Dans un ouvrage récent au titre évocateur, *Weapons of Math Destruction*²³, la mathématicienne et *data scientist* Cathy O'Neil a ouvert un débat sur les modèles prédictifs, largement utilisés par les entreprises mais aussi dans certains services publics (police, justice, etc.). Elle pointe leurs faiblesses et met en évidence la proximité culturelle entre les constructeurs des modèles financiers de Wall Street et ceux de *la Silicon Valley*. Elle dénonce ainsi de nouvelles formes d'inégalités partant du constat que son travail d'analyste consistait essentiellement à distinguer les individus à « haute valeur » (pouvoir d'achat, formation, mobilité sociale et professionnelle, etc.) de ceux à « faible valeur ».

Les exemples ne manquent pas qui viennent questionner les conditions de mise en place de certains outils. Le gouvernement chinois a récemment fait appel à plusieurs entreprises parmi lesquelles figurent les géants de l'Internet, *Alibaba* et *Tencent*, pour mettre en place un dispositif de veille numérique. C'est dans ce contexte qu'une filiale d'*Alibaba*, *Sesame Credit*, propose ses services de notation des citoyens calculée selon différents paramètres : capacité à tenir les engagements commerciaux, comportement sur les réseaux sociaux, préférence de consommation, respect du code de la route, etc. Ce système séduit déjà des millions de citoyens chinois grâce aux services et avantages offerts pour ceux qui se montrent dignes de confiance.

Au Canada, un autre modèle de surveillance émerge à travers le projet de *ville Google* à Toronto. *Sidewalk Labs*, la filiale de la maison mère de Google (Alphabet) consacrée à l'innovation urbaine, développe un projet de *smart city* qui suscite l'inquiétude quant à sa position sur le consentement des habitants, la

²³ Cathy O'Neil, *Weapons of Math Destruction: How Big Data Increases Inequality and Threatens Democracy*, Crown, 2016.

confidentialité, la propriété et la gouvernance des données. Ces propositions mettent en évidence des objectifs en termes de gestion de la ville mais aussi beaucoup d'imprécision quant aux règles relatives aux libertés individuelles.

Par ailleurs, la crise sanitaire liée au Coronavirus nous a offert une parfaite illustration de l'accélération des enjeux liés à l'utilisation des données personnelles dans différents domaines et notamment celui de la santé. La question a en effet été posée aux opérateurs mobiles européens de fournir aux États les données de géolocalisation de leurs clients.

La même logique se met en place s'agissant du suivi des populations migrantes, notamment celles qui cherchent à traverser la Méditerranée. Les principales sources de données sur la migration renvoient notamment à la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM (MSD) qui cherche à saisir le nombre et la composition des mouvements migratoires mixtes, que les personnes concernées se trouvent en un lieu fixe ou en déplacement. La MSD est un système permettant de suivre et de surveiller les déplacements et la mobilité des populations, de fournir des informations essentielles aux responsables politiques et aux intervenants en cas de crise, et de contribuer à une meilleure compréhension des flux de population. La MSD a été conceptualisée pour la première fois en 2004 afin de suivre les déplacements internes en Irak et a depuis été adaptée pour être mise en œuvre dans plus de 71 pays, y compris dans des contextes de conflit, de catastrophe naturelle, d'urgences complexes et de crises prolongées. En octobre 2020, 27,8 millions de personnes déplacées, 20,1 millions de rapatriés et 5,1 millions de migrants avaient fait l'objet d'un suivi. Les données recueillies comprennent la localisation, les problèmes de santé, les besoins et les vulnérabilités des personnes concernées, ainsi que les flux migratoires ; elles peuvent provenir de groupes, de ménages et/ou d'individus.

Une difficulté survient lorsqu'il s'agit d'apprécier l'utilisation des données de géolocalisation dans le but d'aider les pouvoirs publics à mesurer l'efficacité des mesures de suivi des populations. On utilise alors les données de géolocalisation des téléphones mobiles pour mesurer les flux et/ou les concentrations de population. Le *tracking* de masse (géolocalisation des smartphones, vidéosurveillance, cartes bancaires, etc.) pour suivre les personnes et les surveiller pose de nombreuses questions. Beaucoup d'incertitude demeurent : quelles données utiliser, avec quelles caractéristiques et quels objectifs ? S'agit-il de recherche avec des données anonymisées ou de *tracking* individuel ? Qui peut y accéder et comment traiter la question du consentement des personnes ?

Quelles que soient les circonstances, dans ce nouvel environnement digital où nos actions viennent à être suivies, marquées, influencées et parfois même jugées, les libertés de chacun peuvent ainsi être subordonnées à un contrôle grâce à de nouvelles solutions d'intelligence artificielle. Ceci doit nous interroger, ne serait-ce que parce que ces outils permettent à ceux qui brassent des millions de données de mieux identifier nos besoins et nos caractéristiques que nous ne le faisons nous-mêmes.

Le danger survient lorsque le prédictif tend à devenir prescriptif. Il ne s'agit pas seulement les inquiétudes prémonitoires de Georges Orwell dans *1984* où les citoyens doivent être totalement transparents aux yeux des autorités parce que « celui qui a quelque chose à cacher devient forcément suspect ». Le risque est désormais surtout lié au fait que la transparence²⁴ totale basée sur la collecte massive et l'analyse prédictive des données compromet le contrat social en déchirant le voile d'ignorance.

²⁴ Notons que sans lumière, il n'y a pas d'ombre ; sauf si l'objet est transparent ou alors si la source de lumière est totalement à sa verticale... N'oublions pas que l'ombre et la lumière se conjuguent pour fortifier un des piliers essentiels de la pensée humaine : La Beauté qui est le plus souvent issu du jeu de l'ombre et de la lumière qui lui donne ainsi son caractère universel. A contrario, l'homme sans ombre est souvent vu comme le diable dans la littérature. Vendre son âme au diable est une constante dans la littérature allemande : par exemple, *La Femme sans ombre* (1919) de Hugo von Hofmannsthal, devenu un livret d'opéra pour Richard Strauss ; *Faust* (1808) de Goethe et *Le Docteur Faustus* (1949) de Thomas Mann ; ou au cinéma avec *Faust* (1926)

Accepter la toute-puissance de ceux qui portent ces projets et leur reconnaître une capacité à écrire le futur de nos existences risque de nous condamner à l'immobilité et à masquer la nature des véritables combats à mener. Il est essentiel d'identifier les enjeux économiques, juridiques et philosophiques liés à ces transformations afin de comprendre les nouveaux défis auxquels est confronté le contrat social.

Ce contrat social élaboré depuis la fin du XIX^{ème} est en effet basé sur une certaine conception de la solidarité qui est aujourd'hui mise à l'épreuve. La réponse qui se dessine pour gérer les risques sociaux se fonde de plus en plus sur des produits « individualisés » qui doivent permettre à chacun de se prémunir au plus juste prix. Le risque est celui de voir la solidarité se trouver réduite à l'une de ses plus simples origines, celle de l'assistance et de la bienfaisance. Derrière l'apparente modernité de la transformation digitale se profilent des pratiques qui mettent à mal la logique des solidarités collectives élaborées au siècle dernier. Nous devons prendre conscience du fait que la vague de l'IA est à la fois porteuse d'espoir et de bénéfices pour l'humanité mais qu'elle soulève aussi des défis considérables qui sont peu ou mal appréhendés. Ce constat doit nous interroger et nous pousser à réfléchir au moyen de passer d'une solidarité fondée sur l'ignorance et l'incertitude à une solidarité en connaissance de cause, un contrat social qui associe l'ensemble des parties prenantes.

de Murnau ou *La Beauté du diable* (1949) de René Clair. Ne pourrait-on pas considérer symboliquement que l'individu devenant transparent grâce à l'IA est un peu à l'image de cet homme qui passe un pacte avec le diable en lui vendant son ombre ?

MIGRATIONS

Marseille, port d'accueil des migrations du XX^{ème} et du XXI^{ème} siècle : esquisse d'un parallèle entre les trajectoires migratoires méditerranéennes en 1923 et 2023.

Par **Annick Asso**

Professeure agrégée, Docteure, Université Paul Valéry – Montpellier 3 – EHESS, Centre Georg Simmel.

Situé sur la côte méditerranéenne, le port de Marseille a toujours représenté un point d'entrée important pour les migrants tout au long du XX^{ème} siècle et jusqu'à nos jours. Nul n'a mieux décrit l'atmosphère qui règne à Marseille que le journaliste Albert Londres, en 1927, dans *Porte des Suds* : « C'est un port, l'un des plus beaux du bord des eaux. Il est illustre sur tous les parallèles. À tout instant du jour et de la nuit, des bateaux labourent pour lui au plus loin des mers. Il est l'un des grands seigneurs du large. Phare français, il balaye de sa lumière les cinq parties de la terre. Il s'appelle le port de Marseille. »²⁵

Entre 1923, date de l'intensification grandes migrations méditerranéennes et orientales, et 2023, dont l'actualité est marquée par une forte crise migratoire, un parallèle se dessine entre les trajectoires migratoires qui prennent Marseille comme point de convergence.

Marseille s'est construite au fil des vagues successives d'arrivée des populations qui ont forgé son histoire. La configuration de la population marseillaise a ainsi été, de tous temps, très cosmopolite. Cette diversité s'accentue au tournant du XIX^e et du XX^{ème} siècle, avec l'arrivée d'Européens du Sud, tels que les Grecs, les Italiens, les Espagnols et les Corses. Ensuite, des populations orientales, venues de « tous les Orient », pour reprendre le mot d'Albert Londres, s'y sont adjointes couvrant une large région, notamment du Maghreb au Caucase. Cela inclut les Arméniens, dans les années 1920, suivis par les Arabes, les Juifs et les Pieds-Noirs. Par la suite, d'autres nouveaux arrivants en provenance d'Afrique subsaharienne, principalement d'origine comorienne et sénégalaise, ont contribué à la diversité de la ville. La pluralité de la population immigrée se retrouve également sur le plan religieux qui fait de la cité phocéenne un creuset unique en France d'une mixité assumée et revendiquée par les Marseillais comme ciment de leur identité. On retrouve dans les différents quartiers de la ville, un entrelacs de populations traditionnellement chrétiennes catholiques, mais aussi orthodoxes ou encore grégoriennes, et de populations de confessions juive et musulmane.

Diasporas

Les plus vastes mouvements de population qui affectent le bassin méditerranéen doivent être resitués dans le temps long. Cela s'applique en particulier à la formation des grandes diasporas issues de processus migratoires complexes qui concernent des communautés entières.

Les Arméniens. La migration arménienne s'est amorcée dès avant le génocide de 1915. La région de la Cilicie, sous protectorat français, ainsi que la continuité de liens anciens, à la fois culturels et commerciaux, entre la France et les Arméniens, depuis le 16^{ème} siècle, expliquent les mouvements des populations vers la France. Les massacres hamidiens puis le génocide de 1915 frappent donc une communauté déjà en mouvement comme l'explique l'historien Émile Temime²⁶. Dès 1922, les premiers rescapés débarquent du *Tourville* dans le port phocéen. En 1923, après le traité de Lausanne, et jusqu'en 1928, ils affluent par dizaines de milliers. Jamais la ville n'a accueilli, en si peu de temps, autant de réfugiés. Les bateaux

²⁵ Albert Londres, *Porte des Suds* [1927], Payot & Rivages, 2023, p. 1.

²⁶ Emile Temime, *Les Arméniens à Marseille. Des années vingt à aujourd'hui*. In : *Hommes et Migrations*, n°1265, Janvier-février 2007. « Diaspora arménienne et territorialités ». pp. 22-32.

partaient souvent des grands ports de la mer Noire, comme Istanbul ou Trébizonde, et traversaient la Méditerranée jusqu'à Marseille. Plus tard, une autre vague migratoire prendra la même route, de Beyrouth ou d'Istanbul vers la France *via* Marseille, suivant, après plusieurs décennies, les mêmes trajectoires pour former une communauté établie d'environ 80 000 Arméniens à Marseille.

Les Grecs. Parmi les mouvements migratoires de grande ampleur vers la cité phocéenne, mentionnons la migration grecque qui présente des similitudes avec la migration arménienne. Une accélération du mouvement migratoire se produit à la fin des années 1920, en raison de la reconstitution de l'État turc et de transferts de populations et de massacres qui ont contraint de nombreux Grecs à quitter leur foyer. Les raisons sont donc tant politiques que conjecturelles et ancrées dans une tradition migratoire ancienne.

Les Juifs et les « Pieds-Noirs ». Après l'indépendance de l'Algérie, environ un million de Pieds-Noirs quittent le pays et environ 450 000 d'entre eux s'installent à Marseille, où ils font face à une certaine hostilité des autorités et d'une partie de la population. De même, après les Accords d'Évian en 1962, la quasi-totalité des 150 000 Juifs d'Algérie partent vers la France, dont beaucoup débarquent à Marseille. La population juive de Marseille passe alors de 12 000 à 50 000 personnes. Aujourd'hui, la communauté juive de Marseille est estimée à environ 80 000 personnes, ce qui en fait la troisième plus grande communauté juive d'Europe après Paris et Londres.

Nouveaux migrants

La donne a changé avec les évolutions politiques, sociétales mais surtout avec la mondialisation. Les migrations vers Marseille sont inévitablement influencées par des facteurs tels que les conflits régionaux, l'instabilité politique, les changements environnementaux, les inégalités économiques. Les conflits en cours au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, tels que la guerre en Syrie ou les conflits en Libye, et, tout récemment la révolution en Iran, génèrent de vastes mouvements de population vers l'Europe, dont Marseille. Dans le contexte contemporain, l'axe méditerranéen reste l'un des principaux axes de migration en provenance d'Afrique du Nord et d'Afrique Subsaharienne.

C'est aussi l'une des traversées maritimes migratoires les plus meurtrières causant chaque année de nombreux naufrages, des moyens de sauvetage insuffisants et en définitive aucun moyen de sauvetage d'État ce qui rend le contexte extrêmement difficile pour les navires humanitaires. Plus de 1 450 décès ont ainsi été enregistrés en 2022 par l'OIM²⁷ qui juge la situation intolérable. Au premier trimestre de l'année 2023, entre janvier et mars, le bilan se révèle le plus meurtrier depuis 2017 avec 441 vies perdues en tentant d'atteindre l'Europe, un chiffre très certainement encore en-dessous des réalités. L'actuel Maire de Marseille, Benoît Payan, délivre un message de poids, lorsqu'il déclare lors de l'épisode de l'Ocean Viking²⁸ affrété par l'ONG SOS Méditerranée, que Marseille, fidèle à sa tradition d'accueil, a la capacité d'accueillir les 234 migrants que le navire humanitaire transporte à son bord. Le maire de Marseille réitère son appel à une véritable politique européenne pour l'accueil solidaire des réfugiés, martelant que la seconde ville de France « ne fermerait jamais son port à celles et ceux qui ont risqué leur vie »²⁹ en mer. Forte de son histoire, Marseille réaffirme ainsi son image de terre d'asile et de port d'attache pour tous ceux qui fuient les conflits et l'oppression : hier, migrants, aujourd'hui, ils façonnent les mille facettes d'une ville de brassage et de métissage où toute la Méditerranée se reflète.

²⁷ OIM : Organisation internationale pour les migrations

²⁸ En novembre 2022, l'Ocean Viking qui se trouve dans les eaux territoriales italiennes se voit refuser le droit d'accoster en Sicile par les autorités italiennes au mépris des règles européennes. Après 20 jours d'errance et un appel lancé vers une quarantaine de ports européens, les migrants sont finalement pris en charge à Toulon le 11 novembre 2022.

²⁹ Source *Le Figaro*, 16 janvier 2021.

Enjeux migratoires en Méditerranée

Par la *Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES)*

Pour la troisième année consécutive, 2022 a été marquée par une forte recrudescence des migrations irrégulières : selon les données de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), plus de 200 000 personnes ont migré illégalement par voie maritime vers l'Europe, soit une augmentation de presque 40 % par rapport à 2021. Les migrations illicites ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis 2017.

La première difficulté des enjeux migratoires est qu'il confronte des enjeux de natures différentes et particulièrement sensibles : urgence humanitaire (2 à 3 000 migrants meurent chaque année en Méditerranée), déséquilibre abyssal entre l'Europe et son voisinage proche-oriental et africain, en termes démographiques et de condition de vie, ressentiment post-colonial et anti-occidental au Sud, difficulté du maintien de la cohésion sociale au nord, instrumentalisation géopolitique antieuropéenne (en particulier par la Russie, la Turquie, l'Algérie et la Chine), objectifs d'organisations politiques divergents (sans-frontiérisme, communautarisme, État-nation), poids de la religion dans la société (qui se cristallise avec l'islamisme et l'athéisme), place de l'État dans l'action publique (affaibli depuis trente ans face aux ONG, aux entreprises ou aux mafias).

L'autre difficulté réside dans le fait qu'aucun indicateur n'indique que le phénomène migratoire se réglera naturellement. La Méditerranée sépare deux mondes qui divergent et cette divergence suscite structurellement des flux humains qui s'accroissent.

Un phénomène ancien qui risque de s'accentuer dans le futur

La migration a toujours existé en Méditerranée, mais les divergences croissantes des conditions de vie entre les deux rives et l'explosion démographique du Continent africain lui font changer d'échelle. Le phénomène migratoire est donc bien un phénomène systémique.

Plus encore que le Moyen-Orient, l'Afrique est le continent le plus touché par les facteurs déstabilisants qui incitent à la migration (notamment la concurrence géopolitique, les guerres, les facteurs socio-économiques, la démographie, la dégradation de l'environnement et la pénurie de ressources). Sa proximité géographique avec l'Europe compense le handicap d'être faiblement intégré à la dynamique de la mondialisation. Le potentiel migratoire est donc très élevé.

Les facteurs de déclenchement sont importants. L'existence à proximité de la Méditerranée de zones de conflit (Syrie, Libye, Soudan), de foyers potentiels de crise (Irak, Liban, Algérie, Sahel) et de zones accueillant un grand nombre de personnes déplacées et réfugiées (Turquie, Liban, Libye, Tunisie, Maroc) représentent autant de détonateurs possibles pour mettre en branle des phénomènes de mouvements humains vers l'Europe.

Nous sommes donc dans une situation où une population africaine et moyen-orientale toujours plus nombreuse est amenée à vivre dans des conditions qui se dégradent structurellement, à proximité d'un espace européen préservé, et où un nombre important de crises peuvent jouer le rôle de déclencheur.

Des migrants exploités par les réseaux criminels et instrumentalisés par certains États

A cette situation instable s'ajoute le jeu des intérêts d'acteurs tiers. Le trafic de migrants est l'un des principaux domaines de criminalité qui affecte les frontières extérieures de l'UE. Plus de 90 % des migrants irréguliers qui atteignent l'UE ont recours à des passeurs pendant tout ou partie de leur voyage.

Les activités de trafic de migrants sont enracinées à la fois dans les pays de passage, où les passeurs tentent d'attirer les migrants et d'offrir leurs services, et dans l'UE, où les réseaux criminels facilitent les mouvements secondaires/internes et les exploitent.

Une nouvelle route migratoire illustre ce phénomène : celle qui part de Cyrénaïque en Libye. Les migrants rallient directement ce pays par avion puis partent par bateau vers l'Italie. Cette filière a été créée en 2021 par des réseaux criminels et le volume de migrants l'empruntant double chaque année (10 000 en 2022, déjà le même nombre pour les 6 premiers mois de 2023. Le drame du 14 juin, au départ de Tobrouk, s'inscrit dans ce modèle). Ce trafic est accru par la professionnalisation de ces activités criminelles. Les outils numériques sont utilisés à tous les stades du trafic de migrants, de la publicité et du recrutement de clients ou de facilitateurs, à la communication avec les migrants en situation irrégulière ou entre passeurs, en passant par le partage de conseils de voyage, la fourniture de documents frauduleux et les contre-mesures à l'application de la loi.

L'instrumentalisation de la migration par des acteurs étatiques est une autre tendance inquiétante. L'utilisation des migrants en tant qu'"arme" à des fins politiques et stratégiques est une illustration de la nature de plus en plus hybride des combats qui sont menés à l'encontre de l'Union européenne.

C'est ainsi la stratégie du Président turc Erdogan qui utilise les déplacements de population comme une menace directe en Méditerranée orientale, ou indirectement en Méditerranée centrale grâce à son influence en Libye, pour renforcer sa position de négociation et de marchandage avec l'Union européenne.

De l'autre côté de la Méditerranée, le Maroc qui contrôle la frontière de l'enclave espagnole de Ceuta a laissé passer brutalement 6 000 migrants le 21 mai 2021 pour modifier, avec succès, la position de l'Espagne à l'égard du Sahara occidental.

Quelles réponses face à ces enjeux ?

La priorité est d'abord de s'attaquer à la cause de ces migrations qui réside avant tout dans l'augmentation considérable de l'écart des conditions de vie entre les continents africain et européen. Un nouveau logiciel de l'aide au développement, moins conditionné aux changements politiques et sociétaux et plus orienté vers un développement économique efficace, soutenable et vérifiable, qui devra être associé à un transfert massif de richesse lui aussi traçable, doit être étudié.

Sur le plan du phénomène migratoire proprement dit, outre la nécessité d'améliorer l'intégration des migrants pour éviter la babélisation des sociétés européennes, il semble important de remettre de la Politique là où certains acteurs non-gouvernementaux (humanitaires, économiques ou criminels) peuvent avoir intérêt à l'amplification du phénomène.

Aujourd'hui, au côté de la Guardia Costiera italienne qui a secouru plus de 100 000 migrants en provenance de Tunisie et d'Italie en 2022, la « flotte ONG » est composée d'une quinzaine de navires assurant une quasi-permanence en Méditerranée centrale, soutenus par d'intenses campagnes de communication ; cette présence crée un faux sentiment de sécurité pour les migrants et constitue un facteur d'incitation aux départs.

Il faut également souligner un détournement de fait du droit de la mer. Considérant que les migrants en mer courent un risque vital, les ONG ont obtenu que chaque départ de migrants soit considéré comme une détresse en mer. De ce fait, conformément aux dispositions de la convention « safety of life at sea » (SOLAS), chaque départ est traité non pas comme une tentative d'immigration illégale, mais comme une détresse maritime. Des moyens de secours sont alors systématiquement envoyés pour prendre en charge les migrants, qui sont ensuite débarqués dans des ports européens. Les organisations criminelles ont bien compris tout l'intérêt de ce détournement du droit international. De nouvelles règles sont donc nécessaires pour préserver les vies humaines lorsqu'elles sont en danger, tout en permettant aux Etats européens d'assurer un contrôle des entrées sur leur territoire pour éviter un rejet massif de la part de leurs populations.

Il paraît aussi indispensable qu'une solidarité européenne se mette en place pour aider l'Italie qui est seule en première ligne face à un flux représentant 75 % des entrées illégales par voie maritime dans l'espace Schengen. À ce titre une réflexion sur le rôle de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, appelée communément Frontex, est urgente.

Il est également nécessaire d'apporter une réponse institutionnelle en poursuivant les efforts de coopération pour la gestion des frontières entre l'UE et les pays d'Afrique du Nord pour soutenir le renforcement de leurs capacités de gestion des frontières et mieux garantir le respect des droits fondamentaux dans la région.

Une attention particulière doit enfin être portée aux influences étrangères anti-européenne dans les pays d'origine des migrants, accentués par les rivalités de puissance. Certains pays africains sont particulièrement vulnérables aux campagnes de désinformation ciblées visant à influencer l'opinion publique et politique dans un sens hostile à l'Union européenne qui les aide pourtant à se développer. En conclusion, face à ce phénomène structurel aux conséquences potentiellement désastreuses, les stratégies de la porte béante et de la forteresse sont inopérantes.

Une remise en cause de la relation entre les deux rives de la Méditerranée paraît indispensable. Comment aider les États du Sud sans restreindre leur souveraineté ? Comment favoriser un développement efficace, durable et autonome en respectant les spécificités d'un monde qui doit pouvoir rester lui-même ? Comment justifier au Nord un renforcement massif de notre solidarité pour réduire l'écart de niveau de vie ? Comment dissuader les profiteurs et les États qui cherchent à instrumentaliser le malheur pour affaiblir l'Europe ?

Il nous faudra de la lucidité, de l'intelligence, du courage et de la générosité.

Crises migratoires en Méditerranée : Comment traiter et durablement prévenir les causes d'un désastre géopolitique et humain entre l'Afrique et l'Europe ?

Par Jean-Michel Nogueroles

Avocat international et économiste de formation, fondateur du nouveau think tank NOVA ROMA.

L'origine de Nova Roma est celle du constat qu'une vision géopolitique stratégique pertinente devrait tout naturellement conduire les nations euro-méditerranéennes, comme la France, l'Italie, l'Espagne et la Grèce, notamment, à renforcer leurs coopérations politiques spécifiques s'agissant des enjeux géopolitiques méditerranéens qui nous sont communs.

Ces coopérations politiques renforcées pourraient être dédiées au contrôle des crises migratoires, à la défense mais aussi à la transition énergétique et au développement durable de nos partenaires et voisins les plus proches.

Les noms des îles de Lampedusa, de Lesbos ou des Canaries mais aussi la frontière de Vintimille sont hélas devenus célèbres pour leurs flux de migrants dont la gestion, résultant de crises migratoires multiples, pose de très sérieuses difficultés face auxquelles les États concernés ont dû agir seuls sans véritablement jouir d'une approche solidaire de leurs partenaires européens.

A cet égard, les nations euro-méditerranéennes devraient pouvoir porter plus facilement, en faisant bloc ensemble, au sein de l'Union européenne, l'idée d'un **nouveau Plan Marshall destiné à faciliter le financement des infrastructures nécessaires au développement et à la transition énergétique du Continent africain et du Sud de la méditerranée.**

En effet, l'Afrique compte environ 1,3 milliard d'habitants. Selon les prévisions de l'ONU, l'évolution démographique africaine sera de plus de 90 % : le Continent devrait compter environ 2,5 milliards d'habitants à l'horizon 2050 et l'ONU prévoit également qu'il comptera plus de 4 milliards d'habitants en 2100.

Tout l'enjeu de cette projection, pour nous euro-méditerranéens, est de s'assurer que cette croissance démographique, sans précédent, soit accompagnée d'une croissance économique inclusive à caractère durable, au moins équivalente sinon supérieure, sans entraîner une aggravation de la crise écologique. Nous ne pouvons continuer à nous désintéresser de cette situation.

Dans tout phénomène, il faut rechercher la ou les forces qui guident et causent les mouvements. Quelle est donc la raison sous-jacente qui fait que de jeunes africains, de plus en plus nombreux, prennent le risque de migrer, au plus grand péril de leur vie et de leur intégrité physique, jusqu'à nos côtes méditerranéennes en traversant parfois préalablement des pays très hostiles ?

Quelle est donc cette désespérance, ou cette absence de projection personnelle dans leurs pays d'origine, qui les conduit à concevoir qu'il ne pourrait y avoir d'avenir meilleur pour eux que de venir s'installer en Europe (ce qui est le plus souvent un leurre causant la plus grande désillusion) ?

Si l'on ne s'attaque pas, une fois pour toute, aux racines du problème, on ne traitera jamais des causes et de ce fait on ne résoudra ni les difficultés des européens ni les problèmes des africains.

Si on ajoute à cela un risque écologique accru pouvant entraîner la désertification ou l'inondation de certaines zones, ce qui provoquera des mouvements de populations désœuvrées et sans nul doute de nouveaux conflits (pour le contrôle de l'eau ou d'autres ressources), mais aussi un risque de

déstabilisation terroriste islamiste accru, on ne peut plus se désintéresser d'une perspective qui devient aussi la nôtre compte tenu de notre histoire mais aussi tout simplement compte tenu de notre géographie.

Au demeurant, on le sait depuis toujours, les mers sont beaucoup plus des ponts que de véritables frontières. Les crises migratoires à répétition les plus récentes n'ont fait que nous le rappeler.

C'est pourquoi, si l'on se donne la peine de rechercher les véritables causes de ce désastre géopolitique et humain afin de mieux identifier de possibles solutions, on devra à titre liminaire constater que le Continent africain est le plus pauvre de la planète.

L'Afrique souffre, en particulier, structurellement d'un déficit substantiel en matière d'infrastructures. À titre d'illustration, on peut relever qu'environ 600 millions de personnes en Afrique subsaharienne notamment, n'ont pas accès à l'électricité du réseau (elles représentent en fait plus des deux tiers de la population mondiale sans électricité). Selon deux rapports de la Banque Africaine de Développement, l'insuffisance d'infrastructures productives dans les services d'électricité, d'eau et de transport ne permet pas aux entreprises africaines de se développer et de bénéficier d'avantages comparatifs dans le cadre d'une concurrence internationale toujours plus aigüe.

Les estimations de la Banque Africaine de Développement (Rapport économique africain - 2018) suggèrent que les besoins en infrastructures du continent africain s'élèvent à 130-170 milliards USD par an, avec un déficit de financement de l'ordre de 68-108 milliards USD par an. C'est donc ce besoin d'investissements d'environ 70 à 110 milliards d'USD par an qu'il faudrait pouvoir financer si l'on souhaite que l'Afrique puisse faire face, au moins économiquement, aux enjeux que l'on vient d'évoquer.

Le continent africain a aussi besoin de plus de croissance économique et de créations d'emplois, pour faire face notamment à une urbanisation rapide mais aussi pour absorber une main-d'œuvre qui augmente d'ores et déjà de 12 millions par an. Un chiffre qui devrait augmenter de manière exponentielle.

Or, si demain, la grande majorité des Africains peuvent tout simplement retrouver une perspective de développement personnel et professionnel, pouvant induire une situation économique décente dans leur pays d'origine, ils seront certainement beaucoup moins nombreux à vouloir émigrer vers l'Europe du fait de leur désespérance manifeste.

Un nouveau Plan Marshall pour l'Afrique et la Méditerranée est de ce fait indispensable, si nous voulons que les États du sud rattrapent leur retard économique, tout en préservant la planète, et que leurs habitants de manière générale puissent bénéficier d'un niveau de vie plus acceptable ainsi que des moyens nécessaires aux fins de permettre l'éducation du plus grand nombre.

La croissance et l'emploi que générerait en Afrique et au sud de la Méditerranée, comme en Europe le bénéfice d'un tel nouveau plan Marshall, devraient en tout état de cause également profiter aux entreprises et aux citoyens, qui ne seraient de ce fait plus condamnés à l'immigration.

Un nouveau plan Marshall dédié permettrait ainsi de réaliser effectivement les investissements qui sont nécessaires au développement de l'Afrique en matière d'infrastructures.

Les économies africaines pourraient connaître grâce à ce nouveau plan Marshall des phases de croissance accélérée, sans doute comparables, à l'échelle du continent africain, à celles que nous avons connu pendant la période dite des trente glorieuses en Europe occidentale.

En outre, la prospérité et la sécurité du continent européen passeront par le développement durable des pays riverains de la méditerranée et du continent africain ainsi que par une élévation substantielle du niveau de vie et d'éducation des populations qui vivent et ce, au cours des toutes les prochaines décennies.

C'est à cela qu'il faudra s'atteler prioritairement si l'on veut éviter une amplification des crises migratoires et de la crise écologique ainsi que, le cas échéant, un développement de la menace terroriste et/ou militaire islamiste.

Or, un nouveau Plan Marshall pourrait être financé, au niveau européen, si l'on intègre bien les évolutions de ces dernières années en matière de politique monétaire. En particulier, il convient de rappeler qu'à la suite de la crise financière des sub-primes, il a été mis en œuvre en Europe, à partir de 2014, une politique monétaire accommodante (dire « d'assouplissement quantitatif ») visant à organiser le rachat massif par la Banque Centrale Européenne (BCE) de titres représentatifs de dettes, pour environ 2 600 milliards d'euros (obligations et bons du Trésor), auprès des banques commerciales. Ces rachats se sont traduits par une augmentation du bilan de la BCE représentant une pure création monétaire équivalente à presque 30 points du PIB de la zone Euro entre 2014 et 2019.

La mise en place par l'UE en mars 2020 du Programme d'achat d'urgence du fait de la pandémie – dont l'acronyme anglais est « PEPP » a amplifié ce mouvement. Le montant total du bilan de la BCE a de même augmenté de 2 800 milliards d'euros entre mars 2020 et fin avril 2021. Le 10 mai 2021, la somme de la valeur de tous les actifs de la BCE représentait près de 7 600 milliards d'euros, représentent ainsi plus de 63 % du PIB de la zone euro (contre 41 % du PIB de la zone Euro à la fin de l'année 2019).

Cependant, le retour de l'inflation induite par le choc d'offre énergétique et industriel provoqué par la guerre en Ukraine a induit un changement de politique de la BCE qui a progressivement fait remonter ses taux directeurs à partir de 2022. Pour autant, les politiques mises en œuvre par les États européens permettent légitimement d'espérer, dans les toutes prochaines années, un retour à une situation où l'inflation serait de nouveau maîtrisée.

Or, précisément, dans le cadre d'un retour à une situation où l'inflation serait maîtrisée, la BCE pourrait de nouveau aisément, le cas échéant, progressivement, remplacer les anciens titres rachetés aux banques (entre 2014 et 2021), lorsqu'ils viendront à échéance, par de nouveaux titres dits de « développement vert » qui seraient émis par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour financer des projets d'investissement liés à la transition écologique en Afrique/Méditerranée.

Ce remplacement progressif des anciens titres rachetés par la BCE (de manière indifférenciée) par de nouveaux titres « verts » ou liés au « développement », pourrait ainsi permettre à la BCE de réorienter ses flux de création monétaire (générés au cours des 9 dernières années) vers des projets d'investissement liés à la transition écologique ou encore au développement durable de l'Afrique.

L'ambition de Nova Roma est de concourir à l'ouverture du champ des possibles en vue de procéder à cette indispensable rénovation de nos paradigmes géopolitiques, en réintégrant une vision stratégique proprement euro-méditerranéenne dont nous avons tant besoin pour nous préparer à faire face aux grands défis du XXI^{ème} siècle dont feront partie les crises migratoires.

MINORITÉS

Les chrétiens d'Orient et la quête de la citoyenneté

Par **Antoine Fleyfel**

Directeur de l'Institut chrétien d'Orient (ICO).

Les chrétiens du Proche-Orient, connus en français sous l'appellation de « chrétiens d'Orient », connaissent dans les différents pays³⁰ où ils se trouvent, des situations diverses qui se rejoignent dans leurs grandes lignes mais qui varient généralement par leur intensité, contextes propres obligent. Tout en insistant sur la pluralité des conditions de vie, il est possible de mentionner les défis communs suivants :

- *La violence religieuse* : les chrétiens d'Orient la subissent de différentes manières, et de la part de différents groupes. À leur tête, l'organisation terroriste État islamique il y a quelques années, en Syrie et en Irak, mais aussi et encore Al-Qaïda et d'autres groupes dérivés et extrémistes, notamment en Égypte, d'obédiences salafiste ou frériste. Cependant, la violence islamiste ne se limite pas aux islams politiques sunnites, mais s'étend aussi à des factions chiïtes qui ne manquent pas d'indisposer les chrétiens en Irak. Rajoutons à cela des groupes extrémistes juifs qui pratiquent depuis un moments des intimidations et des violences en *crescendo* contre les chrétiens, à Jérusalem et ailleurs. L'action des organisations évangéliques sionistes, agissant en Israël et dans les colonies en Territoires occupés, est aussi un défi de taille pour les chrétiens locaux.
- *Le confessionnalisme* : les différentes conjonctures régionales et internationales, ainsi que les situations propres de chaque pays, poussent les chrétiens à nourrir encore plus l'esprit du confessionnalisme. Pourtant, depuis le XIX^e siècle, ils ont été à la source de plusieurs idéologies, dont le nationalisme arabe, pour dépasser la question. Mais dans les faits, les conflits, les guerres et bien d'autres facteurs les poussent à un repli confessionnel, contraire à leur vocation de chrétiens et à leur idéal citoyen. Les contextes troubles, avec la cristallisation des identités religieuses, les poussent vers ces postures. Cela est surtout évident au Liban, pays du régime confessionnel, mais dans les autres pays aussi.
- *Pays effondrés ou en grandes difficultés* : la question de l'avenir des chrétiens d'Orient n'a de cesse d'être posée. Une simple lecture historique indique clairement que les vagues de départ correspondent aux périodes de grands troubles. Les effondrements ou les situations économiques très compliquées, au Liban en Syrie ou en Égypte, ainsi que les contextes violents et conflictuels, participent largement à la saignée démographique.
- *Une citoyenneté de seconde zone* : dussent les constitutions des pays de la Région garantir les droits des chrétiens, ainsi que les discours politiques de façade, ceux-ci vivent dans de nombreux contextes des situations de sous-citoyenneté, où le citoyen musulman (en Égypte ou en Irak) ou juif (en Israël), représente le citoyen par excellence. Cela a des conséquences importantes sur leur présence et contribution en faveur de leurs sociétés respectives.

Ces quatre thématiques évoquées ne résument pas tous les enjeux actuels mais parlent de l'essentiel, qui par ailleurs, ne concerne pas les seuls chrétiens, mais leurs concitoyens aussi. Ainsi, la recherche de solutions est une nécessité commune.

Ces pistes ont comme fondement majeur la citoyenneté que les chrétiens essaient de réaliser de diverses manières depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Opposée à toute logique théologico-politique, celle-là passe nécessairement par la reconnaissance de la diversité, la connaissance de l'autre, le dialogue, l'éducation et la rencontre. Tant d'antidotes à des problèmes évoqués *supra*.

³⁰ Liban, Syrie, Israël, Palestine, Égypte, Irak, Jordanie, Turquie, Iran.

En outre, il faut être lucide sur le fait que les chrétiens sont dépassés par les événements géopolitiques régionaux et internationaux, sur lesquels ils n'ont quasiment aucune emprise. D'où la responsabilité de la communauté internationale d'aider à désamorcer les conflits et à œuvrer pour la construction d'espaces de paix. À cet égard, l'horizon paraît brumeux et le chemin étroit. Néanmoins, il appartient à ceux qui ont été expressément invités à emprunter le chemin étroit, d'espérer contre toute espérance, et de continuer à agir en faveur de l'édification des cités humaines dont ils rêvent tant.

Méditerranée : l'unité dans la diversité

Par *Francesca Tortorella*

Docteure en Histoire contemporaine. Université catholique de Lille, Université de Strasbourg.

« La situation des minorités » ne serait pas un sujet dans un espace pluriel cosmopolite : leur présence ne serait qu'une richesse. Cette note veut être une contribution à une « utopie méditerranéenne », en ayant toutefois ses racines dans une histoire millénaire. Théâtre de conflits sans doute, mais aussi espace de partage : trois Continents, une multitude de cultures, trois religions, les peuples méditerranéens sont « unis dans la diversité ».

Cette diversité fait précisément la richesse de cette mer de commerces, de pèlerinages et d'échanges. Les villes portuaires sont toutes différentes, et pourtant si similaires : parfums, odeurs, cuisine, musique... impossible de s'y sentir « étranger » ! Surtout, un *quid* indescriptible les unit, qui se définit peut-être par leur ouverture, tout au long des siècles.

L'ouverture à l'autre et à l'altérité, si bien incarnée par le mythe intemporel de Nausicaa, la princesse qui accueille et nourrit le naufragé, avant même de savoir qu'il s'agit d'Ulysse. Le récit a lieu dans l'île de Corfou, mais ce pourrait être n'importe quel autre lieu. Histoires et légendes rassemblent Alexandrie, Otrante, Rhodes, Smyrne, Marseille, les républiques maritimes, autour d'un droit non écrit : l'hospitalité. Des éléments du droit d'asile contemporain s'y retrouvent, ne mentionnons que l'exemple de Livourne, où les juifs fuyant les persécutions de l'Inquisition trouvent refuge, et sa Constitution adressée aux « marchands de toutes les nations ».

Bien sûr, il ne s'agit pas d'idéaliser le passé ni de négliger les guerres, les hostilités, le commerce des esclaves, mais simplement de ne pas oublier un héritage d'ouverture et d'hospitalité qui semble perdu. Aujourd'hui, la Méditerranée paraît divisée par un mur invisible entre Est et Ouest, et entre Sud et Nord. Toutefois, cet héritage n'est pas disparu et le mur ne peut pas être le futur d'une mer dont la vocation a toujours été celle de créer des ponts et non pas des barrières entre les peuples. Notre Méditerranée ne peut pas être un cimetière d'êtres humains, auxquels nous refusons l'hospitalité.

Nous devons nous réapproprier de l'identité méditerranéenne, aujourd'hui impudemment piétinée, et réaffirmer une forme de cosmopolitisme inclusif et pluriel. Y compris pendant le seul moment de l'histoire, l'époque romaine, lorsqu'il y a eu unité politique, celle-ci n'a pas signifié uniformité culturelle, bien au contraire ! De nos jours, l'enjeu c'est de redécouvrir cette histoire riche et plurielle : apprendre et chanter sa diversité et en même temps sa vocation au dialogue et au partage signifie travailler afin de retrouver l'unité de la Méditerranée.

SITUATION DES FEMMES

Femmes de Méditerranée : la longue marche pour l'égalité

Par **Geneviève Goëtzinger**

Présidente de l'agence imaGGe, membre du comité d'orientation d'ONU Femmes France et du Conseil d'administration de Synopia.

« Être une femme libérée, tu sais, c'est pas si facile »... De ces rimes, la chanteuse Cookie Dingler avait fait un tube dans les années 1980. Quarante années plus tard, pour les femmes du bassin méditerranéen, la question se pose moins en termes de libération que de non-discrimination. L'égalité des droits demeure un défi et un combat. A sept ans de 2030, date d'échéance des ODD – Objectifs de Développement Durable –, l'objectif numéro 5 qui porte sur l'égalité des sexes semble hors de portée dans toute une série de pays. La pandémie de la COVID-19 a même entraîné des conséquences négatives, en termes d'aggravation des inégalités mais aussi de recrudescence des violences à l'encontre des femmes.

Les États du pourtour méditerranéen gardent en commun un modèle persistant de patriarcat qui façonne les comportements et génère des pratiques sexistes. En dépit de cette culture partagée, les situations sont néanmoins hétérogènes entre les États du Nord, où les femmes bénéficient d'une égalité des droits garantie par l'appartenance à l'ensemble européen, et le Sud, où il n'existe pas d'égalité juridique.

Certains systèmes normatifs comportent même, à l'inverse, des dispositions discriminantes, comme le code de la famille applicable dans les pays du Maghreb, en matière notamment de divorce, d'héritage... Peu homogènes d'un pays à l'autre, les situations des femmes sont également différentes au sein même des États entre les villes et les zones rurales, entre les différentes classes sociales.

Les enjeux demeurent multiples :

- La lutte contre les violences sexistes et conjugales. Elles existent dans tous les pays. En France, des manifestations inédites se sont ainsi déroulées en juillet 2020 en Corse, pour dénoncer une omerta face aux agressions sexuelles, loi du silence favorisée par l'insularité. En Tunisie, la Première Ministre, Najla Bouden Romdane, estime que trois femmes tunisiennes sur quatre ont été concernées par les violences conjugales dans son pays en 2022.
- Le harcèlement de rue. Il est également présent partout - la France étant l'un des rares pays à avoir légiféré contre ce fléau en août 2018 avec une loi pénalisant « les outrages sexistes ».
- Le respect du droit à disposer de son corps : même à Malte, pays membre de l'Union européenne, l'avortement reste passible de 18 mois à 3 ans d'emprisonnement.
- La lutte contre des pratiques rétrogrades comme l'excision, toujours pratiquée en Égypte en dépit de l'interdiction légale.
- La résistance aux mariages contraints dès le plus jeune âge, encore courants au Maroc.
- L'accès à l'éducation.
- L'accès au travail.
- L'autonomie, l'accès aux ressources productives et financières.

Depuis 2020, les 42 États membres de l'Union Pour la Méditerranée ont mis en place le premier mécanisme régional de suivi de l'égalité des genres. L'objectif est d'évaluer les progrès et de prodiguer des recommandations. Dans son rapport de 2022, l'UPM pointe la faible participation des femmes à la vie économique, l'une des entraves majeures à l'égalité. C'est autour du pourtour méditerranéen que le niveau de discriminations demeure le plus élevé en matière d'accès aux ressources productives et financières : 45% contre une moyenne de 27 % sur l'ensemble de la planète, selon les chiffres d'un rapport de l'OCDE datant de 2019. C'est aussi dans cet espace que le taux d'activité des femmes reste le plus faible. Elles paient le prix d'un surinvestissement dans des activités informelles, domestiques et soins non

rémunérés. Avant même la pandémie de la COVID-19, les femmes de la région MENA (Moyen Orient, Afrique du Nord) y consacraient six fois plus de temps que les hommes.

L'accès à l'emploi constitue bien sûr un enjeu d'inclusion pour les femmes, mais également de développement pour les pays de cette région. Selon les estimations de la Banque mondiale, la progression de l'emploi des femmes aurait des conséquences importantes sur la progression du PIB des États concernés, de l'ordre de +57 %. L'autonomisation financière des femmes se traduirait par une richesse économique supplémentaire favorable à l'ensemble de la société, une société plus inclusive et plus participative.

Pour favoriser l'inclusion économique des femmes, de nombreuses initiatives voient le jour. Dans une déclaration commune signée à Madrid en octobre 2022, les 42 États membres de l'UPM s'engagent à favoriser davantage l'égalité sur le plan économique et notamment à soutenir le rôle des femmes dans le développement durable et inclusif de la région euro-méditerranéenne. En Égypte, une collaboration entre ONU Femmes et l'autorité de régulation financière a contribué à la création de nouvelles normes pour que les femmes aient accès aux outils financiers. En Turquie, l'acteur turc Kerem Bursin, défenseur revendiqué de l'égalité des genres, s'est ainsi imposé comme un ardent avocat de l'abolition des normes de genre, toxiques pour les femmes.

La longue marche pour l'égalité des genres en Méditerranée implique en réalité la mobilisation de tous, femmes mais aussi hommes. Il est donc important de les entraîner dans ce combat commun, de les convaincre que la promotion de l'égalité des chances est aussi de leur responsabilité et de leur intérêt. Il est essentiel que chacun s'approprie l'idée que la condition des femmes reste l'enjeu central du développement et de la démocratie, partout dans le monde, et donc bien évidemment a fortiori tout autour du bassin méditerranéen.

L'enjeu des droits des femmes dans le bassin méditerranéen

Par **Valentine Zuber**

Historienne, Directrice d'études à l'École pratique des hautes études (PSL). Elle a dirigé, avec Alberto Fabio Ambrosio, *Femmes et religions en Méditerranée*, Paris, Hermann, 2022.

Les droits des femmes dans l'espace méditerranéen sont une question qui relève à la fois de l'histoire et de l'anthropologie commune aux sociétés méditerranéennes, de la place particulière que leur ont conféré les trois grandes religions monothéistes (judaïsme, christianisme, islam) qui sont successivement apparues en leur sein, mais aussi de l'évolution de la conception de la citoyenneté propre aux femmes dans les différents États qui bordent cet espace. C'est donc une question à la fois religieuse, politique et sociale qui a évidemment évolué tout au long de l'histoire longue de cet espace privilégié. Mais que ce soit dans les sociétés anciennes de l'Antiquité jusqu'à certaines des sociétés actuelles qui bordent les différents rivages de cette mer intérieure – qui a plus relié plus que réellement séparé les différentes communautés qui s'y trouvent –, une culture ancestrale marquée par le primat du patriarcat demeure encore bien souvent au-delà des fractures de l'histoire. Ce patriarcat n'est certes pas seulement une spécificité de la culture méditerranéenne, mais il a été particulièrement sacralisé par des institutions religieuses qui en ont adopté et pérennisé les principaux traits.

Ce système patriarcal commun et aux origines ancestrales a instauré et de manière durable une réelle inégalité structurelle dans les droits accordés aux hommes et aux femmes. Les sociétés issues des mondes de l'Antiquité, tant mésopotamienne, égyptienne, grecque, sémite que romaine, partageaient une même conception dépréciative de la place dévolue aux femmes dans la société. Cette inégalité était basée sur une vision encore bien souvent partagée d'une complémentarité entre les sexes plutôt que d'une réelle égalité. Dans les différents espaces et systèmes sociaux méditerranéens, les rôles assignés aux hommes et aux femmes ont donc toujours été marqués par le sceau de la différence et par une réelle assignation de genre. Cette conception inégalitaire perdure dans certains espaces ou dans les lois religieuses édictées par les clergés constitués, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans. On peut en trouver plusieurs traits communs : à l'homme revient le contrôle et la propriété de la femme et de sa descendance. La femme, culturellement et symboliquement infériorisée reste généralement cantonnée à l'espace intime, tandis que l'homme s'épanouit dans l'espace public et les affaires de la cité.

En dépit de discours de type plutôt émancipateur que l'on peut parfois déceler dans les grandes révélations prophétiques et les textes sacrés originels des trois monothéismes, l'institutionnalisation religieuse qui a suivi ces moments fondateurs a repris et renforcé par leur sacralisation *a posteriori* les codes des sociétés antiques en matière d'inégalité entre les genres. On le voit à la persistance de la figure toujours très majoritairement masculine de l'autorité religieuse. Dans les pratiques religieuses ou sociales, la question du voile, le respect de la pudeur et de l'honneur sont généralement exigées des seules femmes. Leurs transgressions réelles ou supposées sont quant à elles, entièrement régulées par les hommes, et ce jusqu'à la légitimation de la perpétuation du crime d'honneur sanglant dont les femmes peuvent encore être les victimes privilégiées dans certaines sociétés. Enfin, les différents codes de statut personnel ou la persistance de morales religieuses traditionnelles qui régulent encore dans de nombreux pays ou systèmes religieux le statut d'infériorité réservé aux femmes forment un obstacle de taille à une réelle égalitarisation des rôles et à la garantie d'une citoyenneté juste et partagée dans le cadre d'un État de droit légalement institué.

Les droits des femmes sont pourtant peu à peu revendiqués par ces dernières, sous l'effet de la mondialisation des communications qui proposent des modèles alternatifs de relations hommes-femmes et aussi sous la pression de la politique internationale des droits de l'homme. Cela va de l'équité dans l'héritage à la question de la gestion autonome de leur argent par les femmes ; mais cela touche aussi à des questions relatives au droit du mariage, de la liberté sexuelle et reproductive. Des revendications féministes émanent aussi maintenant de l'intérieur même des religions. Dans les trois grandes traditions religieuses, on trouve des femmes qui s'approprient la fonction d'exégète des textes sacrés afin de les

relire de manière plus égalitaire, d'autres qui revendiquent une participation plus paritaire à la gestion du religieux en s'arrogeant des rôles moins passifs que ceux auxquelles elles étaient traditionnellement assignées.

Certains de ces combats féministes (qu'ils soient de type séculier ou croyant) ont permis de réelles avancées : au nord de la Méditerranée, avec la reconnaissance de la pleine égalité des femmes et des hommes sur le plan légal et civil tant en Europe qu'en Turquie, au sud-ouest, et en particulier au Maghreb, avec la libéralisation progressive des codes de statut personnel sous la pression politique. La situation à l'est de la Méditerranée semble en revanche plus bloquée, tant le pluralisme religieux et social y est bridé par les droits communautaires qui enferment les femmes dans les législations théologico-politiques. Les avancées ne sont pas non plus très évidentes au sein même des traditions religieuses, tant au Nord avec un catholicisme qui peine encore à prendre en compte l'égalité des droits des femmes réclamés par les sociétés modernes, qu'au Sud où la plupart des États restent encore trop souvent ancrés dans une conception religio-légale justifiée par le seul recours à une tradition religieuse artificiellement figée.

Les choses sont certes appelées à changer, et elles bougent à des rythmes différents selon les espaces considérés. Il n'en reste pas moins que le chemin reste encore long avant que toutes les femmes qui vivent dans les diverses sociétés méditerranéennes puissent réellement jouir de la garantie de droits absolument égaux à ceux des hommes... Pour y arriver, la seule mobilisation féminine ne suffit pas. Il faut aussi le concours des hommes, qui doivent réaliser que les droits égaux des femmes sont le levier essentiel pour une réelle amélioration des conditions de vie communes dans ces sociétés.

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	3
Introduction	4
Sommaire.....	5
ANALYSE DES CONFLITS	7
Analyse des conflits dans le bassin méditerranéen	7
La crise multidimensionnelle du Sahel	9
GÉOSTRATÉGIE	11
Le bassin méditerranéen : enjeux et défis	11
La Méditerranée : entre géopolitique et religions, le bassin de tous les possibles	13
Le rôle de l'Union européenne dans le développement de l'espace méditerranéen	16
État des lieux de l'islam politique en Méditerranée	17
L'Iran, une menace pour la stabilité en méditerranée orientale ?	20
La Chine dans le commerce méditerranéen	23
Turquie : quel défi pour l'Europe et la Méditerranée ?	24
Israël, un pays à la croisée des chemins.	27
SÉCURITÉ.....	30
La Méditerranée pour l'Europe : ligne de vie ou nœud coulant ?	30
NUMERIQUE.....	34
Le numérique en Méditerranée, entre opportunités et menaces	34
ÉNERGIES	37
La question des hydrocarbures.....	37
L'énergie peut-elle être un facteur de paix en Méditerranée ?	39
L'énergie, un levier puissant d'intégration régionale pour le bassin méditerranéen	40
Les énergies renouvelables et leurs enjeux à l'échelle de la Méditerranée	43
Les enjeux de l'énergie	46
ENVIRONNEMENT.....	48
La protection de l'environnement en Méditerranée.....	48
EAU	50
Les enjeux liés à l'eau en Méditerranée	50
Les eaux et la Méditerranée	54
Eau : enjeux stratégiques.....	55
CONTRAT SOCIAL ET IA	57
Repenser le contrat social.....	57
MIGRATIONS	60

Marseille, port d'accueil des migrations du XX ^{ème} et du XXI ^{ème} siècle : esquisse d'un parallèle entre les trajectoires migratoires méditerranéennes en 1923 et 2023.	60
Enjeux migratoires en Méditerranée.....	62
Crises migratoires en Méditerranée : Comment traiter et durablement prévenir les causes d'un désastre géopolitique et humain entre l'Afrique et l'Europe ?	65
MINORITÉS.....	68
Les chrétiens d'Orient et la quête de la citoyenneté.....	68
Méditerranée : l'unité dans la diversité.....	70
SITUATION DES FEMMES.....	71
Femmes de Méditerranée : la longue marche pour l'égalité	71
L'enjeu des droits des femmes dans le bassin méditerranéen.....	73
TABLE DES MATIÈRES.....	75
REMERCIEMENTS.....	76

REMERCIEMENTS

Synopia remercie l'ensemble des contributeurs ainsi que les organisations suivantes qui ont participé à la mise à disposition de ces textes :

- Le Centre d'Études Stratégiques de la Marine (CESM)
- La Revue Études
- La Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES)

Comité de relecture Synopia :

- Alexandre Malafaye, Président de Synopia
- Joséphine Staron, Directrice des Études et des Relations internationales
- Edouard Detaille, Responsable mécénat partenariats et retransmission live TV/Radio pour les Rencontres Méditerranéennes
- Céline Bonnet, membre de l'équipe Synopia





M LES **RENCONTRES**
ÉDITERRANÉENNES
MED 23
Marseille 17 - 24 septembre

